



HAL
open science

L'interventionnisme des États-Unis au Mexique : un combat contre la démocratie

Fabien Blanc

► **To cite this version:**

Fabien Blanc. L'interventionnisme des États-Unis au Mexique : un combat contre la démocratie. Littératures. 2013. dumas-00925851

HAL Id: dumas-00925851

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00925851v1>

Submitted on 13 Jan 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



L'Interventionnisme des Etats-Unis au Mexique : Un Combat contre la Démocratie

Fabien Blanc

UFR d'Etudes anglophones

Mémoire de master 2 recherche

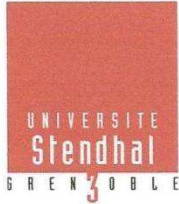
Spécialité : Civilisation Américaine

Sous la direction de M. Francis Feeley

Année universitaire 2012-2013

Remerciements


Je remercie M. Feeley de m'avoir accompagné durant ces deux années, pour son soutien et ses conseils.



Déclaration anti-plagiat
Document à **scanner** après signature
et à **intégrer** au mémoire électronique

DECLARATION

1. Ce travail est le fruit d'un travail personnel et constitue un document original.
2. Je sais que prétendre être l'auteur d'un travail écrit par une autre personne est une pratique sévèrement sanctionnée par la loi.
3. Personne d'autre que moi n'a le droit de faire valoir ce travail, en totalité ou en partie, comme le sien.
4. Les propos repris mot à mot à d'autres auteurs figurent entre guillemets (citations).
5. Les écrits sur lesquels je m'appuie dans ce mémoire sont systématiquement référencés selon un système de renvoi bibliographique clair et précis.

NOM : BLANC PRENOM : FABIEN
DATE : 25/06/2013 SIGNATURE : 

Mise à jour mars 2013

Table des matières

Introduction Générale.....	7
I) Histoire de l'Intervention des États-Unis au Mexique	12
1.1) Introduction	12
1.2) L'Affaiblissement de la Présence Européenne au Mexique : L'Apogée des Initiatives Individuelles Etatsuniennes	13
1.3) L'Avènement des Sociétés Supranationales et des Institutions Financières Etatsuniennes au Mexique : La Démocratie comme Prétexte	17
1.4) Dans L'Ombre des États-Unis : L'Alignement Politico-économique.....	25
1.5) La Montée en Puissance de l'Influence Néolibérale au Mexique ou la Mainmise des Institutions Financières Etatsuniennes.....	30
1.6) Un État Corrompu : Un Peuple Opprimé	39
1.7) Conclusion.....	47
II) L'ALENA : L'Avancée du Libéralisme Economique.....	50
2.1) Introduction	50
2.2) Les Débuts de L'ALENA : Un Accord Economique Antidémocratique ?.....	51
2.3) Propagande Néolibérale : L'Elaboration de la Pensée Unique	56
2.4) La Dictature des Marchés : Un Combat entre Sociétés Supranationales et Etats	63
2.5) Un Système Elitiste : Une Population Locale Délaissée.....	71
2.6) L'Agriculture : La Mainmise des Entreprises Etatsuniennes	77
2.7) Conclusion.....	85
III) Les Maquiladoras et leurs Conséquences sur les Sociétés Etatsunienne et Mexicaine	88
3.1) Introduction	88
3.2) L'Origine des Maquiladoras et leur Insertion dans la Mondialisation : Des Entreprises Libérales par Essence	89
3.3) L'Impact Territorial et Social des Maquiladoras au Mexique : De Nombreux Déséquilibres	94
3.4) L'Impact des Maquiladoras sur les États-Unis : Vers une Standardisation des Travailleurs du Monde ?.....	101
3.5) Des Sociétés Supranationales Esclavagistes : Un Retour dans le Passé ?.....	107
3.6) Délocalisations : Des Entreprises Destructrices	109
3.7) Chômage et Pauvreté : L'Expansion des Cartels de la Drogue.....	117
3.8) Conclusion.....	125

Conclusion Générale	127
Bibliographie	131
Sources Primaires	131
A. Articles et essais :	131
B. Filmographie :.....	132
Sources Secondaires	132
A. Livres :.....	132
B. Articles et essais :	133
Résumé :	143
Mots-clés :	144

Introduction Générale

Durant plusieurs siècles, de nombreuses nations telles que le Royaume-Uni, l'Espagne, la France et la Russie se sont affrontées à travers le monde pour étendre leur puissance. Aussi, au XIXe siècle, les Etats-Unis n'étaient qu'un empire parmi d'autres. L'apogée de leur ascension fulgurante en tant que puissance mondiale s'est concrétisée en 1945, à la fin de la seconde guerre mondiale. Au cours des années qui suivirent, et ce malgré la décolonisation, l'impérialisme était toujours présent mais sous une nouvelle forme que les historiens qualifient encore aujourd'hui de néo-impérialisme ou néo-colonialisme. Ces deux termes induisent une influence aussi bien économique que politique tout autant que culturelle, connue sous le nom de « Soft Power », notamment à travers la propagation du cinéma et des séries télévisés. Cependant, l'expansion des Etats-Unis s'est heurtée à un autre empire désireux de s'étendre durant la Guerre froide, l'URSS. En 1991, lorsque l'URSS et le bloc de l'Est s'effondrent, l'hégémonie étatsunienne s'accélère.

Le Mexique, voisin direct des Etats-Unis et son allié plus ou moins forcé durant une grande partie du XXe siècle, a subi tout au long des XIXe et XXe siècles une destruction sociale de la part des sociétés et institutions capitalistes étatsuniennes. Seule une minorité, la classe dirigeante, bénéficie d'avantages faramineux tandis que les droits des peuples sont bafoués. Et pourtant, le Mexique devient un acteur économique de plus en plus important dans la zone nord-américaine et fait partie des trois pays signataires de l'ALENA (Accord de Libre-échange Nord Américain) en 1994 avec les Etats-Unis et le Canada. Le Président George W. Bush et d'autres politiciens iront même jusqu'à dire qu'aucun pays n'est aussi important que le Mexique pour les Etats-Unis.¹

Après presque deux siècles d'ingérence américaine au Mexique et environ cinquante ans d'existence des maquiladoras, la question centrale de ce travail est de savoir pourquoi le Mexique est d'une si grande importance pour les Etats-Unis. Cette question sera traitée à travers les diverses interventions américaines au Mexique, qu'elles soient militaires, politiques, idéologiques ou encore économiques, avec l'implication des sociétés supranationales et des institutions financières américaines et leurs filiales, les maquiladoras.

¹ K. Larry Storrs, *Mexico's Importance and Multiple Relationships with the United States*: CRS Report for Congress, "no country is more important to the United States than Mexico" (Traduit par l'auteur) http://assets.opencrs.com/rpts/RL33244_20060118.pdf (Consulté le 1er mai).

De nombreux livres et articles ont été écrits sur les relations américano-mexicaines et plus précisément sur l'impact de l'économie libérale au Mexique comme c'est le cas du livre *Politiques Néo-Libérales et Acteurs Ruraux au Mexique*, écrit par Marguerite Bey. D'autres portent plus précisément sur l'intégration économique des maquiladoras au Mexique et leur impact sur la société. Nous pouvons citer ici l'œuvre de Kathryn Kopinak, *Desert Capitalism : What are the Maquiladoras ?* Ces études décrivent parfois avec détail le labeur des travailleurs mexicains dans ces usines et leur condition de vie générale.

Notre travail complètera modestement ce vaste sujet d'étude en mettant en valeur les facteurs principaux qui amènent les Etats-Unis à considérer le Mexique comme étant très important. Nous étudierons ainsi quels sont les objectifs majeures et les intérêts de ces entreprises et de ces institutions américaines au Mexique. Nous verrons ensuite quels sont leur impact sur la politique, l'économie et la société mexicaine et indirectement étatsunienne. Cela nous amènera à réfléchir sur les contrastes entre la propagande utilisée par les défenseurs du libéralisme et du néolibéralisme et les résultats concrets de celle-ci, de l'indépendance du Mexique en 1821 à nos jours. L'idéologie peut en effet servir de prétexte à des fins moins vertueuses.

Selon certains économistes, tels que Ludwig von Mises, Friedrich von Hayek ou Milton Friedman, et certains politiciens et directeurs d'entreprises libéraux et néolibéraux, le capitalisme est naturellement moral, l'Etat devant intervenir le moins possible dans le système économique auquel cas, la liberté pourrait être mise en danger. Cette idée de moralité naturelle est diffusée dans un livre récent intitulé *La moralité du capitalisme, ce que vos professeurs ne vous diront pas*, écrit et édité par Tom Palmer. Ce livre est cité par Damien Theillier, professeur de philosophie et président de l'Institut Coppet, qui explique que ce livre décrit le capitalisme comme pouvant améliorer la vie des personnes à travers le monde ainsi que favoriser le développement d'une société libre et pacifique. Aussi, les apports du capitalisme sont présentés dans cette œuvre comme forcément positifs :

C'est l'érosion de systèmes de pouvoir, de domination, et de privilèges ancrés de longue date, et c'est l'ouverture des carrières au talent. C'est le remplacement de la force par la persuasion. C'est le remplacement de l'envie par l'accomplissement.²

² Damien Theillier, « Le capitalisme est-il moral ? Ce que vos professeurs ne vous diront pas », Contrepoints. <http://www.contrepoints.org/2013/02/12/114533-le-capitalisme-est-il-moral-ce-que-vos-professeurs-ne-vous-diront-pas> (consulté le 23 février 2013).

D'autres encore n'hésitent pas à défendre le capitalisme de manière quelque peu manichéenne, comme c'est le cas de John Mackey, président-directeur général de Whole Foods Market :

Le capitalisme est un meilleur débouché pour l'espèce humaine que le militarisme et les conflits politiques. Il suffit de penser aux pertes en vies humaines, aux biens détruits et à la misère causée par les régimes anticapitalistes du XXe siècle.³

Les principaux régimes auxquels semble se référer John Mackey sont bien entendu le nazisme hitlérien et la dictature totalitaire de Staline en Union soviétique, que les défenseurs du capitalisme appellent communisme pour arranger leur propagande. Ce que John Mackey oublie de préciser est que les États-Unis ont près de 900 bases militaires réparties dans 130 pays à travers le monde selon Ron Paul, candidat républicain à la présidence.⁴ Ils représentent ainsi la première puissance militaire mondiale et ils utilisent cet avantage à leur convenance. Les États-Unis ainsi que d'autres pays occidentaux, se posent en défenseurs du monde libre et de la démocratie. Ils promeuvent l'idée que le capitalisme est le seul système qui soit économiquement viable et qui permettent aux peuples d'accéder à la liberté et de connaître ce qu'est la démocratie. Cependant, les événements du monde tendent à modérer ces propos.

Les maquiladoras sont ainsi présentées de la même manière car issues du système capitaliste dont la productivité et la rentabilité sont le principal moteur, elles ne peuvent être que bienfaites. Selon Blandine Laperche, dans son livre *L'innovation pour le développement : Enjeux globaux et opportunités locales*, les principaux arguments utilisés pour défendre les maquiladoras mettent en valeur l'aide qu'elles apportent au Mexique :

Ceux qui défendent les maquiladoras sont principalement les responsables des politiques publiques mettant en valeur la contribution de ces entreprises à la création d'emplois, à l'entrée de devises et, dans une moindre mesure, au transfert de connaissances et de technologie.⁵

³ Damien Theillier, *ibid.*

⁴ "Ron Paul says U.S. has military personnel in 130 nations and 900 overseas bases", Tampa Bay Times, <http://www.politifact.com/truth-o-meter/statements/2011/sep/14/ron-paul/ron-paul-says-us-has-military-personnel-130-nation/> (consulté le 23 janvier 2013).

⁵Blandine Laperche, *L'innovation pour le développement : Enjeux globaux et opportunités locales*. http://books.google.fr/books?id=mPJvieYJ4kIC&pg=PA37&lpg=PA37&dq=arguments+pour+les+maquiladoras&source=bl&ots=-4_r7Uq5Jg&sig=UysKPkuLGSH3kvCLAQQe1aCWx7I&hl=fr&sa=X&ei=qhOAUbDSH9KChQf_sID4Dg&ved=0CEUQ6AEwAw#v=onepage&q=arguments%20pour%20les%20maquiladoras&f=false

Notre étude sur les interventions militaires et économiques américaines au Mexique tendent à démontrer que le capitalisme, avec sa phase plus récente, le néolibéralisme, suit aujourd'hui une direction majeure unique et que la démocratisation et l'enrichissement de ce pays n'est pas l'objectif premier des dirigeants étatsuniens. Bien entendu, nous démontrerons que la politique étrangère des Etats-Unis au Mexique, bien que spécifique, n'est pas unique mais bien intégrée dans le système international.

Ce travail propose l'idée que la politique étrangère américaine au Mexique, influencée par les sociétés supranationales et les institutions financières, reflète les objectifs principaux du libéralisme et du néolibéralisme dans le monde. En partant de ce postulat, notre travail s'attachera à mettre en lumière quels sont les intérêts économiques des Etats-Unis au Mexique. L'étude de ces deux pays voisins est intéressante car elle constitue le seul cas à travers le monde d'un pays émergent partageant une frontière avec la plus grande puissance mondiale. L'étude des relations entre ces deux pays peut nous permettre de mieux comprendre l'évolution de la politique étrangère étatsunienne dans son ensemble à travers l'histoire et d'appréhender quelles sont les principales forces d'influences de cette politique. En outre, ce travail nous permettra de voir comment le système capitaliste, dirigé aujourd'hui par les politiciens, industrialistes et financiers néolibéraux, peut devenir un danger pour la démocratie et l'environnement.

La première partie s'attachera à décrire l'histoire de l'interventionnisme des Etats-Unis au Mexique. A travers les XIXe et XXe siècles, tous les pays d'Amérique latine ont eu à subir l'intervention militaire et politique américaine lorsque leur gouvernement allait à l'encontre de l'idéologie du gouvernement américain. Et ce, d'autant plus lorsque l'économie internationale était en jeu et que les multinationales américaines se voyaient menacées d'être expulsées d'un pays où leurs intérêts économiques étaient importants. Le Mexique, n'a pas pu échapper à cette politique étrangère étatsunienne. Cependant, pourquoi, selon les dires de Georges W. Bush, aucun pays ne serait aussi important que le Mexique pour les Etats-Unis ? Nous verrons ainsi spécifiquement pourquoi les Etats-Unis sont intervenus à de nombreuses reprises au Mexique au cours de l'histoire, comment ils ont réussi à influencer sur la politique mexicaine et combattu la démocratie.

Ensuite, nous verrons dans la deuxième partie comment l'économie libérale a pu être mise en avant au Mexique grâce à l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1994, qui lie désormais les destinées des trois pays de l'Amérique du Nord, le Canada, les États-Unis et le Mexique. L'ALENA et la propagande néolibérale qui l'a propulsé a permis

aux États-Unis et ses multinationales d'avoir un meilleur accès et contrôle des ressources mexicaines. Aussi, l'ALENA peut-il être interprété comme un instrument condamnable d'une nouvelle domination des États-Unis sur une puissance émergente du Sud, le Mexique ? La politique étrangère américaine au Mexique, soutenue par l'idéologie néolibérale, a-t-elle pour objectif réel la démocratisation du Mexique, la création d'emplois, et l'amélioration du niveau de vie des peuples américains et mexicains ? Par conséquent, nous étudierons quelles ont été les conséquences du pouvoir des sociétés supranationales et institutions financières américaines sur de nombreuses familles mexicaines, surtout dans le domaine de l'agriculture.

Enfin, la troisième partie nous permettra de comprendre comment et pourquoi les maquiladoras sont arrivées au Mexique dans les années 1960. Ces entreprises ont aussi été implantées dans d'autres pays d'Amérique Latine et du monde, et sont considérées comme très importantes par les chefs d'Etat qui les accueillent comme c'est le cas du président d'Haïti, Joseph Michel Martelly, qui déclara le 28 novembre 2011 : « Voici un modèle d'investissement (...) qui doit être réalisé dans d'autres départements. Ceci peut contribuer au changement du pays. C'est un modèle de développement durable, réel... ». ⁶ Les déclarations présentant les maquiladoras comme bénéfiques dans leur ensemble, au Mexique ou ailleurs, sont parfois très différentes de la réalité. Aussi, les maquiladoras ont-elles une influence positive sur la société mexicaine ou sont-t-elles l'expression d'un nouveau système d'exploitation ? Nous observerons ainsi quelles sont les déséquilibres territoriaux et sociaux engendrés par les maquiladoras à la fois dans le pays d'accueil, le Mexique, et avec le pays frontalier, les États-Unis. Enfin, les questions économiques mais aussi celles des inégalités sociales et la pauvreté nous permettra de mettre en lumière les violences liées aux cartels de la drogue. Nous verrons comment le gouvernement américain, la CIA et d'autres institutions américaines ont été impliqués dans leur apogée.

⁶ Alain Saint-Victor, « Haïti-Zones franches : Extraversion économique et sous-développement ». À propos du dernier livre de l'économiste Fred Doura. AlterPresse. <http://www.alterpresse.org/spip.php?article12588#nb2> (Consulté le 1^{er} mai 2013)

I) Histoire de l'Intervention des États-Unis au Mexique

1.1) Introduction

Tous les pays d'Amérique latine ont subi tout au long des XIX^e et XX^e siècle l'ingérence des États-Unis lorsque leurs gouvernements allaient à l'encontre de l'idéologie du gouvernement américain et menaçaient ainsi ses intérêts. Lorsque les sociétés supranationales et les institutions financières américaines se voyaient menacées d'être expulsées d'un pays où les intérêts économiques étaient importants, le gouvernement américain, sous l'influence de ces puissants, n'hésitait pas à intervenir pour éviter toute indépendance.

Le Mexique possède de nombreuses richesses telles que ses ressources naturelles et bien entendu, une population en proie aux entreprises étrangères à la recherche d'une main-d'œuvre sous-payée. En étant à la frontière de la première puissance mondiale, il a dû subir une mainmise américaine permanente qui a influé sur son histoire. Pourquoi le gouvernement américain est-il intervenu à de nombreuses reprises au Mexique ? Quels étaient les intérêts spécifiques des entreprises et institutions américaines dans ce pays et comment s'y sont-elles implantées ? L'ingérence américaine a-t-elle eu un impact économique et social significatif sur le Mexique ?

Nous étudierons dans un premier temps comment les relations américano-mexicaines ont évolué et comment les États-Unis ont réussi grâce à leur impérialisme à contrôler le gouvernement mexicain, de son indépendance en 1821 à nos jours, que ce soit politiquement ou économiquement. Ensuite, nous verrons comment les entreprises et institutions financières américaines ont commencé à exploiter les ressources mexicaines bien avant les maquiladoras à l'aide du libéralisme économique, et que ce processus continue aujourd'hui avec le néolibéralisme. Enfin, nous verrons quel a été l'impact de cette ingérence américaine sur l'économie et la politique sociale du gouvernement mexicain. L'indépendance politique et économique du Mexique a largement pâti de cette ingérence américaine qui a sans cesse combattue toutes lueurs de démocratie qui y étaient présentes.

Ce chapitre nous permettra de comprendre pourquoi la politique étrangère étatsunienne, accompagnée par le libéralisme économique, et l'idéologie néolibérale plus récemment, a eu pour objectif majeur de contrôler le gouvernement mexicain et comment elle

y est arrivée.

1.2) L’Affaiblissement de la Présence Européenne au Mexique : L’Apogée des Initiatives Individuelles Etatsuniennes

Quand les 13 premiers États fédérés des États-Unis proclamèrent leur indépendance, le Mexique n’était encore qu’une colonie de la couronne d’Espagne. Il devint indépendant 45 ans plus tard, en 1821, après une décennie de combats dans le grand mouvement d’émancipation de l’Amérique Latine conduit par Simon Bolivar dans l’hémisphère Sud. L’influence des idéologies de la révolution américaine inspira le nom officiel du Mexique, les États-Unis du Mexique. Son territoire s’étendait depuis ce qui est aujourd’hui le Costa-Rica jusqu’à des territoires très peu peuplés et qui deviendront dans les futurs États-Unis d’Amérique le Texas, la Californie, l’Arizona, l’Utah, le Nevada et le Nouveau Mexique.

Après son indépendance, le Mexique fut menacé de conquête par son voisin assoiffé d’extension. Les États-Unis proposèrent une fusion des deux États qui en aurait fait, selon les ambitions de James Monroe, qui n’était encore que Secrétaire d’État avant de devenir le cinquième président, la première puissance mondiale. Dans son discours sur l’état de l’Union de 1823, le président James Monroe avait avancé l’idée qu’aucune entreprise de colonisation européenne ne pourrait désormais avoir lieu sur le continent américain au risque d’être interprétée par Washington comme un acte hostile.

Il s’agissait à cette époque de se prémunir devant les velléités proclamées par la Sainte-Alliance d’intervenir militairement dans les anciennes colonies espagnoles pour y restaurer la couronne de Ferdinand VII et ainsi de protéger la souveraineté politique des États-Unis. Les jeunes républiques hispano-américaines avaient salué cette initiative qui les protégeait de ce qui constituait alors la principale menace pour la continuité de leur existence comme nations indépendantes. Mais la proposition de fusion avec les Etats-Unis fut rejetée par les mexicains. Les États-Unis, qui se lançaient alors dans la conquête de l’Ouest, se muèrent en agresseurs. Le Mexique voyait déjà son indépendance menacée.

L’un des premiers conflits opposant en quelque sorte les États-Unis au Mexique survint le 6 mars 1836 lorsque le Texas proclama son indépendance vis-à-vis du Mexique. Le Mexique envoya 5 000 soldats pour récupérer le territoire des sécessionnistes et s’empara de Fort Alamo avec succès. Le 16 mai 1843, une nouvelle bataille opposa les Texans aux

Mexicains.⁷ Cette fois ci, ce sont les Texans qui remportèrent la bataille de Campêche.

De 1846 à 1848, la guerre du Mexique opposa directement les mexicains aux américains.⁸ La guerre allait durer plusieurs années, entrecoupée de périodes d'accalmie, mais finalement, le 24 janvier 1848, le Mexique fut défait. Il se vit alors contraint de céder le Texas, la Californie et le Nouveau-Mexique aux États-Unis avec le traité de Guadeloupe Hidalgo. Celui-ci fixa la frontière à son emplacement actuel et les américains récupèrent ainsi la moitié du territoire mexicain.

Au XIXe siècle, les latino-américains étaient considérés comme des êtres-humains de seconde zone par une grande majorité de leurs contemporains occidentaux. Aussi, cette guerre, déclenchée pour des raisons diverses bien que principalement économiques, représentait les prémices de la politique extérieure américaine qui allait prendre de l'ampleur jusqu'à nos jours. Selon Carl Pépin, l'idéologie impérialiste prédominait déjà dans la politique américaine qui, sous prétexte de servir la paix et d'avoir la volonté de répandre la démocratie, lançait la conquête de nouveaux territoires :

La Guerre américano-mexicaine de 1846 à 1848 peut être considérée comme la première guerre à l'échelle internationale menée par les États-Unis dans le contexte de la *Destinée manifeste*. Défendue par les démocrates-républicains sous la direction du président James Polk, la Destinée manifeste était une idéologie impérialiste disant que la nation américaine avait une « mission divine », c'est-à-dire étendre à l'Ouest la « civilisation » et la « démocratie ». À cet égard, le président Polk provoqua délibérément un différend frontalier avec le Mexique, dans le but de s'emparer du territoire du Nouveau-Mexique et de la Californie.⁹

L'expansionnisme américain, face aux puissances européennes de l'époque, n'était pas perçu sous son angle véritable. Aussi, les américains furent soutenu dans leurs conquêtes par de nombreuses personnalités comme Karl Marx ou encore Engels. Ce dernier, philosophe et théoricien socialiste allemand, soutint le point de vue dominant de l'époque comme le décrit ici Maurice Barbier, politologue :

Il justifie la conquête du Texas et de la Californie, en estimant que la guerre des États-Unis contre le Mexique « fut menée purement et simplement dans l'intérêt de

⁷ Logan Doods, « La guerre Américano-mexicaine », Word Press, <http://laguerredesecession.wordpress.com/2012/09/17/276/> (consulté le 15 février 2013).

⁸ Logan Doods, *Ibid.*

⁹ Carl Pépin, « La Guerre américano-mexicaine (1846-1848) », Blogue sur l'histoire et les actualités canadiennes et internationales, <http://carlpepin.com/2010/10/06/la-guerre-americano-mexicaine-1846-1848/> (consulté le 15 février 2013).

la civilisation ». Et il demande : « Est-ce un malheur que la splendide Californie soit arrachée aux Mexicains paresseux qui ne savaient qu'en faire ? ». ¹⁰

Les Etats-Unis commencèrent donc à supplanter les grandes puissances dominatrices européennes au Mexique. D'après Maurice Barbier, leur idéologie expansionniste et son application était très loin de l'idée de démocratie qu'ils semblaient promouvoir :

Déjà les Etats-Unis mettent au point leur diplomatie expansionniste, basée sur l'usure, l'interprétation abusive des textes, la manipulation cartographique de territoires encore mal délimités et, au bout du compte, une certaine mauvaise foi appuyée sur la force. ¹¹

Cependant, le traité ne calma aux États-Unis que les membres du gouvernement. Le Nord du Mexique, ses terres et ses richesses minières, était convoité par les aventuriers qui sévissaient dans les nouveaux États annexés et qui n'avaient aucun respect pour les frontières nouvellement tracées. Ils le faisaient au nom des Etats-Unis mais sous un contrôle faible ou nul de l'État fédéral. La figure la plus connue de ces personnages est William Walker qui, après avoir tenté de s'approprier la basse Californie, province mexicaine, prit possession du Nicaragua où il devint temporairement chef d'État. Dans le texte qui suit, William Walker exprime l'opinion de nombreux étatsuniens à l'époque sur les mexicains et autres latino-américains :

Ceux qui parlent d'établir des relations durables entre la race américaine pure ... et la race mêlée indo-hispanique, au Mexique et en Amérique Latine, sans l'emploi de la force ne sont que des radoteurs. ¹²

Nous pouvons observer que d'autres principes, plus important que la démocratie aux yeux de certains, allaient continuer à être mis en avant et cela sans que le gouvernement n'y

¹⁰ Maurice Barbier, *La pensée politique de Karl Marx* : L'Harmattan, p.322.
http://books.google.fr/books?id=a12Hdt1kicwC&pg=PA322&lpg=PA322&dq=De+1846+%C3%A0+1848,+la+guerre+du+Mexique+opposa+directement+les+mexicains+aux+am%C3%A9ricains.&source=bl&ots=mnJy91V42b&sig=19_MILqxPUzgKim3ru8JFi6fYBE&hl=fr&sa=X&ei=G-kkUaemGYaK0AWD9YGYDw&ved=0CDwQ6AEwAg#v=onepage&q=De%201846%20%C3%A0%201848%20%C3%A0%20guerre%20du%20Mexique%20opposa%20directement%20les%20mexicains%20aux%20am%C3%A9ricains.&f=false. (consulté le 10 décembre 2012).

¹¹ Maurice Barbier, *Ibid.*, p.322 (consulté le 10 décembre 2012).

¹² Joseph Cummins, *History's Forgotten Milestones, Spotlights on the past* ; Pier 9, 2010, p.103. "They are but drivellers who speak of establishing fixed relations between the pure white American race ... and the mixed Hispano-Indian race as it exists in Mexico and Central America, without the employment of force." (Traduit par l'auteur).

voit d'énormes inconvénients. Ce racisme anti-hispaniques et le sentiment de supériorité des États-Unis allait desservir le peuple mexicain. William Walker et nombre de ses compatriotes, considérant les mexicains comme inférieurs, pensaient qu'ils étaient incapables de s'autogouverner. Ils profitèrent de ce prétexte pour prendre le contrôle de leurs terres. La population américaine soutenait ces aventuriers et mercenaires qui s'approprièrent les terres mexicaines. Le gouvernement américain bénéficiait même de leur agressivité et ne les punissait que rarement :

Le gouvernement mexicain pensait que le gouvernement américain, en dépit du jugement de Walker, l'avait en quelque sorte aidé, et afin d'éviter toute expédition future, il accepta de vendre la partie nord de Sonora aux États-Unis...¹³

Aussi, les relations américano-mexicaines au XIXe siècle étaient déjà minées par un rapport de force à l'avantage des États-Unis qui prenaient alors l'ascendant territorial et économique. Le XIXe siècle était celui d'un impérialisme compétitif entre les nations les plus puissantes. Ces pays étaient encore dominés par une aristocratie elle-même soutenue par une bourgeoisie marchande. Leur credo était l'expansion territoriale par les armes pour l'accroissement des richesses, les peuples étant écrasés.

A partir des années 1850, la pression états-unienne sur le Mexique se relâcha en raison des conflits entre nordistes et sudistes sur la question de l'esclavage et qui déboucheront sur la guerre de sécession de 1861 à 1865. Ce relâchement fut perçu en Europe comme une opportunité pour reprendre pied sur ce continent et ses richesses. Appauvri par les dictateurs et démembré par les États-Unis, le Mexique était en difficulté. Cependant, la démocratie avançait notamment avec le plan d'Ayutla, élaboré par le général indien Benito Juárez en 1854, qui signait le retour des civils au pouvoir. En 1858, le Mexique fut le premier pays ibéro-américain à avoir un président d'origine indigène en la personne de Benito Juárez. Dans tous les autres pays d'Amérique Latine, les descendants des colons blancs étaient les uniques personnes à pouvoir diriger. La nouvelle Constitution restaura la démocratie et le fédéralisme, au détriment du catholicisme. Une guerre civile de trois ans s'ensuivit et verra la victoire des juaristes en 1861.

Le 15 juin 1861, Benito Juárez est réélu président du Mexique. Son mandat fut marqué

¹³ Joseph Cummins, *Ibid.*, p.110. "The Mexican government believed that the American government, despite its prosecution of "Walker, had to some extent been behind him, and to forestall future expeditions it agreed to seal the northern part of Sonora to the United States, a transaction called the Gadsden Purchase." (Traduit par l'auteur).

par sa décision de suspendre le remboursement de la dette extérieure, ce qui provoqua la colère des pays créanciers : la France, l'Autriche, l'Angleterre et l'Espagne. Napoléon III poursuivait à l'époque une politique colonialiste et profita de la guerre civile qui déchirait les États-Unis depuis le 12 avril 1861 pour envahir le Mexique. Il s'allia alors avec Maximilien d'Autriche, frère cadet de l'empereur François Joseph, pour remettre les Habsbourg, ancienne famille régnante en Espagne, sur le trône mexicain. La bourgeoisie mexicaine était favorable à cette restauration mais la résistance à cette occupation s'organisa autour de Benito Juárez. Cette dernière reçut l'appui matériel des États-Unis dès que la guerre de sécession s'acheva en 1865. Les troupes françaises, espagnoles et autrichiennes furent battues et se retirèrent en février 1867. Maximilien fut fusillé. La chute de Maximilien représentait l'échec de la dernière tentative des puissances européennes de reprendre pied sur le continent américain.

Les États-Unis supplantèrent ainsi totalement les puissances européennes au Mexique. Même si les États-Unis aidèrent le Mexique à se débarrasser des envahisseurs, en considérant le fait que ces envahisseurs représentaient une menace pour eux, on ne peut que se douter des intentions réelles de ce pays en pleine expansion durant le XIXe siècle. La doctrine Monroe était suivie à la lettre.

Il ne restera plus aux États-Unis qu'à aider les républicains cubains à chasser les espagnols en 1898 pour que le continent entier échappe à toute autre influence que celle des États-Unis. Ces derniers créaient déjà ce qu'Henry Kissinger allait décrire comme 'le patio' ou 'le jardin' des États-Unis.¹⁴

Après la défaite des puissances européennes, Benito Juárez se réinstalla au pouvoir. Le soutien qu'il avait reçu des États-Unis fit de ceux-ci une puissance amie. L'influence états-unienne allait désormais prendre un tour plus organisé sous la supervision des deux gouvernements, les États-Unis tentant déjà de peser sur les décisions politiques mexicaines.

1.3) L'Avènement des Sociétés Supranationales et des Institutions Financières Étatsuniennes au Mexique : La Démocratie comme Prétexte

La page des aventuriers de la conquête de l'ouest s'achevant, les investisseurs, les banques et les grandes compagnies prirent le relais. Les capitalistes américains ouvraient des

¹⁴ Eduardo Galeano, *Open Veins of Latin America : Five Centuries of the Pillage of a Continent : Serpent's Tail*, London, 2009, IX.

mines, construisaient des voies ferrées les reliant aux États-Unis et se trouvaient progressivement à la tête de la partie moderne de l'économie mexicaine. Cette évolution fut grandement favorisée par un basculement de la démographie au profit des États-Unis. Grâce à l'énorme apport migratoire consécutif à la ruée vers l'or et à la conquête de l'ouest, le pays comptait à la fin du XIXe siècle 75 millions d'habitants alors que les mexicains n'étaient que 15 millions.¹⁵ La domination des États-Unis qui était territoriale depuis 1848, devint démographique, économique et militaire. Jean Audemar explique que les richesses pétrolifères, attirant de nombreuses entreprises, allaient déstabiliser le Mexique :

Il était inévitable que la lutte entre trusts de pétrole éclatât, plus ardent que partout ailleurs, au Mexique à cause des immenses richesses en huile que paraît receler ce pays. Celles-ci ne devaient donc pas lui faire connaître une ère de grande prospérité, mais bien au contraire, la livrer à une sanglante anarchie, résultat des manœuvres de groupements financiers, dont il était devenu, malgré lui, le champ de bataille d'élection. Il n'est que juste de reconnaître, d'ailleurs, que depuis les premiers soulèvements de la population autochtone contre l'Espagne en 1808, le Mexique n'a guère connu le calme véritable.¹⁶

Le dictateur Porfirio Diaz, qui resta au pouvoir de 1876 à 1911, accéléra cette prise en main et favorisa les intérêts américains en faisant régner une politique autocratique et dictatorial sur le Mexique. D'après Jean Audemar, les richesses du Mexique attiraient de plus en plus les capitalistes et en 1901, une entreprise californienne extrayait déjà les premiers barils de pétrole mexicain près de Tampico :

Les puissants groupements financiers qui se disputaient l'exploitation de ses trésors, n'eurent-ils, la plupart du temps, en face d'eux, qu'une opinion publique très aisément influençable et une autorité centrale des plus instables. Ils en allaient profiter. L'enjeu, en effet, était digne de leurs efforts. Le Mexique, dont la production de pétrole nulle en 1900 était de 462 000 tonnes en 1905, est devenu, dès 1915, le second producteur du monde avec 4 475 000 tonnes. En 1920, on en extrait 21 971 000 tonnes. Or, il ne faut pas oublier que les terrains pétrolifères qu'on y a jusqu'à présent exploités, ne représentent qu'un peu plus de 25 000 hectares disséminés le long du Golfe, alors que leur superficie totale paraît excéder 60 millions d'hectares.¹⁷

Les institutions financières américaines avaient compris que le Mexique pouvait les

¹⁵ Traduit de l'italien par m-a patrizio, Extrait de Carta settimanale, « Fiction e reality dans : CARTA Cantieri sociali », numéro 9, 3/9 mars 2005. <http://comaguermarseille.free.fr/cac120.htm> (consulté le 15 janvier 2013).

¹⁶ Jean Audemar, *Les maitres de la mer, de la houille et du pétrole, l'impérialisme Anglo-saxon*, Floch : Paris, p.190. <http://fr.scribd.com/doc/106536473/Audemar-Jean-Les-Maitres-de-La-Mer-de-La-Houille-Et-Du-Petrole-L-Imperialisme-Anglo-saxon>. (Consulté le 3 février 2013).

¹⁷ Jean Audemar, *Ibid.* p.190. (Consulté le 3 février 2013).

enrichir pour de longues années à venir. Les États-Unis étaient donc toujours présents pour contrôler les affaires mexicaines afin d'en tirer des avantages économiques. Le contexte historique faisait que le gouvernement américain de l'époque ne cachait nullement ses volontés expansionnistes. L'objectif était toujours de contrer les autres puissances européennes que ce soit militairement ou économiquement. Les propos utilisés pouvaient donc être très virulents et ne prenaient pas en compte les peuples gouvernés. Ce fut le cas avec Théodore Roosevelt, président de 1901 à 1909, qui décrit ce que doit devenir la politique étrangère américaine à travers cet extrait de *La vie intense*, publié chez Flammarion en 1904 :

Si nous voulons tenir notre rang dans la lutte pour la suprématie navale et commerciale, nous devons construire notre puissance en dehors de nos propres frontières. Nous devons construire le canal isthmique et nous devons saisir les positions avantageuses qui nous rendront capables d'avoir notre mot à dire pour la destinée des océans de l'Est et de l'ouest. (...) J'ai peu de patience pour ceux qui masquent leur timidité d'un prétexte d'humanitarisme et qui parlent d'un ton cafard de liberté et de consentement des gouvernés. Leurs doctrines, si on les mettait à exécution, nous forceraient à laisser les Apaches de l'Arizona opérer leur propre salut et à décliner toute intervention dans une seule réserve indienne. Leurs doctrines condamnent vos ancêtres et les miens pour s'être établis dans ces États-Unis.¹⁸

L'obsession américaine, à travers l'histoire, d'avoir le sentiment d'être porté à éclairer et civiliser les peuples jugés inférieurs et non civilisés était accompagné d'une politique étrangère agressive. Ceci peut être mis en lumière avec la déclaration du Président Théodore Roosevelt en 1904, qui incite fermement les nations latino-américaines à faire bon usage du droit à l'indépendance en obéissant aux lois fondamentales de toute société civilisée, celles-ci pouvant avoir de nombreuses interprétations. L'une de ces lois étant bien entendu l'ouverture obligatoire à l'économie libérale et l'acceptation d'accueillir des entreprises américaines sur leurs territoires. Selon Julien Mérimon, le Mexique ne fit pas exception à la règle :

C'est ainsi que le Président Théodore Roosevelt déclarait : « si une nation montre qu'elle sait agir avec une efficacité raisonnable et le sens des convenances en matière sociale et politique, si elle maintient l'ordre et respecte ses obligations, elle n'a pas à redouter l'intervention des États-Unis.¹⁹

Cette mainmise des États-Unis était très mal acceptée par la population mexicaine et

¹⁸ « Les États-Unis et le monde depuis les « 14 points » du Président Wilson (1918) ». <http://lewebpedagogique.com/histoiregeotruffaut/files/2013/01/Etatsunis-th%C3%A8me-3-hist-term-L-2012-r%C3%A9sum%C3%A9.pdf> (Consulté le 26 mars 2013).

¹⁹ Julien Mérimon, « Le défi haïtien : re-fonder l'État à partir de la décentralisation ? », *Pouvoirs dans la Caraïbe* [En ligne], 10 | 1998. <http://plc.revues.org/569> ; DOI : 10.4000/plc.569 (Consulté le 7 février 2013).

fut une des causes profondes de la révolution qui allait débiter en 1910. De plus, Porfirio Diaz gouvernait le Mexique d'une façon arbitraire et au dépend des paysans. Mais ce n'est pas le manque de convenance en matière sociale qui allait attirer les foudres du gouvernement américain, l'ordre étant maintenu. En effet, le dictateur mexicain, qui était auparavant soutenu par les américains, car favorisant leurs intérêts, commit une erreur vis-à-vis de ceux-ci en ouvrant son pays à d'autres investisseurs tels que les Anglais. Ce fait est relaté par Jean Audemar :

Le président Porfirio Diaz ayant accordé des concessions au groupe Pearson fut aussitôt en butte aux manifestations violentes de la mauvaise humeur américaine qui lui suscita en Madero un rival redoutable appuyé sur de fortes bandes.²⁰

En 1908, Francisco Madero, jeune propriétaire terrien, s'opposa à Diaz et prit la tête de l'insurrection qui se développa dans tout le pays. En avril 1910, il se présenta comme candidat aux élections, mais fut emprisonné par Diaz, lequel fut élu président pour la septième fois. Libéré peu de temps après, le 20 novembre 1910, Francisco Madero lança un appel à la révolte contre le gouvernement. La révolution mexicaine commença. La population se souleva contre les propriétaires terriens et les capitalistes étrangers. Pancho Villa, général de l'armée révolutionnaire mexicaine, et Emiliano Zapata se joignirent à lui pour conduire la révolution. Porfirio Diaz, de peur que le Mexique ne soit le théâtre de l'intervention américaine et parce qu'il craignait qu'une guerre civile n'éclate, décida de quitter le pays. Cette révolution fut une réussite surtout grâce au soutien des États-Unis :

Le 10 mai, après trois jours de combat, Ciudad Juárez tombe aux mains des maderistes. C'est une victoire purement symbolique car cette ville n'est qu'une petite bourgade au Nord, non loin de la frontière et à des milliers de kilomètres de la capitale. C'est avant tout une défaite morale. Selon Jean Meyer, la décision de Díaz était déjà prise. En effet, selon lui, Díaz avait peur de l'intervention des États-Unis qui avait apporté leur soutien à Madero.²¹

Ainsi, au début du XXe siècle, l'influence des grandes entreprises américaines sur leur gouvernement et celui du Mexique n'était déjà pas négligeable. Porfirio Diaz, renversé en mai 1911, fut remplacé à la tête de l'État par Francisco Madero le premier septembre 1911. Cependant, il ne parvint pas à faire cesser la guerre civile dans son pays. Emiliano Zapata et Pancho Villa, qui étaient alors ses alliés durant la révolution, devinrent ses opposants. En fait,

²⁰ Jean Audemar, *ibid.* p.190. (Consulté le 3 février 2013).

²¹ <http://www.linternaute.com/histoire/jour/6/2/a/1/0/1/index.shtml> (Consulté le 5 février 2013).

Madero se trouvait incapable de tenir ses engagements en matière de politique agricole et de nombreuses personnes venant de différentes classes sociales, paysans, ouvriers et classes moyennes, désapprouvaient de plus en plus sa politique.

Aussi, Madero voulut redonner au Mexique un droit de contrôle sur ses richesses. Les États-Unis ne purent accepter cette outrage qui nuisait à leurs intérêts économiques. Du 6 au 18 février 1913, période appelée « décade tragique », l'ambassadeur des États-Unis à Mexico favorisa un complot contre Madero.²² Felix Diaz, neveu du dictateur, et le général Victoriano Huerta renversèrent le gouvernement. Huerta prit le pouvoir grâce à ce coup d'état orchestré par les États-Unis. Il entra dans Mexico et s'autoproclama président. Il fit exécuter Madero et son vice-président le 22 février 1913.

Cet événement attisa le feu révolutionnaire. Venustiano Carranza, Pancho Villa et Francisco Zapata prirent alors la tête de mouvements et de forces politiques diverses qui menèrent avec succès la guerre contre Huerta mais ne s'unifièrent pas sur un programme révolutionnaire. Leur campagne militaire était paradoxalement soutenue par les États-Unis qui, après avoir favorisé Huerta, changèrent brusquement de camp. L'ingérence américaine ne s'arrêtait donc pas là. Le gouvernement de Victoriano Huerta, luttant contre les troupes constitutionnalistes de Venustiano Carranza, n'était plus apprécié par le gouvernement américain de Woodrow Wilson.

Huerta, afin de sauver son régime, se mit à rechercher l'appui des puissances européennes et se proposa d'ouvrir les champs pétroliers mexicains aux anglais. Il fit la même erreur vis-à-vis des américains que Porfirio Diaz. De plus, il chercha à s'approvisionner en armes du côté des Russes. Ces derniers, avec l'aide d'un navire allemand, accostèrent au port de Veracruz, au Mexique, pour vendre des milliers d'armes et de munitions. Les américains cernèrent alors le port et les marines y débarquèrent :

L'année 1913 est marquée par d'intenses affrontements pour le contrôle du pays. Un bref moment, l'union sacrée se forme contre le débarquement des marines américains à Veracruz, le 21 janvier 1914. Le président des États-Unis, Wilson, que dérange le nationalisme du gouvernement Huerta dans le domaine pétrolier et ses ouvertures en direction de l'Allemagne et du Japon, tente d'aider l'opposition constitutionnaliste. Il prive Huerta des recettes des douanes de Veracruz et bloque ses approvisionnements en armes. De fait, l'intervention nord-américaine accélère la chute du gouvernement fédéral (...).²³

²² <http://www.linternaute.com/histoire/jour/6/2/a/1/0/1/index.shtml>.

²³ Thomas Brisset, *Amérique latine Political Outlook 2010*, Une publication de l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes : L e s É t u d e s d u C E R I N° 170-171 décembre 2010, p.39. <http://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr/opalc/files/LAPO%202010.pdf> (Consulté le 28 avril 2013).

Nous pouvons voir à présent une certaine récurrence des faits. En effet, lorsqu'un chef d'État n'accédait pas aux requêtes du gouvernement américain concernant l'avancement et les avantages liés à ses entreprises, il était ensuite délaissé. Un nouveau chef qui pouvait être plus conciliant était alors désigné. L'intervention américaine contre Huerta avait fait basculer le pouvoir du côté des révolutionnaires. Venustiano Carranza, considéré comme le plus modéré des révolutionnaires fut reconnu par les États-Unis comme le légitime président du Mexique. Il suspendit toute fourniture d'armes à l'armée du nord de Pancho Villa et aux zapatistes et lança le général Obregón et ses troupes à la poursuite de Pancho Villa. Utilisant le chemin de fer pour déplacer ses troupes, Obregón battit à plusieurs reprises la Division du Nord dans le centre puis au nord à Agua Prieta en février 1915, après que les États-Unis eurent autorisé ses troupes à couper à travers l'Arizona pour encercler Villa.

Cette autorisation remit ouvertement en cause la politique de neutralité du président Wilson. Le 9 mars 1916, Villa lança un raid meurtrier sur la petite ville de Columbus au Nouveau-Mexique pour se venger de l'intervention des États-Unis en faveur d'Obregón.²⁴ Le 16 mars, le président Wilson confia au général Pershing la direction d'une expédition punitive pour capturer Villa. Cette expédition punitive, comptant environ 5 000 hommes, rentra à plus de 400 kilomètres à l'intérieur du territoire mexicain, remettant en question l'idée de souveraineté du gouvernement mexicain sur son propre territoire²⁵. L'élan révolutionnaire fut brisé. Zapata lui-même fut victime d'un complot et assassiné en 1919.

Les États-Unis sont intervenus en permanence dans la révolution mexicaine. Cela a laissé des traces profondes dans l'histoire du Mexique puisque les deux exigences centrales des révolutionnaires, le contrôle national des ressources du sol et du sous-sol et la reconnaissance du droit par les indiens à la propriété collective de la terre, revendication portée en particulier par Zapata, sont reprises dans la Constitution de 1917 qui fixe jusqu'à aujourd'hui encore les règles du jeu politique. En même temps, cette Constitution allait devenir une source de conflits, principalement avec les intérêts capitalistes américains.

En effet, encore une fois, la démocratie, la paix et les peuples ne représentent que bien peu de choses aux yeux des sociétés supranationales et des institutions financières. La citation qui suit, écrite par Jean Audemar, résume bien l'état d'esprit de ces dernières dans leurs combats pour la suprématie ou ce que l'on appelle plus communément aujourd'hui, la

²⁴ <https://sites.google.com/site/revolutionmexicaine/les-principaux-acteurs> (Consulté le 20 septembre 2012).

²⁵ <https://sites.google.com/site/revolutionmexicaine/les-principaux-acteurs> (Consulté le 20 septembre 2012).

compétitivité :

(...) Le refus du Président Obregón, entré en fonctions le 1er décembre 1920, d'abroger l'article 27 de la constitution mexicaine et de supprimer la surtaxe qu'il a fait au contraire appliquer sur les exportations de pétrole. M. Lamont qui était venu jusqu'à Mexico tout exprès pour tenter de faire admettre par le Gouvernement mexicain le point de vue des États-Unis a dû s'en retourner sans avoir pu obtenir aucun résultat positif, même pas celui de la reprise du service de la dette. C'est dire que l'Amérique est mécontente, que l'Angleterre n'est pas satisfaite et que la paix n'est pas à la veille de régner sur les champs de pétrole du Centre Amérique. Il y aura donc encore de beaux jours là-bas pour les généraux mexicains et pour les gros manieurs d'argent, animateurs des vastes mouvements populaires.²⁶

Ainsi, pendant une grande partie du XIXe siècle et dès le début du XXe siècle, les gouvernements américains successifs suivirent les déclarations de James Monroe et les appliquaient de plus en plus sur le continent. Les interventions militaires directes s'étaient donc multipliées à partir de 1900 et, comme nous l'avons vu, certaines se transformèrent même en occupations prolongées. Elles se concentrèrent principalement sur le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes.

Par ailleurs, sur l'ensemble du continent, les États-Unis développèrent des politiques multilatérales comme un moyen indirectement interventionniste pour asseoir leur influence sur l'ensemble du continent, en s'affirmant à la fois comme la principale puissance économique et comme le garant de l'ordre et de la stabilité de l'ensemble de la région, rôle que nous qualifierions de nos jours de gendarmerie. La protection qui visait au début à éviter les invasions militaires européennes devint ensuite un prétexte pour lutter contre les entreprises et les financiers européens et principalement britanniques. Elle n'avait pas pour but la défense de la démocratie mais d'entreprises américaines déjà puissantes.

La menace militaire européenne se faisant moins ressentir, la défense et la propagation de la démocratie devinrent un prétexte pour le gouvernement américain. C'est le président américain Woodrow Wilson qui, tenant à exporter la démocratie américaine, expliqua dans son discours inaugural qu'il voulait appliquer la démocratie à l'Amérique latine et même au monde comme le précise ici Sandrine Tolotti :

Woodrow Wilson, président des États-Unis de 1913 à 1921, donne pour mission au pays de répandre les principes qui le gouvernent et de rendre ainsi la planète "sûre

²⁶ Jean Audemar, *op.cit.*, pp.194-195. (Consulté le 3 février 2013).

pour la démocratie".²⁷

Les États-Unis affirmèrent à partir de ce moment ne plus reconnaître de régimes issus d'un coup d'État alors même que beaucoup de ces coups d'état avaient été orchestrés par leurs propres moyens au profit de leurs corporations. Le gouvernement américain entendait agir directement, par la force s'il le fallait, pour organiser des élections et s'assurer du comportement démocratique des élites au pouvoir. D'après Andrew Gavin Marshall, la promotion de la démocratie permettait aux États-Unis de s'assurer une intervention permanente dans un pays et même de le contrôler :

Wilson, bien entendu, n'était pas concerné par les actes d'intérêts personnels, parce qu'il avait une vision éclairée de l'idéalisme libérale. Aucun doute, c'était cet idéalisme sur lequel Wilson s'était appuyé pour ses invasions et ses occupations d'Haïti et de la République Dominicaine, en envoyant littéralement les Marines pour dissoudre le Parlement sous la menace de fusils, tuant des dizaines de milliers de Haïtiens et écrasant une lutte de libération dans la campagne et récrivant la constitution pour permettre aux sociétés américaines de contrôler les ressources et d'acheter des terres.²⁸

Par la suite, les interventions armées des États-Unis au Mexique se multiplièrent, officiellement pour assurer la stabilité sociale de la région, essentiellement pour y sauvegarder les intérêts économiques de Washington. C'est en effet à cette période que les États-Unis devinrent le principal investisseur étranger dans la région et que surgirent les grandes entreprises multinationales qui firent fortune dans l'exploitation des ressources naturelles et de la main d'œuvre locale.

²⁷ Sandrine Tolotti, « Peut-on exporter la démocratie? », *Alternatives Internationales* n° 030 - mars 2006. http://www.alternatives-internationales.fr/peut-on-exporter-la-democratie_fr_art_289_28499.html (Consulté le 12/01/2013).

²⁸ Andrew Gavin Marshall, "A Lot of People Believe This Stuff": Bill Clinton, Barack Obama, and the Politics of Public Relations", [Andrew Gavin Marshall, See the world through a different lense.](http://andrewgavinmarshall.com/2012/09/07/a-lot-of-people-believe-this-stuff-bill-clinton-barack-obama-and-the-politics-of-public-relations/) <http://andrewgavinmarshall.com/2012/09/07/a-lot-of-people-believe-this-stuff-bill-clinton-barack-obama-and-the-politics-of-public-relations/> (Consulté le 12/01/2013) "Wilson of course, was not concerned with acting in "self-interest," because he had an enlightened vision of "liberal idealism." No doubt it was this "idealism" upon which Wilson based his invasions and occupations of Haiti and the Dominican Republic, literally sending the Marines into the Parliament to disband it at gunpoint, killing tens of thousands of Haitians and crushing a liberation struggle in the country-side, and re-writing the constitution to allow American corporations to control the resources and buy land." (Traduit par l'auteur).

1.4) Dans L'Ombre des États-Unis : L'Alignement Politico-économique

Après la révolution mexicaine, et malgré quelques tensions causées par les nombreuses interventions américaines ou le désir d'indépendance du Mexique, les relations américano-mexicaines continuèrent relativement bien notamment grâce à un événement historique important, la seconde guerre mondiale.

Le Président Lazaro Cardenas (1934-1940) nationalisa le pétrole mexicain dans le milieu des années 1930 et créa en 1938 la première entreprise de pétrole nationale dans le monde, Pemex (Petroleos Mexicanos), URSS mise à part.²⁹ Bien que les intérêts des compagnies américaines fussent lésés, Washington n'intervint pas car le président américain, Franklin Delano Roosevelt, était conscient qu'une guerre était proche. Le Japon avait déjà envahi la Chine depuis 1931, et l'Allemagne annexée l'Autriche en Europe. Il fit le choix de maintenir la paix sur le continent américain, évitant l'ouverture d'un nouveau front et garantissant des approvisionnements vitaux pour le temps de guerre, qu'il s'agisse du blé argentin ou du pétrole mexicain. La deuxième guerre mondiale fut donc pour l'Amérique Latine une période de développement important et d'indépendance grandissante vis-à-vis des États-Unis qui fit espérer à certaines équipes dirigeantes une intégration rapide au monde industriel développé. Cependant, l'indépendance du Mexique n'était qu'illusion car les intérêts du gouvernement américain passant au-devant des intérêts du peuple mexicain.

Dès les années 1940, le nord du Mexique, qui représentait déjà un marché immense, fut mis à contribution pour les États-Unis. Les fleuves de la Sierra Madre permirent l'irrigation d'immenses haciendas, d'énormes fermes qui jouèrent un rôle important dans le développement social et économique du milieu du XVIe au XXe siècle. Selon Laura Castellanos, elles étaient déjà tournées pour l'exportation vers les États-Unis :

En effet, depuis 1940 les gouvernements du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) avaient mis fin aux projets de réforme sociale et politique. Pliant le pays aux besoins de l'économie de guerre et de la post-guerre états-unienne, les Gouvernements d'Avila Camacho, d'Alemán, de López Mateos, de Díaz Ordaz, d'Echeverría et de López Portillo ont encouragé les exportations agricoles et de matières premières (sucre, coton, viande, pétrole), laissant à l'abandon les petits producteurs agricoles liés au marché intérieur (coopératives, communautés

²⁹ Cerqueira Silas. Mouvements agraires, mouvements nationaux et révolution en Amérique latine. In: *Revue française de science politique*, 19e année, n°5, 1969. pp. 1018-1041.
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1969_num_19_5_418551 (Consulté le 6 mars 2013).

paysannes et indigènes -les *ejidos*-, petits paysans). Ainsi, la « croissance économique » par les exportations qui se prolonge jusqu'aux années 1960 signifiera dépendance agro-alimentaire, inflation et croissance de la dette publique dès 1976.³⁰

Comme nous pouvons le voir dans ces propos, la production agricole commence fortement à être touchée par une politique spécifique, privilégiant les grandes sociétés agricoles, qui exportent en masse, sur les petites exploitations, qui permettent de nourrir le peuple mexicain. La Constitution de 1917 n'est pas respectée.

En 1946, Miguel Aleman devint président du Mexique. Malgré ses grandes réalisations publiques comme la construction de routes et d'aéroports, d'entreprises et de barrages, il ne fut pas considéré comme un chef d'État démocrate :

Le projet ambitieux alemaniste de développement obligea à réaliser des changements profonds dans le système politique, ce qui conduisit à la modernisation de l'autoritarisme.³¹

Il ne suivit aucunement la politique de réforme agraire héritée de la révolution et se lança dans des investissements pour les grandes exploitations de blé du nord du pays afin d'augmenter les exportations et d'attirer les capitaux étrangers. Par ailleurs, comme l'explique Blanca Torres, il appliqua la même doctrine que les Etats-Unis qui consistait à se servir du communisme comme un prétexte pour réduire toutes probabilités d'avancées sociales au néant :

L'anticommunisme était utilisé par le gouvernement d'Alemán pour faire face au défi posé par les groupes opposants de gauche nationaliste et, aussi, par les communistes eux-mêmes. Il fut spécialement utile pour démanteler les factions qui, à l'intérieur des grands syndicats d'industrie, luttèrent pour l'indépendance de leurs organisations en face de l'État.³²

En 1952, Ruiz Cortinez prit le pouvoir. Il voulut lutter contre la corruption instaurée

³⁰ Laura Castellanos citée par Vicente Romero, *México armado : 1943-1981*, México, Ed Era, 2007 (Trad en français: Le Mexique en armes. Guérilla et contre-insurrection 1943-198, par Teresa Brisac, 2009). <http://alhim.revues.org/index3394.html> (Consulté le 3 février 2013).

³¹ Blanca Torres, *Historia de la revolución mexicana 1940-1952*: El Colegio de México, 1996, p.156. "El ambicioso proyecto alemanista de desarrollo obligada a realizar cambios profundos en el sistema político, los que llevarían a la modernización del autoritarismo." (Traduit par l'auteur).

³² Blanca Torres, *ibid.*, p.170. "El anticomunismo fue utilizado por el gobierno de Alemán para enfrentar el reto de los grupos opositores de izquierda nacionalista y, de paso, el de los propios comunistas. Le fue especialmente útil para desmantelar las facciones que dentro de los grandes sindicatos de industria luchaban por la independencia de sus organizaciones frente al Estado." (Traduit par l'auteur).

par son prédécesseur. Il attaqua les monopoles et, sur le plan international, se montra plus indépendant vis-à-vis des américains et tenta de se rapprocher des autres pays latino-américains. Bien entendu, les relations diplomatiques entre Mexico et Washington devinrent un peu plus tendues pendant la présidence de ce politicien trop ancré à gauche selon le gouvernement américain, d'autant plus que la guerre froide était en pleine ascension.

En 1958, Ruiz Cortines passa le pouvoir à Adolfo Lopez Mateos. Le nouveau président conserva les collaborateurs de Ruiz Cortines et certains pensèrent que la politique suivie serait la même. En effet, il redistribua près de 12 millions d'hectares aux petits paysans et mit en place un vaste programme de santé et d'éducation. Cependant, même si sa présidence de 1958 à 1964 correspondait à la nationalisation de l'industrie électrique et à l'amélioration du niveau de vie des travailleurs, cette politique d'ouverture vis-à-vis du peuple resta modérée. Lopez Mateo dut faire face à une intense agitation ouvrière, encouragée par l'évolution du castrisme, pour lequel vibraient momentanément les foules mexicaines³³.

La politique économique, suivant le modèle américain, fut remise en cause. Cela inquiéta les capitalistes étrangers en plus des classes conservatrices et bourgeoises au Mexique et aux États-Unis. Lopez Mateo répondit à ces tensions en décidant de combattre toutes les manifestations qu'il considérait comme dangereuses pour l'unité nationale de 1958 à 1959. Il employa l'armée afin de réprimer durement la grève des cheminots. Cette répression engendra 200 morts et douze ans d'emprisonnement pour les principaux dirigeants.³⁴ L'armée intervint aussi pour déloger les paysans qui avaient procédé à des occupations de terre et les syndicats furent démantelés et contrôlés par le gouvernement. Les investisseurs étrangers qui avaient fui vinrent à nouveau investir au Mexique grâce à la répression et à la politique économique libérale du nouveau président. La bourgeoisie industrielle et les commerçants mexicains soutinrent ces entreprises étrangères. Un afflux croissant de capitaux américains arriva au Mexique.

Les entreprises étrangères, principalement américaines, n'investissaient au Mexique que si celui-ci était dirigé par des politiciens plus amicaux à l'égard des capitaux plutôt qu'envers son propre peuple. Pourtant, ces entreprises appartiennent bien pour la plupart aux pays occidentaux, défenseurs suprêmes des valeurs de liberté et de démocratie. Elles sont

³³ Bénédicte Récappé, « RAISON, ÉMOTION, INSTITUTION, Comprendre les mobilisations étudiantes face à des régimes autoritaires : Hongrie 1956, Mexique 1968 », Université Montesquieu, Bordeaux IV, IEP. http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/34/46/72/PDF/These_B.RECAPPE.pdf (Consulté le 28 août 2012).

³⁴ Bénédicte Récappé, Ibid.

donc prioritairement attirées par des pays contrôlés par des dictateurs qui empêchent toutes avancées sociales de nuire à leurs intérêts économiques. Si les syndicats ne sont pas réprimés, les droits des travailleurs mexicains peuvent progresser tandis que leurs profits menacent d'être réduits.

Par ailleurs, la plupart des présidents mexicains du XXe siècle appartenaient tous au PRI (Parti révolutionnaire institutionnel). Le PRI est l'héritier d'un parti fondé en 1929 et resta au pouvoir de sa fondation jusqu'en 2000. Aussi, nous pouvons douter du processus de démocratisation engendré par le capitalisme au Mexique. Le remplacement de la force par la persuasion, l'érosion de systèmes de pouvoir, de domination, et de privilèges ancrés de longue date, et l'ouverture des carrières au talent décrit par Tom Palmer semblent bien loin de toute réalité. D'ailleurs, selon Fernando Matamoros Ponce et Natacha Lillo, les États-Unis n'étaient pas étrangers à la politique interne du Mexique :

Pendant plus de 65 ans, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) a réussi à se maintenir au pouvoir grâce au clientélisme, à la corruption et à la fraude certes, mais aussi à l'aide des conseils avisés de la CIA et du Pentagone. La présence des services secrets nord-américains au Mexique n'est pas nouvelle. Dans les années 60, la CIA disposait déjà d'un bureau à Mexico, en liaison directe avec la Maison blanche comme l'a révélé le journaliste Pascal Beltran del Rio. Winston Scott, agent de la CIA au Mexique a entretenu des relations très étroites avec trois présidents mexicains, Ruiz Cortines, Lopez Mateos et Diaz Ordaz, à une époque de sanglante répression des mouvements sociaux enseignants, cheminots et étudiants, à laquelle l'armée fut associée à plusieurs reprises. Winston Scott travaillait en étroite collaboration avec le gouvernement mexicain, lui fournissant un appui opérationnel dans tous les domaines.³⁵

En pleine guerre froide, les États-Unis soutinrent donc les gouvernements mexicains successifs afin qu'ils suppriment toutes velléités sociales qui auraient pu mettre en péril leurs intérêts économiques. En plus de soutenir des gouvernements antidémocratiques, ils participèrent même à leur maintien. Ils cherchèrent à empêcher par tous les moyens l'installation au pouvoir d'équipes de gauche en Amérique Latine et à favoriser l'installation de dictatures militaires à leur solde. Seul Cuba échappa à cette politique grâce à la révolution de 1959.

Nous pouvons ainsi porter un autre regard sur l'histoire des relations américano-mexicaine. Les années 1960 furent marquées par la répression des grèves et des révoltes paysannes par l'armée. Pour calmer les révoltes, le président Díaz Ordaz multiplia les

³⁵ Fernando Matamoros Ponce et Natacha Lillo, « Commerce sur fond de bruit de bottes », *Volcans*, <http://pauillac.inria.fr/~maranget/volcans/02.97/commerce.html> (Consulté le 10 novembre 2012).

distributions de terres. Mais le mécontentement populaire continuait à gronder. En outre, le développement économique provoqua une forte urbanisation et une certaine démocratisation de l'enseignement supérieur. Le Mexique inquiétait donc de plus en plus les États-Unis.

De plus, comme dans d'autres pays du monde, aux États-Unis ou en Europe, la révolte de 1968 éclata. En Octobre 1968 se déroulait à Mexico les premiers jeux olympiques tenus dans un pays du tiers-monde. Les jeux représentaient pour le mouvement étudiant une dépense faramineuse dans un pays où de nombreux besoins élémentaires de la population n'étaient pas satisfaits. Ils furent donc contestés. Craignant que le déroulement des Jeux soit perturbé alors qu'il y jouait son prestige, le gouvernement prit peur. Le 2 Octobre, le comité de grève étudiant appela à un rassemblement sur la place des Trois-Cultures, dans le quartier de Tlatelolco, à la veille de l'ouverture des Jeux olympiques de Mexico. Environ dix mille personnes s'y retrouvèrent en fin d'après-midi surtout les étudiants, les habitants du quartier et les militants syndicaux. La suite des événements fut terrible comme nous l'explique Sébastien Cortès :

Les orateurs prennent place aux fenêtres d'un immeuble bordant la place. Vers 18 h 30, alors que le meeting touche à sa fin, un hélicoptère de l'armée fait son apparition et lance un feu de Bengale. Les membres du bataillon « Olimpia » (des militaires formés pour la sécurité des JO), habillés en civil et mêlés à la foule, reconnaissables entre eux à leur main gauche gantée de blanc, ouvrent alors le feu, et déclenchent ainsi l'intervention de l'armée – qui attendait sagement, stationnée tout autour de la place, « pour venir rétablir l'ordre dans un échange de tirs entre étudiants », selon la version officielle. C'est un bain de sang. De nombreux témoins dénombreront près de 4 000 prisonniers, 700 blessés, et entre 300 et 400 morts ou disparus ; mais l'armée ne montrera qu'une trentaine de corps.³⁶

Le chiffre des morts était dix fois plus élevé que la version officielle mais il fut interdit aux familles de reconnaître leurs dépouilles. La protestation étudiante et sociale fut noyée dans le sang et le gouvernement américain se rassura. Malheureusement, le massacre de Tlatelolco, soutenu par les États-Unis, n'eut pas le même retentissement médiatique que celui de la place Tien an Men, 21 ans plus tard.

³⁶ Sébastien Cortès, « Mexico 68 : on ne méconnaît pas que le nombre de cadavres », *Offensive*. <http://offensive.samizdat.net/spip.php?article571#nb1> (Consulté le 8 janvier 2013).

1.5) La Montée en Puissance de l'Influence Néolibérale au Mexique ou la Mainmise des Institutions Financières Etatsuniennes

Au début des années 1980, une crise économique secoua le pays. Celle-ci allait avoir un impact social sur le Mexique avec des conséquences désastreuses à long terme pour le peuple mexicain. Les États-Unis, avec l'aide des institutions capitalistes, appuyèrent bien entendu la politique d'austérité du gouvernement mexicain comme elle le fait aujourd'hui avec l'Europe. Carlos Salinas de Gortari imposa un modèle économique néolibéral alors mis en place depuis 1981 aux États-Unis sous la présidence de Ronald Reagan :

Sous la présidence de José López Portillo, de 1976 à 1982, le pays s'enfonça dans la crise économique et la spirale de l'endettement. En 1981, la chute des cours du pétrole priva l'État de sa principale source de revenus. Le poids de la dette extérieure fut tel que le Mexique n'avait plus les moyens de rembourser ses emprunts. La monnaie fut dévaluée et, pour enrayer la fuite des capitaux, le secteur bancaire fut nationalisé. Contraint par le FMI à l'austérité budgétaire, le président Miguel de la Madrid (1982-1988) imposa alors une purge radicale, qui se traduit par le licenciement de plusieurs milliers de fonctionnaires et la fermeture de centaines d'entreprises publiques. (...) La confiscation du pouvoir par le PRI déboucha sur une crise politique qui culmina sous le mandat de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994).³⁷

Avec les coupes budgétaires et les nombreuses privatisations, le déficit du secteur public diminua. Mais le peuple subit les conséquences désastreuses de ce plan d'austérité. Par ailleurs, les scandales de corruption, les assassinats politiques, la fraude électorale et le trafic de drogue obligèrent le président à fuir à l'étranger à l'issue de son mandat. Cette instabilité provoqua le retrait des capitaux étrangers. En décembre 1994, le peso perdit plus de 50% de sa valeur par rapport au dollar américain et le Mexique traversa une nouvelle crise monétaire qui se propagea à l'ensemble des marchés d'Amérique latine. Cette nouvelle crise financière fut l'occasion pour le FMI d'une intervention massive qui renfloua les caisses mais imposa des contraintes économiques toujours plus sévères et prit cette fois une hypothèque sur les réserves pétrolières mexicaines.³⁸ Ce n'était pas la première fois que la société nationale

³⁷<http://books.google.fr/books?id=1hTaltVWZKoC&pg=PA67&lpg=PA67&dq=Le+poids+de+la+dette+ext%C3%A9rieure+le+Mexique+1981&source=bl&ots=zTYrEX47pK&sig=7o9c2gGkluJYftUiLZFcqE45Gxc&hl=fr&sa=X&ei=CGUmUfS7GKnH0QXsnoDYAg&ved=0CD8Q6AEwBA#v=onepage&q=Le%20poids%20de%20la%20dette%20ext%C3%A9rieure%20le%20Mexique%201981&f=false> (Consulté le 25 septembre 2012).

Pemex était la cible des attaques américaines.

La société nationale pétrolière Pemex, créée en 1938, fonctionnait très bien et était devenu la cinquième compagnie pétrolière du monde en 2000. Cependant, elle avait tardé à moderniser ses installations et à poursuivre ses recherches. Aussi, au début des années 1970, elle n'assurait plus la totalité de la consommation du pays.³⁹ En outre, elle n'adhéra pas à l'OPEP (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole) et cette prudence vis-à-vis des États-Unis lui valut de bénéficier d'une immense sollicitude de ce dernier dès le premier choc pétrolier de 1973.⁴⁰

En effet, la riposte des grands importateurs à ce choc fut de pousser la production dans les pays qui n'appartenaient pas à l'OPEP comme le Mexique, la Norvège et la Grande-Bretagne. La recherche s'intensifia, de nouveaux puits furent ouverts et la production s'accrût. Pemex profita de la hausse des prix internationaux de l'or noir. Pour accélérer ce bond en avant de l'industrie pétrolière mexicaine il fallut beaucoup d'argent et beaucoup de matériel en provenance des pays étrangers. Par ailleurs, comme ce boom économique lui permit aussi de distribuer un peu plus de pouvoir d'achat à sa population, le Mexique emprunta. Mais l'eldorado pétrolier ne dura pas longtemps.

A partir de 1982, le prix du pétrole diminua, avant de s'effondrer en 1986. En même temps, la réserve fédérale américaine, qui réglait au niveau mondial le cours des emprunts en dollars, augmenta massivement ses taux d'intérêt.⁴¹ En outre, d'après Miguel Angel Rivera Rios, les problèmes inhérents au capitalisme ajoutaient à une stabilité déjà vacillante :

En 1982, 50% des gains des banques commerciales provenaient de la spéculation sur or et devises, ce qui créait de graves problèmes pour la stabilité financière du capitalisme mexicain.⁴²

Le Mexique était financièrement dans l'impasse. Ses recettes diminuaient et les remboursements d'emprunts augmentaient. En décembre 1982, le peso fut dévalué de 40 % et le Mexique passa sous la coupe du FMI qui allait l'utiliser comme principal cobaye pour ses

³⁸ Traduit de l'italien par m-a patrizio, *op.cit.* <http://comaguermarseille.free.fr/cac120.htm> (consulté le 15 janvier 2013).

³⁹ Traduit de l'italien par m-a patrizio, *ibid.*

⁴⁰ Traduit de l'italien par m-a patrizio, *ibid.*

⁴¹ Traduit de l'italien par m-a patrizio, *ibid.*

⁴² Miguel Ángel Rivera Ríos, *Crisis y reorganización del capitalismo mexicano 1960-1985*: Era, 1993, p.106. "En 1982 el 50% de las ganancias de los bancos comerciales provino de la especulación con oro y divisas, lo cual planteaba graves problemas para la estabilidad financiera del capitalismo mexicano." (Traduit par l'auteur).

politiques d'ajustement structurel néolibérales. Tous les budgets sociaux furent sacrifiés. Par ailleurs, depuis le début des années 1980, les différents gouvernements américains avaient commencés à mettre en place une politique néolibérale élitiste virulente aussi bien lorsqu'elle se tournait vers la politique intérieure qu'extérieure comme nous l'explique Dario Moreno :

L'administration Carter a initialement soutenu l'école internationaliste libérale, qui voit le monde dans une perspective multipolaire, les problèmes liés aux relations Nord-Sud étant perçus comme possiblement plus importantes que les problèmes liés aux relations Orient-Occident, et croit que les racines de la crise de l'Amérique Centrale proviennent des problèmes de développement de cette région. De ce point de vue, les réformes sociales et économiques sont plus importantes que les forces militaires pour résoudre les problèmes. Le guerrier froid prend une position contradictoire.⁴³

Aussi, la pensée des politiciens, banquiers et industriels néolibéraux est que tout problème économique d'un État est lié à ses dépenses publiques ou à d'autres facteurs tant que ceux-ci ne remettent jamais en cause le système capitaliste financier.⁴⁴ La privatisation est l'une de leurs armes contre les crises mais Pemex y échappa. Il était très difficile pour le gouvernement américain de toucher à ce symbole national, surtout au moment où il importait d'affaiblir l'OPEP et donc de ne pas se fâcher avec un fournisseur fidèle et proche des États-Unis.

Pour les investisseurs américains, l'écroulement du peso était une bénédiction car la dévaluation de 1982 fut suivie d'autres au point que le dollar qui valait 12,5 pesos en 1976, en valait 546 en mai 1986. Cet effondrement qui étendait la misère dans tout le pays profita aux investisseurs américains. Les salaires des ouvriers mexicains devinrent dérisoires et certains secteurs furent gravement touchés :

Sans doute le cas le plus grave s'est passé dans l'industrie de la construction qui, dans la seule première moitié de 1982, avait licencié près de 758 000 travailleurs, principalement des ouvriers. Ensuite vint l'industrie mécanique qui regroupait des centaines de petites fabriques et d'ateliers de métaux, qui licencièrent environ 60 000 travailleurs jusqu'en octobre 1984. Enfin, l'industrie automobile avait ôté

⁴³ Dario Moreno, *US Foreign Policy in Central America, the endless debate*; Florida International University Press 1990, p.2. "The Carter administration initially espoused the liberal internationalist school, which sees the world in a multipolar perspective, views North-South issues as possibly of greater importance than East-West issues, and believes that the roots of the Central American crisis are imbedded in that region's problems of development. From this perspective, social and economic reforms are more important than military force in solving the problems. The cold warrior takes the contradictory position." (Traduit par l'auteur).

⁴⁴ Pierre Bourdieu, « CETTE UTOPIE, EN VOIE DE RÉALISATION, D'UNE EXPLOITATION SANS LIMITE L'essence du néolibéralisme », *Le Monde Diplomatique*, mars 1998. <http://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/10167>

tout espoir à environ 20 000 travailleurs et ce, seulement durant l'année 1982. Le cas individuel le plus remarquable à l'intérieur de cette industrie est, peut-être, celui de Diesel National, qui, à cause de ses énormes pertes, licencia 2500 de ses 7500 travailleurs en février 1983, en plus de quelques centaines d'opérateurs. De plus, elle supprima temporairement 50% des emplois restant en imposant un repos obligatoire de presque un an, et réduisit les salaires de 50%.⁴⁵

La migration vers les États-Unis s'intensifia, de nombreuses familles mexicaines survivant grâce aux envois d'argent des émigrés déjà installés aux États-Unis. Le gouvernement parvint à faire en partie oublier les énormes difficultés de la vie quotidienne pour la majorité de la population en adoptant en politique étrangère une attitude critique par rapport à la politique du président américain Ronald Reagan en Amérique Centrale (Nicaragua, Honduras...) et sur la question cubaine. Mais ces années laissèrent des traces dans la politique intérieure du pays. Cependant, les pertes ne furent pas astronomiques pour tout le monde. Lorsque la confiance des marchés fut restaurée, ceux-ci n'hésitèrent pas à réinvestir :

Entre 1987 et le pic de 1994, l'indice de performance mesuré par le *Financial Times* et Standard & Poor's, baromètre de l'engouement international, atteint des niveaux records, passant de 100 à 2 500 dollars. Au total, le Mexique aura attiré, entre 1990 et 1994, plus de 100 milliards de dollars, dont plus de 30 pour la seule année 1993, soit 8 % du PIB. La banque d'affaires Salomon Brothers place ainsi à elle seule plus de 15 milliards de dollars sur le Mexique.⁴⁶

Mais le processus était lancé. La dévaluation du peso entraîna le Mexique dans un cercle vicieux. Il devint de plus en plus dépendant des institutions internationales telles que le FMI et le gouvernement américain qui lui fournissaient de l'argent. Les institutions capitalistes, indispensables selon certains pour tirer le Mexique économiquement vers le haut car considérées comme solides et efficaces par de nombreux économistes et politiciens néolibéraux, semblent pourtant fébriles lorsque l'on considère l'extrême volatilité des marchés. Ces derniers sont d'ailleurs très loin des préoccupations et des réalités économiques des populations. Ne représentant nullement l'intérêt des peuples, elles ne peuvent être démocratiques :

Dès février, la remontée des taux américains des Feds Funds entraîne une baisse du

⁴⁵ Miguel Ángel Rivera Ríos, *op.cit.*, p.158.

⁴⁶ Javier Santiso, « Wall Street face à la crise mexicaine. Une analyse temporelle des marchés émergents », *Les Études du CERIN*° 34 - décembre 1997.
<http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/etude34.pdf> (Consulté le 22 février 2013).

marché obligataire. Pour le Mexique, les conséquences sont immédiates : le service de la dette externe augmente tandis que les capitaux s'amenuisent. Les troubles du Chiapas et l'inversion de la politique monétaire américaine provoquent un premier retournement à l'égard du risque mexicain. Le marché des obligations chute de 15 % et celui des actions de 20 %. La défiance à l'égard du peso sera encore plus vive à la suite de l'assassinat, le 23 mars 1994, du candidat à la présidence, Luis Donaldo Colosio. Il provoque la stupeur des analystes et des investisseurs new-yorkais, qui redécouvrent combien les Amériques demeurent imprévisibles. Les sorties de capitaux s'accélérent, aggravant la pression sur le peso qui connaît alors une première dépréciation de près de 10 % par rapport au début de l'année.⁴⁷

En 1995, le gouvernement mexicain annonça que sa monnaie nationale allait être dévaluée pour la première fois en sept ans. Dans le monde entier, mais plus spécifiquement à Wall Street, la panique se propagea parmi les cadres d'investissements privés car ils avaient placé plus de 50 milliards de dollars dans les obligations d'État, des actions et des débetures. En effet, le Mexique avait acquis une réputation plus qu'avantageuse concernant sa stabilité économique surtout depuis son adhésion à l'OCDE, institution libérale par excellence. Il remplissait toutes les conditions du FMI, la stabilité politique étant retrouvée et l'économie étant revenue à la normal. Maintenant, les investisseurs privés se retrouvaient face à une perte massive de la valeur de leurs actifs. Tout le monde retira l'argent qu'il avait placé au Mexique.

En trois jours, le peso perdit jusqu'à 30% de sa valeur par rapport au dollar. Un comité de crise se réunit et fut formé par des représentants de tous les domaines du gouvernement s'occupant des politiques étrangères et économiques, de la Réserve Fédérale au conseil national de sécurité. Un désastre menaçait l'un des projets les plus importants de l'administration Clinton. C'est-à-dire la stabilisation économique du pays duquel des millions de migrants étaient chaque année en train de se présenter à la porte des États-Unis. Le secrétaire de trésorerie américain Robert Rubinet et le chef des membres de la maison blanche Leon Panetta lancèrent donc un plan de sauvetage appelé « Peso Shield » (« Le bouclier du peso ») par le Washington Post.⁴⁸ Ce dernier faisait allusion à l'opération « Desert Shield » durant la guerre du golfe. Trois semaines de négociations ininterrompues avec le gouvernement mexicain semblèrent apporter une solution. Le président mexicain Ernesto Zedillo sacrifia son ministre des finances et promit un rétablissement immédiat des finances du gouvernement.

⁴⁷ Javier Santiso, *op.cit.*

⁴⁸<http://news.google.com/newspapers?nid=1310&dat=19950117&id=MklWAAAIAIAJ&sjid=MesAAAIAIAJ&pg=5189,37745> (Consulté le 5 février 2013).

Clinton annonça qu'il soutiendrait le Mexique en lui prêtant 40 milliards de dollars. Mais la situation s'empira. La nouvelle majorité conservatrice au Congrès américain était hostile au plan de sauvetage de Clinton et mit ainsi le doute quant à une éventuelle aide. Le taux de change ne cessa de grimper, le Mexique ne put soudain plus payer les produits qu'il importait. Cela posa aussi un problème aux États-Unis dont des milliers d'emplois dépendaient du commerce avec la frontière sud. Ces derniers ne purent donc pas rester inactifs. Une crise se propageant aux États-Unis et ensuite dans le monde aurait pu mettre leur politique économique en péril. Ainsi, d'après un article du *New York Times* écrit par Julia Preston et datant de 1995, le gouvernement mexicain fut bien influencé dans sa politique économique par l'idéologie libérale américaine :

De nombreux cadres mexicains pensaient apparemment que quelque chose devait être fait après que le peso soit devenu instable le vendredi, quand les rumeurs descendirent sur le Mexique en provenance des marchés de New York et de Londres. Les officiels du gouvernement et de l'armée passèrent plusieurs heures ce jour-là à écarter les informations concernant des chars en mouvement dans la ville de Mexico, le renouvellement des affrontements avec les rebelles dans le sud, l'écroulement majeur d'une banque et la démission du ministre des Finances. L'ambassadeur des États-Unis au Mexique, James R. Jones, expliqua dans une interview aujourd'hui que l'ambassade avait commencé une enquête informelle pour déterminer la source de ces fausses informations. (...) L'ambassadeur, qui avait servi en tant que président de la Bourse américaine à New York avant de venir au Mexique, dit qu'il avait appelé d'anciens contacts du marché et des officiels dans des agences américaines de régulations afin de faire une analyse plus précise de ces rumeurs.⁴⁹

Comment un homme qui était président de la Bourse américaine à New York a-t-il pu devenir ambassadeur à Mexico ? L'influence des corporations et des banques américaines sur la politique étrangère du gouvernement américain est ici bien visible. Un de leurs hommes a été placé à un poste stratégique afin d'influer sur la politique économique du gouvernement mexicain.

Un changement dramatique survint le 12 janvier 1995. De Singapour en passant par

⁴⁹ Julia Preston, "INTERNATIONAL BUSINESS; Mexican Business Trying to Create Funds to Shield Peso", *The New York Times*. <http://www.nytimes.com/1995/11/08/business/international-business-mexican-business-trying-to-create-funds-to-shield-peso.html> (Consulté le 7 février 2013). "Many Mexican executives apparently thought that something had to be done after the peso's wild ride on Friday, when rumors descended on Mexico from markets in New York and London. Government and military officials spent several hours that day dismissing accounts of tank movements in Mexico City, renewed fighting with rebels in the south, the collapse of a major bank and the resignation of the finance minister. The United States Ambassador to Mexico, James R. Jones, said in an interview today that the embassy had begun an informal investigation to determine the source of the false information. (...) The Ambassador, who served as president of the American Stock Exchange in New York before coming to Mexico, said he had called old market contacts and officials in American regulatory agencies to get a closer reading on the rumors." (Traduit par l'auteur).

Londres et jusqu'à New York, au moins une douzaine de monnaies étaient sous pression. Les investisseurs vendirent leurs actions et changèrent leurs recettes en monnaies fortes telles que le Deutsche mark, le dollar, le franc suisse ou encore le yen. Pour la première fois dans leur histoire, les banques centrales des pays du Sud-est asiatique se réunirent. Ils firent que leur monnaie devint artificiellement plus chère en augmentant les taux d'intérêts. Le 20 janvier 1995, le dollar américain s'écroula aussi.

Alan Greenspan, le président du conseil d'administration de la Réserve Fédérale, avertit le Sénat américain que la fuite mondiale du capitale vers des monnaies de qualité telles que le yen et le Deutsche mark était une menace envers le marché économique et la démocratie. Avec les alliés de Clinton, il urgea le Congrès d'approuver les propositions du président et de donner à Mexico les garanties de prêts nécessaires. En effet, si les États-Unis et le FMI ne lui venaient pas en aide, le Mexique, avec une fuite des capitaux toujours constante, se verrait obliger de mettre fin à dix ans d'intégration dans le marché mondial.

La décision fut finalement prise par le patron du FMI qui leva 17.8 milliards de dollars pour le Mexique.⁵⁰ Les conséquences auraient pu être catastrophiques et même déboucher sur une crise mondiale. Andrew Crocket, patron de la Banque des Règlements Internationaux (Bank for International Settlements), et l'association mondiale des banques participa à ce processus et ainsi 50 milliards de dollars furent débloqués. Certes, ceci permit d'éviter une crise internationale majeure mais les conséquences pour le Mexique furent aussi néfastes si l'on en croit la théorie économique développée par les économistes atterrés :

Les pays, les entreprises ou les ménages qui bénéficient d'apports de fonds importants sont fragilisés, puisqu'ils deviennent fortement endettés et donc dépendants des marchés de capitaux : c'est la *malédiction de l'emprunteur*.⁵¹

En 24 heures, une douzaine de personnes agissant en dehors du contrôle parlementaire avaient utilisés l'argent des populations imposables des pays industrialisés occidentaux pour lancer le programme d'aide le plus large depuis 1951. Seul le Plan Marshall, plan d'aide à la reconstruction européenne d'après-guerre, dépassait le montant versé pour le Mexique. Selon le patron du FMI, l'affaire était la première crise majeure de notre nouveau monde des marchés internationaux.⁵² Nous pouvons voir ici le danger que représentent les institutions

⁵⁰ <http://www.imf.org/external/np/sec/pr/1995/pr9510.htm> (Consulté le 12 février 2013).

⁵¹ Benjamin Coriat, Thomas Coutrot, Henri Sterdyniak, *Les économistes atterrés, 20 ans d'aveuglement, l'Europe au bord du gouffre*: Les liens qui libèrent, 2011, p.23.

financières internationales. N'ayant aucun contrôle sur celles-ci, les gouvernements s'en remettent totalement à la décision de quelques hommes au détriment de millions de gens. Comment comprendre que les gens qui payent leur impôt garantissent aux investisseurs un haut retour sur investissement sur la dette mexicaine ? Pourquoi les gens imposables ont-ils été forcés de faire ce cadeau aux riches ? Pourquoi les peuples payent-ils les erreurs des financiers et des politiciens ?

Ces questions se posent aujourd'hui notamment avec la crise en Grèce. Lorsque l'on voit comment la présidente du FMI, Christine Lagarde, considère le peuple grec, on peut voir ici une radicalisation libérale de la gouvernance du FMI. Aussi, ses propos visaient à intimider le peuple grec et à montrer sa détermination. Elle estime que les Grecs, pour solutionner leurs problèmes, devraient « *commencer par s'entraider collectivement* » en « *payant tous leurs impôts* ». ⁵³ Lors de la crise mexicaine, les spéculateurs prirent l'avantage de ces multi-milliards de dollars de crédits. Ce sont les nouveaux dirigeants capitalistes du monde et ils luttent âprement pour leurs profits et contre la démocratie.

Les gouvernements, les banques et le FMI suivent dorénavant cette main invisible qu'est le marché monétaire international. Et cela depuis 1973, lorsque les états se désengagèrent de l'économie mondiale et mirent fin aux taux d'échanges fixes entre les principales monnaies des pays industrialisés. Les gouvernements ne contrôlent plus l'économie. L'essor de l'idéologie néolibérale dans le système économique international a été accéléré en 1979 lorsque la Réserve Fédérale a décidé d'augmenter les taux d'intérêts à un niveau jamais vu auparavant depuis la seconde guerre mondiale. Ainsi, les propriétaires capitalistes et leurs institutions financières restaurèrent leur position et leur revenu qui avaient été diminués depuis la Grande Dépression. Un nouveau capitalisme était instauré.

Lorsque Reagan devint président des États-Unis en janvier 1981, il promut largement cette politique néolibérale visant à donner encore plus d'avantages aux corporations américaines. Cependant, il est important de préciser que les États, contrôlés par les institutions financières, ont toujours leur utilité pour contrôler les peuples. De plus, lorsque les banques font faillites, elles n'hésitent pas à demander à l'État de renflouer leurs caisses tandis qu'elles lui interdisent l'accès et la régulation de toutes transactions financières. Une nouvelle relation

⁵² Hans-Peter Martin and Harald Schumann, *The Global Trap: Globalization and the assault on prosperity and democracy* : Pluto Press Australia, p.45.

⁵³ Olivia Derreumaux, « Christine Lagarde sans concession avec les Grecs », Le Figaro.
<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2012/05/26/20002-20120526ARTFIG00522-lagarde-exprime-peu-de-compassion-vis-a-vis-des-grecs.php?cmtpage=25> (Consulté le 25 janvier 2013).

entre les banques et les Etats est alors développée comme l'explique Eustache Kouvelakis :

En ce sens, il convient de souligner que l'attaque néolibérale contre l'État-providence ne signifie pas le retrait pur et simple de l'État, mais avant tout son redéploiement, sa réorientation vers l'assistance/contrôle et la répression au détriment de l'assurance/sécurité.⁵⁴

En 2012, et ce depuis déjà quelques années, des agences de notations et des banques se permettent d'influencer la direction économique d'un pays en faisant du chantage. Si un pays est considéré comme trop modéré, trop social, si ses coupes budgétaires publiques liées à l'éducation et à la santé ne sont pas suffisantes, sa note, qui sert à attirer les investisseurs, sera dévaluée. Ce chantage peut avoir une influence négative sur l'économie d'un pays. Ayant tissé des liens économiques spécifiques avec les États-Unis, le Mexique aborde une politique amicale vis-à-vis de son voisin du nord sur beaucoup de sujets, principalement sur le libéralisme économique, et jouit selon cet article d'un retour sur investissement :

La banque centrale du Mexique a traditionnellement évité toute interférence avec les marchés, contrairement à son homologue brésilien. « Mais se concentrant sur des principes de base, ce que nous avons maintenant au Brésil est un cas de croissance réduite, des taux inférieurs, des impôts plus élevés et une banque centrale très active. En attendant, le contexte économique est plus fort au Mexique et la banque centrale est plus amicale à l'égard du marché. » Cette combinaison, accompagnée des liens qu'entretient le Mexique avec l'économie des Etats-Unis - qui a fonctionné relativement mieux durant l'année 2012 que d'autres nations développées - a contribué à une augmentation d'investissements étrangers dans les obligations d'Etat mexicains. Selon des données de Banxico, la banque centrale du pays, et rassemblées par HSBC, depuis le début de 2010, les détenteurs étrangers d'obligations d'Etat mexicains ont presque triplé pour s'élever à 65 milliards de dollars en Août.⁵⁵

Les liens économiques étroits entre le Mexique et les États-Unis ont été développés et améliorés par la politique interne du Mexique. En effet, les principaux partis politiques au

⁵⁴ Kouvelakis Eustache , « La résistible marchandisation de la force de travail » , *Actuel Marx*, 2003/2 n° 34, p. 17-42. DOI : 10.3917/amx.034.0017

⁵⁵ <http://en.mercopress.com/2012/10/17/investors-are-falling-in-love-with-mexico-while-brazil-loses-its-darling-status> (Consulté le 24 janvier 2013) Mexico's central bank has traditionally avoided interference in the foreign exchange markets, unlike its Brazilian counterpart. "But focusing on fundamentals, what we have in Brazil now is a case of slower growth, lower rates, higher taxes and a very active central bank. Meanwhile, the economic background is stronger in Mexico and the central bank is being more market friendly." That combination, alongside Mexico's ties with the US economy – which has performed relatively better throughout 2012 than other developed nations – has contributed to an increase of foreign investment into Mexican bonds. According to data from Banxico, the country's central bank, and compiled by HSBC, since the beginning of 2010 foreign holders of domestic Mexican bonds have nearly tripled to stand at 65 billion dollars in August. (Traduit par l'auteur).

pouvoir ont toujours fait en sorte de ne pas froisser leur voisin du nord, afin de ne pas en récolter les foudres, et se sont alignés régulièrement sur une politique économique mise en place par les corporations et institutions financières américaines.

En outre, des largesses financières telles que les bourses d'études à l'étranger ont été nombreuses et généreuses ces dernières décennies et ont eu un effet qui perdure aujourd'hui. L'université mexicaine forme aux premiers niveaux et les diplômés terminaux les plus prestigieux sont obtenus à l'étranger et principalement aux États-Unis d'après Javier Santiso :

Au cours des années soixante et soixante-dix, les universités américaines s'imposent comme le lieu de formation et de socialisation des élites latino-américaines. A Cambridge, Aspe termine sa thèse en 1978, une année après que Domingo Cavallo, le futur artisan du virage libéral argentin, a terminé la sienne à Harvard. C'est également sur le campus de Harvard et du MIT que les deux jeunes économistes font connaissance avec une autre figure majeure des réformes latino-américaines des années quatre-vingt-dix, le Chilien Alejandro Foxley, alors *visiting scholar* au MIT. Sur les trajectoires de cette génération latinoaméricaine, voir Dominguez 1997.⁵⁶

Aussi, la future classe dirigeante va-t-elle être majoritairement imprégnée de culture américaine. Les présidents, les ministres et les hauts fonctionnaires mexicains sont formés aux États-Unis. L'emprise des États-Unis sur le Mexique est devenue extrêmement forte : politique, économique et aussi idéologique.

1.6) Un État Corrompu : Un Peuple Opprimé

Le système politique mexicain, influencé dans ses directives par le gouvernement américain, a souvent été répressif vis-à-vis du peuple. Le renouvellement régulier du personnel politique et un certain pluralisme n'ont pas été assurés. Celui-ci a été totalement subverti par la création en 1929 du Parti Révolutionnaire Institutionnel. Le PRI s'empara du pouvoir et allait contrôler le gouvernement du pays jusqu'en 2000. Le PRI assura à travers un simple changement de personne à la Présidence la domination permanente sur le pays d'une oligarchie.

Pour faire supporter cette domination, le PRI devait tout en maintenant en place une société très inégalitaire, composer avec l'agitation populaire qui ne cessa que rarement au Mexique, que ce soit dans les campagnes où paysans et indiens défendaient avec acharnement

⁵⁶ Javier Santiso, *op.cit.*

leurs droits ou dans les villes où se constituaient pendant cette période de forts syndicats ouvriers qu'il fallait contrôler par le haut en y installant des responsables du PRI. Si un mouvement faiblissait ou si un leader syndical trop radical commençait à se faire entendre, le PRI réprimait ou tuait en ayant recours à des hommes de l'ombre qui sont la version mexicaine des escadrons de la mort dans les autres pays latino-américains. Cette politique antidémocratique a toujours été soutenue par les États-Unis qui ont joué un rôle prépondérant dans la mise en place d'un état totalitaire et instable au Mexique :

Il (le PRI) cherchera à faire disparaître ces groupes en employant la répression, la guerre antisubversive et la guerre psychologique. Le gouvernement et les grands médias du pays condamnaient leurs actions comme des actes de terreur pour justifier ensuite une répression plus large. L'Etat-PRI réussira ainsi à isoler ces groupes du reste de la population, à les affaiblir et souvent à les anéantir. Des structures de renseignement et de répression spécialisées comme la DFS (1947), le groupe d'enquêtes spéciales C-047 (1965) et la BEA (1976), ont été montées avec l'aide des États-Unis. Des responsables militaires ont été envoyés pour se former en Israël (novembre 1973). A leur retour, ils dirigeront les « vols de la mort » pour faire disparaître des opposants.⁵⁷

Depuis déjà plusieurs décennies, la classe dirigeante et l'armée mexicaine ont été formées en permanence par les États-Unis et la CIA qui surveillent de très près les affaires mexicaines, tout en évitant d'intervenir directement dans le pays afin d'éviter toute perception négative à son égard. En pleine guerre froide, la lutte anticommuniste permettait de prendre en main la politique économique mexicaine.

A côté du PRI tout puissant, deux partis se renforcèrent, l'un à sa droite le PAN (Parti de l'alliance nationale) l'autre à sa gauche le PRD (Parti révolutionnaire démocratique). Malgré l'étroit contrôle de la direction syndicale par le PRI au pouvoir, la contestation sociale allait éroder le pouvoir du PRI, corrompu, usé par 70 ans de pouvoir ininterrompu, et de plus en plus complice de la mainmise des États-Unis sur le Mexique.

De 1994 à 2000, Ernesto Zedillo parvint à redresser la situation en poursuivant la politique de modernisation de son prédécesseur. Il entreprit aussi de réformer la vie politique du pays en établissant un nouveau système électoral qui permit la tenue d'élections législatives libres et indépendantes en 1997. Mais cela ne suffisait plus. Les mouvements révolutionnaires étaient de plus en plus actifs et avaient enfin réussi à acquérir une certaine médiatisation. L'armée zapatiste de libération nationale (EZLN) est l'un de ces principaux mouvements et fit irruption sur la scène mondiale en 1994. D'autres mouvements de guérillas

⁵⁷ Laura Castellanos citée par Vicente Romero, *op.cit.*

moins connus comme l'ERP (l'Armée populaire révolutionnaire) et le FZLN (front zapatiste de libération nationale) se créent dans d'autres régions. Cependant, en l'absence de partis politiques dominants en opposition au gouvernement, et ce malgré des luttes syndicales fortes, l'affaiblissement du PRI allait profiter à la droite.

Pour la première fois de son histoire, le PRI perdit la majorité à la Chambre des députés et se fit ravir la mairie de Mexico, remportée par Cuauhtémoc Cárdenas, le chef du PRD (Parti de la révolution démocratique).⁵⁸ L'élection en 2000 du nouveau président Vicente Fox, candidat conservateur du PAN (Parti d'action nationale), marqua un nouveau revers pour le PRI. Cet ancien directeur de Coca-Cola Mexique suscita bien des espoirs en tant que représentant d'un possible renouveau politique.

Sous sa présidence, selon certains, il y eut une réduction du nombre de mexicains vivant dans la pauvreté, une amélioration de l'accès à la santé et à l'éducation, une diminution de la violence et de l'insécurité, et une pacification du Chiapas.⁵⁹ Malgré certains progrès en matière de lutte contre la corruption, les résultats étaient maigres au bout de six ans. Le président n'était pas parvenu à faire passer ses réformes, faute de disposer d'un soutien parlementaire.

C'est surtout son inféodation trop visible aux États-Unis, évoquant directement des conflits d'intérêt, et son lien avec l'une des plus grandes sociétés supranationale américaine qui pouvaient permettre de douter quant à ses réelles intentions d'aider les plus pauvres des mexicains. On pouvait ainsi se demander si cette démocratie n'était pas teintée de corruption lobbyiste. Autrement dit, quelle était la limite des interactions et influences entre les politiciens mexicains et les grandes compagnies américaines ?

Sous sa présidence, la privatisation rampante du secteur énergétique s'accéléra tandis que celle-ci était une propriété exclusive de la nation mexicaine selon la constitution. Cette privatisation eut un impact négatif sur les populations locales. L'impopularité mondiale de George W. Bush augmentait aussi une hostilité déjà marquée des populations concernées majoritairement indiennes et semblait ouvrir la porte à une victoire électorale de la gauche, PRD, aux présidentielles de 2006.

L'heure n'était plus aux espoirs, mais à la contestation, et les rumeurs de fraude allaient bon train selon la Commission Européenne lorsqu'en 2006 Felipe Calderón,

⁵⁸ Georges Couffignal, « LA FIN DE L'EXCEPTION MEXICAINE : LES ELECTIONS DU 6 JUILLET 1997 », *Problèmes d'Amérique Latine*, n°27, 1997, p.27-45 (Version auteur). http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/36/41/04/PDF/elec_Mex_97.pdf. (Consulté le 2 février 2013).

⁵⁹ Georges Couffignal, *ibid.*

également du PAN, fut donné vainqueur de l'élection présidentielle :

Aux élections présidentielles de juillet 2006, Felipe Calderón (PAN, parti de droite) l'a emporté de justesse sur son principal rival, Andrés Manuel López Obrador (PRD, parti de gauche). À la suite de l'appel interjeté par López Obrador pour dénoncer des irrégularités présumées, le 6 septembre 2006, le Tribunal électoral fédéral a confirmé la validité du scrutin et la victoire de F. Calderón.⁶⁰

Son gouvernement devait faire face aux mêmes défis que celui de son prédécesseur : réforme du système fiscal, modernisation des infrastructures et privatisation du secteur de l'énergie, tout en réduisant la pauvreté, la délinquance et le chômage. Les premières années de son mandat furent surtout marquées par la guerre ouverte déclarée aux narcotrafiquants, qui plongea une partie du pays dans la violence :

Le nombre d'homicides liés au crime organisé au Mexique a atteint 15 273 en 2010, chiffre le plus élevé depuis le début de l'offensive lancée par le président Felipe Calderón fin 2006 contre les trafiquants de drogue, a annoncé mercredi le gouvernement. En tout, depuis fin 2006, 34 612 personnes ont été tuées dans le cadre de cette offensive, a précisé le porte-parole officiel du gouvernement pour les questions de sécurité, Alejandro Poiré.⁶¹

Par ailleurs ministre de l'Énergie dans le gouvernement de Vicente Fox, de septembre 2003 à mai 2004, il conclut plusieurs contrats avec des entreprises étrangères visant à l'exploitation des ressources énergétiques. Ces actions étaient vues par l'opposition, le PRI et le PRD comme une privatisation du secteur énergétique. Bien entendu, peu importe quel parti politique est au pouvoir, nous pouvons observer qu'il est toujours influencé et manipulé par des sociétés supranationales dont l'argent est le principal moteur de leurs activités, l'intérêt du peuple passant très loin derrière sur le plan des priorités.

L'élection de Monsieur Peña Nieto en 2012 ne changera que difficilement la situation. Le nouveau président mexicain est l'héritier du PRI, parti politique qui, rappelons-le, a été maintenu au pouvoir pendant plus de 70 ans et n'a été en aucun cas pour l'instauration d'une démocratie viable qui aurait pu nuire aux intérêts des entreprises capitalistes américaines qu'il défendait. En outre, une nouvelle fraude électorale fut déplorée. Selon une vidéo diffusée par

⁶⁰ Commission Européenne, Mexique Documents de Stratégie Pays, 2007-2013.
http://eeas.europa.eu/mexico/csp/07_13_fr.pdf (Consulté le 19 février 2013).

⁶¹ AFP, « Mexique : Le crime organisé a fait plus de 15 000 morts en 2010 », Le monde Amériques.
http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2011/01/12/mexique-le-crime-organise-a-fait-plus-de-15-000-morts-en-2010_1464843_3222.html (Consulté le 10 février 2013).

des électeurs mexicains sur Youtube, environ 5 millions de votes ont été achetés.⁶² Cela démontre que le système politique mexicain et les partis au pouvoir tel que le PRI n'ont pas changé selon Romain Robinet :

Dans toutes les villes du Mexique et même à l'étranger (de Washington à Madrid en passant par Paris), des centaines de milliers de Mexicains commencent à manifester contre la fraude électorale, laquelle a entaché l'élection présidentielle du 1er juillet dernier. (...) Les informations provenant des réseaux sociaux permettent de mieux apprécier les irrégularités survenues le 1er juillet 2012. Le cas le plus important de fraude, largement ignoré par les médias occidentaux, est la fraude informatique (...) L'achat organisé de votes a lui déjà été mentionné par les journaux : pour bien visualiser ce type de fraude, il est nécessaire d'imaginer un François Hollande en campagne électorale, portant un T-shirt Carrefour et se rendant dans les banlieues pour distribuer massivement des bons d'achat valables dans la dite supérette à ses futurs électeurs, devenus dès lors ses obligés. (...) Enfin, on peut évoquer pêle-mêle les violences physiques, les intimidations et les mille manières d'empêcher quelqu'un de voter.⁶³

La stratégie capitaliste libérale et néolibérale peut revêtir de nombreux aspects mais tous ont un point commun : le pouvoir par la force. Ceci peut se vérifier une nouvelle fois lorsque les 3 et 4 mai 2006, une terrible répression s'abat sur les paysans et paysannes de San Salvador Atenco, un petit village de 300 habitants situé à 30 kilomètres au nord-est de la ville de Mexico, dont Enrique Peña Nieto était le gouverneur. En 2002, ces citoyens s'étaient opposés victorieusement à la construction d'un aéroport international sur leurs terres, tout en perdant un compagnon assassiné par la police.

Le 3 mai 2006, les autorités empêchèrent les nombreux vendeurs ambulants du marché de Texcoco (près de San Salvador Atenco) d'exercer leur activité. Paradoxalement, dans le même temps, ces mêmes autorités se proposèrent d'octroyer un vaste espace à Walmart, entreprise américaine, pour construire un centre commercial qui allait ruiner tous les petits commerces alentours. Une large partie de la population s'opposa à ce projet. La police décida donc d'expulser violemment huit vendeurs de fleurs ambulants pour faire taire les protestations. Celles-ci reçurent le soutien spontané de nombreux habitants. Les affrontements qui s'en suivirent furent très violents :

Un adolescent de 14 ans a été tué à bout portant par la police, un étudiant de 20 ans

⁶² <http://www.youtube.com/watch?v=oK1vKuYafX8> (Consulté le 10 février 2013).

⁶³ Romain Robinet, « Mexique : Transition dictatoriale ou révolution démocratique ? », Le Monde Idées, http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/07/20/mexique-transition-dictatoriale-ou-revolution-democratique_1735154_3232.html (Consulté le 10 février 2013).

est mort un mois plus tard des suites d'une blessure à la tête par un projectile de gaz lacrymogène, de nombreuses personnes ont été sauvagement battues, des dizaines de femmes ont été violées dans les fourgons de la police et les commissariats, et les maisons d'Atenco ont été mises à sac. Par la suite, 217 des personnes arrêtées faisaient une grève de la faim. Certaines sont toujours en prison et pour longtemps : le leader du Front communal en défense de la terre et deux autres compañeros ont été condamnés à plus de 67 ans de prison, tandis que les policiers qui ont perpétré les abus, viols et tortures n'ont pas été sanctionnés.⁶⁴

Ironie du sort, Walmart est une société américaine bien connue pour sa conception spécifique de la démocratie. Un article du journal *Le Point*, paru en novembre 2012, explique que depuis sa création, l'enseigne a toujours lutté contre la constitution de syndicat en son sein. En 2005, elle avait fermé un de ses magasins au Canada parce que ses salariés avaient décidé de se syndiquer. Pourtant, Walmart est le premier employeur privé des États-Unis avec 1,3 million de salariés et selon une étude de l'*Economic Policy Institute*, la fortune de la famille fondatrice et actionnaire Walton excéderait la richesse totale des 40% d'Américains les moins aisés. Le système capitaliste permet donc aux inégalités extrêmes de se développer, l'argent roi ayant le pouvoir de tout acheter, même des terres dans les pays voisins au détriment des populations locales.

La gravité et l'ampleur de la corruption du système politique mexicain sont telles qu'elles ne concernent plus seulement les droits et les libertés individuelles des citoyens mexicains, mais constituent une grave atteinte aux Droits de l'Homme. La corruption est toujours présente et le nouveau président Peña Nieto, représentant d'un parti politique au passé lourd, n'est que la continuité d'un processus électoral biaisé, d'un gouvernement corrompu à tous les niveaux et possédant le quatrième pouvoir, la presse et les médias. Cette corruption médiatique, présente dans de nombreux pays, même occidentaux, est utilisée pour mentir aux peuples dans le but de les amadouer et de manipuler leur opinion :

En 2006, M. López Obrador et ses partisans avaient occupé le centre de la capitale pendant six semaines pour faire reconnaître leur victoire. Sans y parvenir. Cette année, ils bénéficient d'un nouveau soutien : celui du mouvement étudiant « Yo soy 132 » né lors de la campagne pour dénoncer le soutien des grands médias — au premier rang desquels la chaîne de télévision Televisa (environ 70 % des audiences) — au candidat du PRI. Une enquête du quotidien britannique *The Guardian* a ainsi révélé que Televisa avait perçu d'importantes sommes d'argent pour « rehausser la stature nationale » de M. Peña Nieto, après avoir « mis au point une stratégie médiatique destinée à torpiller Andres Manuel López Obrador » en

⁶⁴ AMERIKENLUTTE, « Atenco 2006 - Briser le silence », 19.08.2008, Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte, 14.06.2006. <http://cybersolidaires.typepad.com/ameriques/2008/10/siege-atenco.html> (Consulté le 4 février 2013).

2006.⁶⁵

Le 11 mai 2012, Peña Nieto assista à l'inauguration des installations de l'Université latino-américaine de Mexico. Une foule surexcitée le coinça dans les toilettes. Aussitôt, le comité central du PRI et les principales chaînes de télévision accusèrent les étudiants d'être des agitateurs professionnels d'extrême droite. La propagande des institutions capitalistes consiste à agiter toujours les mêmes démons pour faire peur aux peuples, le choix des mots étant primordiale, que ce soit le danger du communisme, du terrorisme ou encore des extrémismes de droite ou de gauche. En guise de réponse, les étudiants diffusèrent une vidéo dans laquelle ils montraient leur carte d'étudiant. Celle-ci eut une grande répercussion sur les réseaux sociaux. C'est ainsi qu'est né le mouvement « Nous sommes plus de 131 », le nombre d'étudiants figurant sur la vidéo. Le mouvement se transforma quelques jours plus tard en « Je suis le 132e » (« Yo soy 132 »), avec l'adhésion d'étudiants d'autres universités.⁶⁶

Cependant, et avant toute chose, le peuple mexicain craint fortement une intervention américaine qui mettrait fin à leur indépendance. En effet, la corruption du système politique et son incapacité à gérer la crise de violence qui traverse le Mexique posent un grand problème. D'après un article du monde diplomatique rédigé par Jean-François Boyer, les risques d'une intervention américaine est de plus en plus présente si les menaces des narcotrafiquants persistent :

Héritier de cette lente évolution vers une alliance avec les États-Unis, M. Calderón choisit de la renforcer. Pour gagner ce qu'il baptise « la guerre contre le narcotrafic et le crime organisé » — nourris par la corruption endémique et la marginalisation des secteurs populaires —, il a besoin du soutien américain : renseignement, écoutes téléphoniques, lutte contre le blanchiment d'argent, etc. Chose inimaginable il y a encore quelques années, les voix d'intellectuels comme Jorge Castañeda ou Héctor Aguilar Camín s'élèvent au sud du Rio Bravo pour demander l'intervention américaine sur le territoire mexicain, dans le cadre d'un Plan Colombie bis qui se solderait par une nouvelle perte de souveraineté pour le pays.⁶⁷

Un autre facteur pourrait être déterminant à long terme concernant une intervention militaire. La construction de barricades pour empêcher les immigrants mexicains d'atteindre les États-Unis évolue constamment sous la pression de ces derniers. Un groupe de travail

⁶⁵ Jean-François Boyer, « Au Mexique, retour de la dictature parfaite ? », Le Monde Diplomatique. <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2012-07-04-Mexique> (Consulté le 18 février 2013).

⁶⁶ <http://www.youtube.com/watch?v=t6LgxA-7FiM> (Consulté le 10 février 2013).

⁶⁷ Jean-François Boyer, *op.cit.*

Canada, États-Unis et Mexique a été mis en place pour actualiser l'ALENA. Composé de l'ancien vice-président canadien John Manley, de l'ancien gouverneur du Massachusetts William Weld et de l'ancien ministre des Finances du Mexique Pedro Aspe, il vise à donner corps à une politique commune dite de sécurité qui est en réalité une politique militaire.

Nous sommes en effet bien loin du discours du libre-échange qui se veut rassurant, puisqu'il s'agit pour les États-Unis de faire admettre par ses deux partenaires le principe d'un espace de sécurité commun, soi-disant pour faire face à un éventuel danger terroriste. En réalité, l'objectif est d'étendre le commandement militaire aérien américain sur le territoire de ses deux voisins, et de faire superviser par l'armée américaine le bouclage de la frontière Sud du Mexique. De son côté, l'armée mexicaine compte environ 200 000 hommes qui servent principalement à la surveillance intérieure et quelquefois à la répression ouverte contre les interventions de l'EZLN (l'Armée de libération nationale zapatiste) et d'autres mouvements armés. Les tâches les plus meurtrières de l'armée comme les assassinats de militants syndicaux ou de leaders paysans étant confiées à des paramilitaires.

Cultivant son nationalisme surtout depuis la révolution de 1910, le pays avait réussi à se donner l'image d'un acteur autonome sur la scène latino-américaine. Refusant de rompre avec Cuba, tout en permettant à la CIA de se servir de Mexico pour espionner l'île castriste, accueillant dans les années 1970 les réfugiés des dictatures du Chili et de l'Argentine, le Mexique avait veillé, lors des années 1980, à jouer un rôle de médiateur et de pacificateur dans les guerres d'Amérique centrale. Comme le décrit l'Unesco, initiateur du Groupe de Contadora en 1983 pour faire face à la situation explosive régnant en Amérique Centrale, le Mexique, aux côtés du Venezuela, de la Colombie et du Panama, avait noué des liens prometteurs avec l'Union européenne pour opposer une solution diplomatique et multilatérale à la stratégie contre insurrectionnelle et militaire de l'administration Reagan.⁶⁸

Le Mexique, qui ne plie donc pas sur tous les sujets, a aussi adhéré au G20 qui défend la position des pays du tiers-monde, Chine et Inde en tête, contre l'invasion des produits agricoles subventionnés d'Europe et des États-Unis. Cependant, le Mexique ne semble toujours pas en mesure de faire adopter par les autres membres des mesures lui étant plus favorables. La participation du Mexique à l'ALENA a ébranlé le socle sur lequel s'appuyait traditionnellement la politique étrangère mexicaine. Le Président mexicain Carlos Salinas avait fait beaucoup de sacrifices pour faire entrer son pays dans l'ALENA. Après avoir

⁶⁸ Unesco, « 1985 – Le groupe de Contadora ». http://portal.unesco.org/culture/fr/ev.php-URL_ID=9374&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html (Consulté le 5 février 2013).

consenti au Président Bush à la fois un délai plus long avant l'abolition des tarifs douaniers sur les produits agricoles américains les plus menacés, une expansion graduelle des achats mexicains de maïs américain et l'ouverture partielle du secteur pétrolier mexicain aux investisseurs étrangers. Il a concédé à son successeur, Bill Clinton, une réglementation plus rigoureuse en matière de sécurité du travail et de normes environnementales, même si celle-ci, comme nous le verrons ultérieurement, n'ont pas forcément été respectées.

Enfin, la privatisation de Pemex n'a pas été réalisée bien que l'éclatement effectif en plusieurs sociétés spécialisées comme l'extraction, le transport, le raffinage et la distribution en soit le prélude. En attendant, les eaux du Golfe du Mexique, représente l'avenir de ce nouvel eldorado pétrolier qui se joue entre les trois pays qui se le partagent, en application de la Convention internationale du droit de la mer : les États-Unis, le Mexique et Cuba. Ce partage risque fort d'être inégal pour le Mexique comme le décrit Alfredo Jalife-Rahme :

Le pétrole constitue toujours la matière première géostratégique par excellence pour la planète (...) Aux USA, les entreprises privées d'hydrocarbures, telle Exxon Mobil, font partie de la panoplie garante de la sécurité nationale et internationale ; au Mexique, il n'y a aucune garantie en ce sens, s'agissant d'entreprises privées — au capital étranger ou national— qui opèrent au Mexique et qui sont soumises bien souvent aux crédits de Wall Street, ce qui pipe les dés d'emblée et mine la sécurité nationale, puisqu'aucun contrôle efficace ne peut s'exercer sur elles : dans le cadre de la dérégulation globale financieriste, leur financement devient aléatoire. (...) [après la marée noire provoquée par la plateforme pétrolière de BP Deepwater Horizon en 2010, le groupe pétrolier britannique est en discussions avancées avec l'États-unien Plains pour lui céder des champs pétroliers du golfe du Mexique pour un montant de 7 milliards de dollars, écrit le *Wall Street Journal*. Mais d'autres groupes ont exprimé de l'intérêt pour les actifs de BP et un autre acheteur pourrait émerger, précise le quotidien financier. Source : *Le Figaro*, 20 septembre 2012].⁶⁹

Avec cet enjeu économique colossal, il est fort probable que les corporations américaines influencent le gouvernement des États-Unis dans un futur proche afin qu'il ait recours aux menaces militaires pour s'assurer le contrôle des territoires concernés.

1.7) Conclusion

Il existe des relations spécifiques entre le Mexique et les États-Unis, rapprochés par leur frontière commune. C'est à partir des États du nord du Mexique qu'ont débuté les premiers soubresauts à l'encontre du régime de Porfirio Diaz et c'est à partir de la frontière que les révolutionnaires comme Pancho Villa se sont approvisionnés en armes et en munitions

⁶⁹ Alfredo Jalife-Rahme, « Rosneft devient la première entreprise pétrolière mondiale », *Voltaire*. <http://www.voltairenet.org/article176539.html> (Consulté le 25 février 2013).

pendant la révolution mexicaine. C'est encore à partir de la frontière que les États-Unis ont mobilisé leurs troupes pour influencer sur les divers gouvernements mexicains.

De l'indépendance mexicaine à nos jours, l'ingérence étasunienne s'est multipliée pour devenir omniprésente au XXe siècle à cause des richesses du pays, plus particulièrement le pétrole, et aussi parce que sa population représente une main-d'œuvre sous-payée rentable. Les premières ingérences étaient l'œuvre d'individus isolés en quête de pouvoir. Bien qu'ils ne fussent pas soutenus officiellement par le gouvernement américain, ils permirent à celui-ci d'acquiescer de nombreux territoires appartenant au Mexique. La deuxième phase vit l'avènement des sociétés multinationales et des institutions financières américaines au Mexique. Cette phase permit au gouvernement américain d'influer petit à petit sur la politique économique mexicaine et de la contrôler. Les élites dirigeantes mexicaines furent ensuite les cibles de la politique étrangère américaine. Elles furent formées progressivement dans les universités américaines, les idéologies libérales et néolibérales se diffusant au Mexique par ce biais, les États-Unis s'assuraient que son voisin ne soit pas trop distant.

Par la suite, les liens économiques étroits entre le Mexique et les États-Unis ont donc été développés et améliorés par la politique interne du Mexique. En effet, les principaux partis politiques au pouvoir ont toujours fait en sorte de ne pas froisser leur voisin du nord, afin de ne pas en récolter les foudres, et se sont alignés régulièrement sur une politique économique mise en place par les corporations et institutions financières américaines. La mainmise de ces dernières sur le Mexique s'est ainsi grandement développée grâce à la mise en place stratégique d'hommes influents dans les institutions politiques et financières du pays. L'influence étasunienne est devenue politique, économique et idéologique.

Le gouvernement et les multinationales américaines sont le principal moteur du système capitaliste néolibéral. Promouvant l'idée que le capitalisme est le seul système économique qui permette d'aboutir à la démocratie et au bonheur du plus grand nombre, leur influence a souvent eu un impact négatif sur la politique interne du Mexique. En effet, ils ont soutenu les nombreux régimes dictatoriaux qui y étaient présents et ont ainsi permis l'essor de politiques gouvernementales antisociales et antidémocratiques comme ce fut le cas avec le PRI qui resta près de 70 ans au pouvoir. Lorsqu'un politicien mexicain menaçait de nuire à leurs intérêts économiques en privilégiant son peuple, ils n'hésitaient pas à déstabiliser le pays afin d'installer à la tête du pouvoir quelqu'un de plus conciliant. Aussi, la théorie de Tom Palmer qui consiste à dire que le capitalisme c'est l'érosion de systèmes de pouvoir, de domination, et de privilèges ancrés de longue date paraît bien loin de toute réalité lorsque l'on

étudie les relations américano-mexicaines.

Les privatisations, sous le joug de l'économie libérale imposée, se sont accélérées redistribuant les richesses de manière inéquitables. Le peuple mexicain, exploité, a connu jusqu'à aujourd'hui une violence parfois quotidienne. Le capitalisme, dirigé par une élite dont le seul but est de maximiser les profits, est en place depuis longtemps. L'idée qu'il est un système naturellement libérateur et démocratique est un mythe pour de nombreux pays dans la mondialisation actuelle. L'indépendance politique et économique du Mexique a largement pâti de cette ingérence américaine qui a sans cesse combattue toutes lueurs de démocratie qui y étaient présentes. Nous pouvons donc en déduire que le système capitaliste imposé au Mexique par les sociétés supranationales et les institutions financières américaines est antidémocratique. Il ne favorise nullement les intérêts du peuple mais favorise une oligarchie ploutocratique.

La propagande néolibérale agite toujours les mêmes démons pour faire peur aux peuples, le choix des mots étant primordiale, que ce soit le danger du communisme pendant la Guerre Froide, du terrorisme ou encore des extrémismes de droite ou de gauche aujourd'hui. Le seul rempart selon les institutions, les entreprises et les politiciens néolibéraux serait le capitalisme financier, indépendant et libre de toutes contraintes imposées par les Etats, considérés comme forcément totalitaires. Mais la justification de leur politique grâce au néolibéralisme, aussi cynique soit-elle, n'est-elle pas en fait bien plus dangereuse pour la démocratie que les démons qu'ils agitent ?

II) L'ALENA : L'Avancée du Libéralisme Economique

2.1) Introduction

Le Mexique représente au sein de l'ALENA (Accord de Libre Échange Nord-Américain) plus du quart du poids démographique de cette zone, tout en affichant un revenu par tête huit fois inférieur à celui des États-Unis et du Canada. Dans ce chapitre, nous nous attacherons principalement à voir la diversité des motifs qui ont poussé les États-Unis et le Mexique à signer cet accord. Nous verrons s'il faut interpréter l'ALENA comme un simple instrument condamnable d'une nouvelle domination des États-Unis sur une puissance émergente du Sud ou s'il y a eu une réelle amélioration de l'économie mexicaine et du niveau de vie des Mexicains. En effet, selon de nombreux défenseurs du libéralisme économique, l'ALENA était l'accord par excellence qui allait permettre d'améliorer les facteurs économiques et sociaux de la région et aussi la démocratie. Bill Clinton était l'un de ses plus fervents défenseurs :

L'ALENA éliminera les barrières entre nos trois nations. Cela créera la plus grande zone d'échange mondiale et créera 200 000 emplois dans le pays et ce, seulement dès 1995. Les accords du côté de l'environnement et du travail, négociés par notre administration, feront de cet accord une force pour le progrès social aussi bien que pour la croissance économique.⁷⁰

Ce discours s'est-il réalisé ou est-il loin de toutes réalités? Quel était l'objectif réel de ce nouvel accord ? En effet, l'ALENA s'intègre dans la mondialisation qui est un processus qui se caractérise par une baisse des tarifs douaniers dans le cadre de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) ainsi que par une structure nouvelle de fixation des prix. La compétitivité des entreprises se construit en intégrant des marchés à l'échelle mondiale. De nos jours, plus d'un tiers des échanges commerciaux internationaux s'effectue entre filiales

⁷⁰ Bill Clinton, "Bill Clinton: Remarks on Signing the North American Free Trade Agreement (1993)", Milestone Documents. <http://www.milestonedocuments.com/documents/view/remarks-on-signing-the-north-american-free-trade-agreement/text> (Consulté le 14 février 2013) "NAFTA will tear down trade barriers between our three nations. It will create the world's largest trade zone and create 200,000 jobs in this country by 1995 alone. The environmental and labor side agreements negotiated by our administration will make this agreement a force for social progress as well as economic growth. Bill Clinton." (Traduit par l'auteur).

d'un même groupe.⁷¹ Ces firmes sont devenues un des acteurs clés de l'économie mondiale. Pour les consommateurs, la mondialisation est parfois présentée par certains économistes tel que Milton Friedman comme étant bénéfiques car fournissant un éventail plus large de biens à un prix plus faible que s'ils étaient fabriqués dans le pays même. Mais les bénéficiaires majeurs sont bien les détenteurs du capital dont les actionnaires font partie. Ils obtiennent un meilleur rendement de leurs capitaux et à une échelle dépassant l'entendement.

La question principale de cette partie sera ainsi de savoir comment cet accord a permis aux Etats-Unis et à ses multinationales un meilleur contrôle des ressources mexicaines. Cette partie nous permettra de comprendre comment la propagande néolibérale a permis la signature de l'ALENA et quels sont les avantages majeurs que peuvent en retirer les Etats-Unis. Nous observerons aussi quelles sont les principaux contrastes entre la propagande des institutions et entreprises capitalistes et la réalité quotidienne du peuple mexicain. Et enfin, nous verrons en quoi les objectifs réels des multinationales au Mexique et dans le monde sont similaires, démontrant ainsi qu'il y a une convergence aiguë des idées sociales et économiques antidémocratiques de la part des élites néolibérales. Dirigée par les multinationales, nous étudierons en quoi la mondialisation peut être un mouvement économique mettant les sociétés et les peuples à son service, les intérêts économiques primant sur les intérêts humains.

2.2) Les Débuts de L'ALENA : Un Accord Economique Antidémocratique ?

La démocratie consiste dans l'exercice, soit direct, soit indirect, du pouvoir par le peuple. Cette organisation politique implique un état social caractérisé par le fait que tous sont égaux devant la loi, que tous possèdent les mêmes droits. Les fonctions sont accessibles à tous, (...) les citoyens devant être appelés à la vie intellectuelle et morale, et de plus en plus mis en état d'exercer, d'une façon efficace et raisonnée, la part de pouvoir qui leur est attribuée, l'Etat démocratique a l'obligation d'instituer des œuvres d'instruction et d'éducation, et des œuvres de solidarité. Le régime démocratique a pour instrument le suffrage universel et pour cadre plus particulièrement approprié la forme républicaine. *Encyclopédie Larousse du XX^e siècle*, 1929, T. II p. 760.⁷²

⁷¹ Mr Diemer, *Economie Générale, Les moteurs de la croissance*, IUFM Auvergne. <http://www.oeconomia.net/private/cours/economiegenerale/CAPET/11.echangesexterieurs.pdf> (Consulté le 7 février 2013).

⁷² Edith Fuchs, « Qu'est-ce que la démocratie ? », *France TV Education*. <http://education.francetv.fr/dossier/qu-est-ce-que-la-democratie-o27417> (Consulté le 6 mars 2013).

La négociation de l'ALENA représentait la poursuite logique d'une stratégie mise en place par les néoconservateurs dans les années 1980, axée sur les règles du marché et de l'ouverture. L'économie mexicaine du début des années 1990 retrouva le chemin de la croissance après la crise de 1982 mais elle demeura fragile. L'immigration importante des mexicains vers les États-Unis était alors un atout pour le Président Carlos Salinas qui proposa en 1990 au Président Bush un accord de libre-échange entre les deux pays.

L'adhésion du Mexique au GATT (General Agreement on Tariffs and Trade ou Agéac en français : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), l'ancêtre de l'OMC, en 1986, démontrait déjà son acception des règles générales du libre-échange. Cependant, le GATT n'avait pas eu les effets escomptés au niveau économique. Le principal objectif de l'ALENA était de faciliter les échanges commerciaux et d'étendre le réseau d'exportations et d'importations des pays y participants tout en supprimant les taxes douanières.

Officiellement, l'ALENA résultait d'un désir commun d'instaurer une solidarité par la croissance en favorisant une concurrence dite loyale dans la zone de libre-échange, en augmentant de façon significative les possibilités d'investissement sur les territoires des pays participants et enfin en assurant de façon efficace et suffisante la protection et le respect des droits de propriété intellectuelle sur le territoire de chacun des pays participants. Le Mexique espérait ainsi avoir un meilleur accès aux marchés américains, d'attirer encore plus les investissements étrangers originaires des autres pays membres et d'outre-mer et ainsi de stimuler ses activités de production et d'exportation. Comme les États-Unis, il visait également à étendre le régime des maquiladoras à l'ensemble du territoire.

À cette époque, les États-Unis accumulaient des surplus importants dans le secteur des marchés des services tandis que leur balance commerciale était déficitaire.⁷³ Un traité à trois s'imposait donc. Le 5 février 1991, la négociation de l'ALENA débuta. L'accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui lie désormais les destinées des trois pays de l'Amérique du Nord (Canada, États-Unis et Mexique), fut approuvé par le Sénat mexicain le 22 novembre 1993 et entra en vigueur, après l'approbation des élites des trois pays concernés, le premier janvier 1994.⁷⁴ Cet accord prolongeait et approfondissait le contenu d'un accord bilatéral que les États-Unis avaient négociés antérieurement avec le Canada, l'ALE (Accord de libre-échange) en 1989.

⁷³ Dorval Brunelle, « L'ALENA cinq ans après : Un bilan critique » *Laboris*.
<http://laboris.uqam.ca/babillard/alena5ans.htm> (Consulté le 14 janvier 2013).

⁷⁴ Mr Diemer, *op.cit.*

La principale originalité de cet accord était d'avoir réussi à établir des règles de libre-échange entre des pays aux structures économiques différentes et opposées. Ce traité associait en effet pour la première fois une superpuissance économique, une puissance industrialisée et un pays en développement. Les disparités démographiques et économiques sont impressionnantes. La situation du Mexique en dépit des efforts faits ces dernières années restait fragile. Cependant, l'ALENA était parvenu à mettre les signataires d'accord et à engager un processus d'intégration économique :

Le Mexique s'est par exemple vu accorder un traitement plus favorable en matière de barrières tarifaires, ses partenaires au sein de l'ALENA offrant un droit zéro sur 70% de ses exportations, contre 40% en sens inverse. Il s'agit là des dispositions classiques dans les relations commerciales entre pays industrialisés et pays émergents.⁷⁵

L'ALENA semblait donc respecter les disparités économiques entre les deux nations et remplir l'un de ses objectifs qui est de favoriser la concurrence loyale dans la zone de libre-échange. En contrepartie, les dirigeants mexicains acceptaient aussi de se plier aux règles de Washington, ou pour certains, partageaient les mêmes convictions que les dirigeants américains, et expliquèrent qu'il fallait installer une solidarité par la croissance. Ils acceptèrent pour cela de faire des concessions importantes lors de la rédaction de l'accord.

Le développement économique et le contact avec des partenaires commerciaux prônant la démocratie aurait dû favoriser la modernisation des structures économiques, financières et politiques du Mexique et l'évolution vers un régime démocratique beaucoup moins corrompu. Mais aussi, l'accord aurait dû assurer une plus grande stabilité politique, une plus grande sécurité des personnes et de l'environnement dans les zones frontalières, afin de réduire les problèmes de cartels, de contrebande, de trafic de drogue et d'immigration clandestine. Mais d'après Noam Chomsky, si nous nous penchons de plus près sur cet accord, il était, au tout début de son histoire, déjà loin de l'idée que l'on peut se faire de la démocratie :

L'ALENA a été conclu en janvier 1994, au moment idéal pour passer au premier plan dans la campagne électorale états-unienne. Pourtant, il n'en a presque pas été fait mention. Le cas du Labor Advisory Committee (LAC), basé sur des syndicats et mis sur pied par le Trade Act de 1974 pour conseiller l'exécutif sur tout accord commercial, illustre bien la façon dont le sujet a été écarté. En effet, le LAC a été informé du fait qu'il devait remettre son rapport sur l'ALENA le 9 septembre alors qu'on lui avait fourni le texte de cet accord fort complexe la veille.⁷⁶

⁷⁵ « Les organisations régionales », Reocities. <http://www.reocities.com/Paris/music/6400/archive6.htm> (28 janvier 2013)

Le lobbying très puissant des institutions libérales, avec leurs mainmises sur les médias, peut être mis en lumière à travers cet extrait de texte. Mais l'opposition n'était pas dupe. La signature de l'accord aux États-Unis fit élever de nombreuses voix qui s'indignaient de la supercherie. Il était clair qu'une élite avait imposé une zone de libre-échange entre trois états dont la population totale est de plus de 455 millions d'habitants et où les flux de commerce et d'investissement s'élèvent à environ 500 milliards de dollars par année. Aussi, Elaine Katzenberger explique que l'ALENA n'aurait pas dû aboutir :

La constitution des EU exige absolument que n'importe quel traité doive obtenir les deux tiers du vote affirmatif au Sénat (voir l'Article II, la Section 2 de la Constitution), ce qui signifie que l'ALENA aurait dû gagner avec 68 votes, mais il n'en reçut seulement que 61. Donc l'ALENA n'est pas légal, malgré la signature du président Clinton.⁷⁷

L'ALENA fut tout de même signé par les représentants des trois nations tel le traité de Rome de 2004 qui avait été rejeté par référendum en 2005 par la majorité des électeurs français et néerlandais, et fut instauré de force par l'élite européenne qui avait simplement changé son nom, le traité de Lisbonne de 2009.

L'ALENA prévoyait la suppression progressive de toutes les restrictions au commerce sur une période de quinze ans, mais la majorité des mesures furent appliquées au cours de la première année. Cet accord a donc programmé un vaste démantèlement tarifaire. D'entrée de jeu, les États-Unis et le Canada ont levé leurs taxes douanières, tandis que le Mexique passait ses taxes de 20% à 10% pour les faire disparaître petit à petit jusqu'au 1^{er} janvier 2003. En contrepartie, l'ALENA demandait aux Mexicains de s'engager sur un calendrier très précis de mesures visant à éliminer la plupart de leurs instruments de politique industrielle publique, et les encourage à adapter leur cadre juridique national aux normes du droit des affaires anglo-américain, c'est à dire de privatiser de plus en plus les entreprises publiques afin que les corporations américaines puissent s'implanter au Mexique plus facilement :

Sous l'ALENA, le Mexique a éliminé les des droits de douane restants sur tous les produits industriels et la plupart des produits agricoles importés des EU en 2003. Au début de 2008, les droits de douane restants, concernant les produits agricoles

⁷⁶ Noam Chomsky, *Un monde complètement surréel* ; Lux Editeur, Montréal, 2012, p.26.

⁷⁷ Elaine Katzenberger : *First World, Ha Ha Ha ! The Zapatista Challenge* : 1995, City Lights San Francisco, p.183. "The US Constitution absolutely requires that any treaty must obtain a two-thirds affirmative vote in the Senate (see Article II, Section 2 of the Constitution), which means that NAFTA would have to have won with 68 votes, but it received only 61. So Nafta is not law, despite President Clinton's signature." (Traduit par l'auteur).

clés - incluant, les plus importants, le maïs, les haricots et le sucre – ont été supprimés.⁷⁸

L'ALENA représente donc une base économique et juridique sur laquelle l'élite mexicaine peut s'appuyer pour adapter le pays aux nouvelles règles du jeu au dépend du peuple. D'ailleurs, la signature de cet accord ne prenait nullement en compte l'avis des citoyens des trois pays comme le dit Noam Chomsky :

Dans son rapport, le LAC note que 'l'administration n'a laissé place à aucun avis extérieur sur la production du document et a refusé de rendre disponible un avant-projet pouvant être commenté'. Au Canada et au Mexique, la situation a été la même : les faits ne sont pas même rapportés. On est donc sur le point d'atteindre un idéal recherché depuis longtemps : la mise en place de procédure démocratique formelle mais dépourvues de sens, qui font en sorte que les citoyens sont exclus de l'arène publique et qu'ils n'ont qu'une vague idée des règles qui façonnent leurs vies.⁷⁹

Les bourgeois mexicains de l'industrie et du commerce ont largement soutenu l'investissement américain au Mexique. Ainsi, une nouvelle vague de capitaux est investi grâce à ce programme économique. Il faut aussi souligner le fait que cet accord, dont l'objectif selon ses défenseurs est plus une intégration économique valable entre ses membres qu'une simple zone de libre-échange, est accompagné de clauses relatives à la protection de l'environnement et à la législation du travail. L'ALENA souligne la nécessité que les règles commerciales soient compatibles avec les objectifs nationaux et internationaux en matière d'environnement, et interdit l'abaissement des normes sanitaires ou environnementales en vue d'attirer les investissements. D'autres recherches nous apprennent que ces objectifs seront difficilement envisageables avec un accord dans lequel les entreprises sont fortement protégées au dépend d'une nation :

On trouve le commentaire suivant dans le rapport du LAC : l'ALENA 'aura pour effet d'empêcher les membres démocratiquement élus de tous les paliers du gouvernement de décréter des mesures qui ne concordent pas avec les clauses de l'accord, notamment des mesures sur l'environnement, les droits des travailleurs, la

⁷⁸ "Heading South", *China Economic Review*. <http://www.chinaeconomicreview.com/content/heading-south> (Consulté le 15/10/2012) "Under NAFTA, Mexico eliminated remaining tariffs on all industrial and most agricultural products imported from the US in 2003. At the start of 2008, the remaining tariffs on key agricultural products - including, most importantly, corn, beans and sugar - were allowed to lapse." (Traduit par l'auteur).

⁷⁹ Noam Chomsky, op.cit., pp.26-27.

santé et la sécurité, lesquelles peuvent toutes être remises en question en tant que 'contraintes commerciales injustes'.⁸⁰

Ainsi, nous pouvons voir qu'à de nombreuses reprises les règles n'ont pas été respectées, l'ALENA lui-même étant un accord imposé par une élite au détriment des peuples. Cet accord concrétise ainsi la domination du plus fort des trois partenaires sur les deux autres, les États-Unis, dont le PIB est trente fois supérieur à celui du Mexique. Il démontre aussi la montée en puissance de l'économie de marché et ainsi la suprématie des institutions financières et des multinationales sur les États. L'ALENA n'a en aucun cas pour objectif de créer une concurrence loyale au sein de la zone de libre-échange mais de permettre aux entreprises américaines de créer un nouveau marché rentable à exploiter tout comme l'est la propagande néolibérale.

2.3) Propagande Néolibérale : L'Elaboration de la Pensée Unique

En 1993 les dirigeants des États-Unis, du Canada et du Mexique signaient l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Les partisans du traité assuraient que la réduction des tarifs douaniers et la protection des investissements allait accélérer la croissance, créer des emplois au Mexique aussi bien qu'aux États-Unis, et dans d'autres cas, renforcer la démocratie et permettre au Mexique de rejoindre le niveau de vie des pays industrialisés. Ils expliquaient qu'il aurait une influence positive sur la société américaine, et renforcerait l'économie américaine en créant un marché intérieur plus vaste. Leur propagande peut être télévisuelle comme c'est le cas avec cet extrait du journal *Le Monde Diplomatique* rédigé par John R. MacArthur :

Suivant les recommandations de M. Carter Eskew, le conseiller en communication de M. Gore, le patron d'AlliedSignal sort de sa poche une bougie d'allumage et la brandit sur le plateau en déroulant cette tirade : « Voici une bougie, une bougie Autolite. Elle a été fabriquée à Fostoria, dans l'Ohio. Aujourd'hui, nous en produisons dix-huit millions ; demain, nous en produirons vingt-cinq millions. La question, c'est : où allons-nous les produire ? En ce moment, on ne peut pas les vendre au Mexique, parce qu'il faut payer une taxe douanière de 15 %. Mais si l'Alena est adopté, nous pourrions les vendre là-bas et donc continuer à fabriquer ces bougies à Fostoria. Ce qui veut dire qu'il n'y aura plus seulement mille cent emplois dans notre usine, mais bien davantage. (...) Ceci n'est qu'une petite partie d'une voiture. Aujourd'hui, nous exportons quatre mille automobiles au Mexique ;

⁸⁰ Noam Chomsky, *Ibid.*, p.29.

eh bien, nous en exporterons soixante mille au cours de la première année [suivant l'adoption de l'Alena], ce qui veut dire quinze mille emplois supplémentaires !⁸¹

Cette propagande de la part des élites néolibérales, pour soutenir l'ALENA, est toujours la même aujourd'hui. Selon eux, l'ALENA était aussi censé promouvoir des normes et un cadre juridique comme conditions d'adhésion future à l'accord. Le gouvernement et les défenseurs de l'accord aux États-Unis disaient espérer par ailleurs développer et ouvrir le marché mexicain aux produits américains, notamment en étendant le régime des maquiladoras à l'ensemble du territoire. Ceci avait pour but de créer ainsi plus d'emplois que l'ALENA ne risquait d'en détruire et d'éviter de trop nombreuses délocalisations. Aussi, l'article du *Monde Diplomatique* continue :

Dix-sept ans plus tard, que reste-t-il de ces promesses ? En novembre 2010, alors que les États-Unis sont empêtrés dans un marasme économique sans fin et que l'ancien mastodonte General Motors vit sous perfusion d'argent public, l'usine de Fostoria ne compte plus que quatre-vingt-six ouvriers. Ces rescapés fabriquent non plus des bougies, mais des isolateurs en céramique destinés à équiper les bougies désormais produites... au Mexique.⁸²

Cependant, ces conséquences négatives étaient sûrement présentes à l'esprit des partisans du traité. En effet, elles avaient été envisagées par d'autres spécialistes qui, contrairement à leurs collègues néolibéraux, prévenaient déjà des dangers que représentait l'ALENA. C'est le cas de la thèse de John Saxe-Fernandez dans son livre « *la compra-venta de México* », qui présente l'ALENA comme permettant aux États-Unis de s'imposer comme l'un des pôles économiques les plus importants au niveau mondial en asservissant le Mexique. Il explique ainsi que le président mexicain Salinas était sceptique par rapport à l'ALENA et affirmait que les asymétries entre les deux économies rendaient ce type d'accords peu souhaitables. D'ailleurs, de nombreuses voix s'opposaient à cet accord et des économistes annonçaient déjà les méfaits de celui-ci avant qu'il ne soit signé:

Une étude faite par le journal principal d'affaires du Mexique, *El Financiero*, a prévu que le Mexique perdrait un quart de son industrie manufacturière et 14 pour cent de ses emplois dans les deux premières années après la promulgation de l'ALENA. Les économistes prévoient que plusieurs millions de Mexicains perdront probablement leurs emplois dans les premières années après que l'accord entre en vigueur, ' explique Tim Golden au *New York Times*. Ces processus

⁸¹ John R. MacArthur, « Dans l'Ohio, les emplois volés de Fostoria », *Le Monde diplomatique*. <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/07/MACARTHUR/20763> (Consulté le 21 février 2013).

⁸² John R. MacArthur, *Ibid.*

devraient diminuer les salaires toujours plus tandis qu'ils augmentent les profits et la polarisation sociale, avec des effets prévisibles aux États-Unis et au Canada.⁸³

Le but des multinationales est de maximiser leurs profits à l'échelle mondiale, et ceci leur est d'autant plus facile depuis la dérégulation mise en place par les gouvernements de nombreux pays occidentaux en 1979. La politique économique néolibérale qui servait à promouvoir un nouveau système économique avait pour but d'augmenter les intérêts des corporations américaines et fut promu dans les années 1980 par Ronald Reagan. Les présidents suivants et leurs conseillers allaient continuer cette même politique. En effet, l'un des objectifs majeurs de la politique étrangère américaine est de créer un monde où l'économie libérale peut profiter aux sociétés supranationales américaines au maximum.

Bien entendu, si cette politique est contestée par les pays étrangers ou si ceux-ci tentent de devenir indépendant en nationalisant leurs richesses, une intervention militaire américaine est possible. En 2013, cette propagande néolibérale est acceptée et utilisée par de nombreuses institutions occidentales qui tentent de répandre l'idée que le système économique libéral est forcément l'unique possibilité sensée afin de réduire les problèmes économiques d'un pays. Pour cela, ils utilisent des terminologies récurrentes comme le font le Ministère de l'Economie et des Finances et le Ministère du Commerce Extérieur français :

De facture franchement « libérale », la politique économique menée avec constance depuis la crise dévastatrice de 1994 s'est révélée prudente et cohérente. Elle a permis au gouvernement d'entreprendre l'assainissement des finances publiques (le déficit public total a été de 2,4% du PIB en 2011) et de disposer de marges de manœuvre, certes modestes, pour adopter des mesures contra-cycliques comme ce fut le cas en 2009. Le poids relatif de l'endettement extérieur a pu être réduit progressivement tandis que la crédibilité extérieure du pays était restaurée : les agences de notation lui ont conféré le grade d'investissement dès 2000, le gouvernement est le premier emprunteur latino-américain sur le marché international et le FMI, au vu de la qualité du policy-mix, lui a accordé, à titre de précaution, sa première Ligne de Crédit Flexible dès avril 2010.⁸⁴

⁸³ Elaine Katzenberger, *op.cit.*, pp. 177 et 178. "A study by Mexico's leading business journal, El Financiero, predicted that Mexico would lose a quarter of its manufacturing industry and 14 percent of its jobs in the first two years after the enactment of NAFTA. 'Economists predict that several million Mexicans will probably lose their jobs in the first years after the accord takes effect,' Tim Golden reported in the New York Times. These processes should depress wages still further while increasing profits and social polarization, with predictable effects in the United States and Canada." (Traduit par l'auteur).

⁸⁴ Trésor Direction Générale, « Mexique », Ministère de l'Economie et des Finances et Ministère du Commerce Extérieur. <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/mexique> (Consulté le 26 février 2013).

Dans le texte ci-dessus, les objectifs en question sont principalement liés à “l’assainissement des finances publiques” et à la “crédibilité” du Mexique sur le marché international vis-à-vis des investisseurs. Aussi, le fait que les contribuables d’un pays doivent payer pour les erreurs des financiers et le poids des agences de notations sur le marché international est accepté comme étant tout à fait naturel par de nombreuses institutions économiques et gouvernements à travers le monde.

Cela est difficilement compréhensible car la pression qu’exercent les agences de notations sur un pays donné pour le forcer à suivre un système économique néolibéral démontre que la pensée unique règne sur les marchés internationaux. Seul ce que le marché pense, décide, veut est important à leurs yeux. Celles-ci sont donc plus proches des régimes dictatoriaux dans leur fonctionnement que d’une démocratie. C’est la dictature des marchés.

De plus, lorsque l’on sait que ces agences de notations peuvent être influencées par de grandes sociétés supranationales ou de grandes banques privées, les conflits d’intérêts qui s’exercent alors sont un danger pour la démocratie à l’échelle mondiale comme le démontre un article de *Marianne* :

Dans la liste des folies qui ont permis la constitution de la « bulle des subprimes », il y a l’histoire de cette agence de notation qui notait n’importe comment : Standard and Poor’s (S&P). Se souvient-on que, le jour de son effondrement, la banque Lehman Brothers était encore gratifiée d’un triple A ? Ou que les CDO, ces produits à hauts risques qui ont intoxiqué la finance mondiale, furent jugés excellents jusqu’à l’éclatement de la bulle ? C’est justement pour « manipulation de notes » sur produits toxiques que les Etats-Unis s’apprêtent à porter plainte contre S&P. L’agence – qui, par nature, note des produits d’établissements qui sont...ses clients – se défend de tout conflit d’intérêts, mais reconnaît avoir échoué à déceler le risque associé aux CDO, et le « regrette profondément ».⁸⁵

Encore selon certains observateurs, l’ALENA a permis une progression spectaculaire des échanges au sein de la zone et le libre-échange aurait été particulièrement favorable à l’économie mexicaine. Mais dans le même temps, il a aussi accentué la polarisation géographique du pays car les entreprises concernées se sont concentrées majoritairement dans la partie Nord du pays. C’est en effet ce qu’explique Dorval Brunelle, professeur de sociologie à l’université du Québec, Montréal:

L’investissement étranger dans les entreprises mexicaines a presque triplé, atteignant 11\$US milliards par an. Cet investissement est effectué aussi bien par des compagnies américaines, européennes ou asiatiques qui ouvrent des

⁸⁵ *Marianne*, N°825, du 9 au 15 février 2013, p.28.

manufactures ou des usines au Mexique afin de vendre leurs produits hors taxe aux États-Unis. Selon le ministre du Commerce, Herminio Blanco, "L'ALÉNA a placé le Mexique sur la carte...", et il a ajouté que, sans l'ALÉNA, il aurait été plus difficile de surmonter la crise économique de 1995. Ceci dit, ces avantages ont bénéficié aux États "riches" du Nord où les investisseurs ont installé 1498 usines de montage depuis 1994, à savoir: 604 en Basse californie, 246 au Chihuahua et 210 à Tamaulipas et... un seul au Chiapas.⁸⁶

L'ALENA a ainsi accentué les différences entre les régions les plus riches et les plus pauvres du Mexique. Il n'a donc pas apporté la stabilisation économique réelle du Mexique. La libéralisation économique est imposée par une élite et la libéralisation politique, la démocratie, est toujours ajournée.

Bien entendu, les avis sont partagés. D'une part, on trouve les promoteurs de l'accord qui expliquent que le Mexique a besoin de ces réformes économiques libérales afin de pouvoir survivre à la mondialisation. Dans ce sens, ils soutiennent que les investissements étrangers et les entreprises étrangères génératrices d'emplois, comme les maquiladoras, sont indispensables à la société mexicaine. En effet, le Mexique a connu la transformation la plus spectaculaire de son économie dans la période récente.

Entre 1993 et 2012, le volume du commerce entre les trois pays a plus que triplé, de 297 milliards de dollars pour atteindre environ 1 trilliard aujourd'hui.⁸⁷ De 1993 à 1999, les exportations des États-Unis ont doublé (de 134 à 253 milliards de dollars) dans la zone, contre une progression de seulement 53% de plus vers le reste du monde. Selon Amandine Weber, en 2012, le Mexique n'était pas en reste bien que ses exportations restent l'objectif principal des investisseurs étrangers :

L'INEGI informe ainsi un solde positif pour le mois de juillet de 369 millions de dollars. Les exportations ont augmenté de 1.02% en juillet à 30 milliards 722.1 millions de dollars, tandis que les importations se sont à peine confortées avec une hausse de 0.19% pour 30 milliards 352.6 millions de dollars.⁸⁸

⁸⁶ Dorval Brunelle, *op.cit.*

⁸⁷ Mathieu Arès et Christian Deblock, « L'intégration nord-américaine : l'ALENA dans le rétroviseur », Fédéralisme, Régionalisme. <http://popups.ulg.ac.be/federalisme/document.php?id=1046#tocto2> (Consulté le 26 février 2013).

⁸⁸ Amandine Weber, « Les Brèves Economiques du Mexique – Mercredi 29 Août 2012 », GJ Le quotidien des francophones du Mexique. <http://www.legrandjournal.com.mx/la-une/les-brevs-economiques-du-mexique-mercredi-29-aout-2012> (Consulté le 15 février 2013).

Par ailleurs, l'article 26 de la Constitution politique mexicaine décrit que l'Etat devra pourvoir à l'organisation d'un système de planification de type démocratique.⁸⁹ Et les articles 20 et 21 de la Loi de planification obligent les autorités mexicaines à présenter des plans de développement. Felipe Calderón a présenté un programme de développement, couvrant la période 2007-2013, dans lequel il fixe un certain nombre de priorités politiques et d'objectifs de développement. Ceux-ci s'articulent autour de cinq thèmes :

L'État de droit et la sécurité publique, la compétitivité économique et la création d'emplois, la promotion de l'égalité des chances, le développement durable, et une véritable démocratie et une politique étrangère responsable.⁹⁰

Basé sur des idéaux de paix et de sécurité économique et personnelle, le plan affirme que le but final de la politique sociale est d'améliorer la cohésion sociale du pays, la qualité de vie des Mexicains et d'assurer le plein exercice des droits et libertés dans un contexte de partage humain et de respect pour la nature. Pourtant, une grande partie des partisans libéraux ne parle que d'avantages liés aux entreprises, aux banques ou à l'État, ses régions et ses villes. Ainsi, ils favorisent l'économie à l'échelle macroéconomique et les chiffres qu'ils proposent sont très précis.

Lorsque nous nous interrogeons sur les avantages que l'ALENA aurait pu offrir aux peuples, leurs discours sont totalement différents, les chiffres sont évités ou moins détaillés, et de grandes phrases sont utilisées afin d'exprimer un accord quant à des idées telles que la liberté, la démocratie ou encore l'égalité, qu'ils ne font en fait qu'ignorer. Par ailleurs, à de nombreuses reprises, les chiffres annoncés pour les gains encaissés par les entreprises sont positifs et astronomiques tandis que les populations locales vivent toujours dans la misère. L'augmentation des échanges a profité principalement aux entreprises américaines au dépend du peuple mexicain.

L'entrée du Mexique dans l'ALENA a obligé le pays à une modernisation économique et politique rapide et de grande ampleur. En effet, les règles imposées par l'ALENA ont amené le Mexique à ouvrir son marché intérieur en 1994 à presque toutes les banques, compagnies d'assurance et agents de change étrangers, qui ont poussé les banques mexicaines à adopter les critères anglo-américains dans la gestion de l'économie. Elles sont un véritable

⁸⁹ Traduit de l'espagnol par Francisco Tortolero Cervantes, *Constitution politique des Etats-Unis Mexicains*, Institut d'Investigations Judiciaires et Université de Guanajuato. <http://www.juridicas.unam.mx/infjur/leg/constmex/pdf/constfra.pdf> (Consulté le 15 février 2013).

⁹⁰ Commission Européenne, *op.cit.*

moteur de la mise en place de réformes libérales importantes au Mexique mais également dans d'autres pays d'Amérique Latine.

Durant la crise du peso en 1995, le Mexique a par ailleurs continué de mettre en place l'ajustement économique de ces politiques: contrôle du niveau de salaire des travailleurs, taxes préférentielles pour le business et accélération du programme de privatisation. Toutes ces mesures ont été adoptées par de nombreuses nations, poussées par les économistes libéraux et les multinationales, à travers le monde. C'est le cas dans cet extrait écrit par la Commission Européenne, dans laquelle seule la confiance des investisseurs, des entreprises et des banques, dans un système financier qui leur est amical, semble pouvoir permettre la croissance économique d'un pays :

Dans les années qui ont suivi la crise de 1994, les performances économiques du Mexique se sont améliorées dans la plupart des secteurs. (...) La confiance et les investissements des entreprises ont augmenté, à l'instar des investissements étrangers directs (IED) et des exportations, tandis que les perspectives économiques du pays restent favorables et que la modernisation du secteur financier, qui présente un bilan sain, se poursuit. Cette embellie économique est due à la mise en œuvre de politiques macroéconomiques avisées.⁹¹

La propagande néolibérale a donc fonctionné. Les défenseurs du néolibéralisme continuent à diffuser leur idéologie et font croire aux peuples qu'elle est établie sur des preuves scientifiques tandis que les opposants continuent à clamer qu'elle n'est que métaphysique dans son approche. Les grandes sociétés supranationales financent la propagande soutenant le capitalisme et le libéralisme économique. Elles sont propriétaires de nombreux maisons d'éditions et de sociétés de presse, et publient énormément d'études sur l'économie et les lois liées aux entreprises. Après l'élection de Ronald Reagan en 1980, cette propagande s'est accélérée et a même été améliorée comme le décrit ici Elaine Katzenberger en citant Paul Goodman :

Aux États-Unis, nous sommes conditionnés afin de croire que la lutte populaire ne peut pas réussir. La Presse est largement employée pour maintenir un état de désespoir politique; nous nous sommes habitués à ce que Paul Goodman décrit comme "le format" : "Le format n'est pas comme la censure qui essaye de supprimer un discours et ainsi, qui le met parfois en valeur en montrant son importance. Et ce n'est pas comme la propagande qui ment simplement Le format est un discours colonisé, dont l'esprit a été cassé Le gouvernement d'une société moderne compliquée ne peut pas beaucoup mentir. Mais avec le format, même sans essai, il peut tuer le sentiment, le souvenir, l'apprentissage, l'observation, l'imagination, (et) la logique". Ceci est la formule qui nous permet

⁹¹ Commission Européenne, *ibid.*

d'accepter le nombre croissant de personnes avec des panneaux sur lesquels on peut lire "J'ai faim. Aidez-moi s'il vous plaît."⁹²

Malheureusement, ce format marche très bien. Ceux qui se plaignent des inégalités et des destructions sociales créées par le capitalisme néolibéral sont marginalisés. Les pays, les peuples, qui tentent d'échapper à cette pensée unique sont décriés et s'ils mettent en place un processus de nationalisation de leurs entreprises, peuvent vite se retrouver sur le banc des accusés. La conséquence est que de plus en plus de citoyens à travers le monde, endoctrinés, pensent que cette idéologie est la seule valable. Ils pensent que le capitalisme est le seul système viable et l'argument souvent soutenu est que si nous changions de système, de philosophie de vie, nous serions condamnés à régresser et à vivre comme au Moyen-âge. Les objectifs des sociétés supranationales et des institutions financières américaines sont différents de ceux des peuples américains et mexicains, et l'un d'entre eux concerne la maximisation des profits.

2.4) La Dictature des Marchés : Un Combat entre Sociétés Supranationales et Etats

Les multinationales occupent principalement les secteurs les plus capitalistes et les plus technologiques. Pratiquement toutes les grandes multinationales sont présentes au Mexique, ne serait-ce que par des filiales de commercialisation. Beaucoup d'entre elles ont créé des filiales de production tournées vers le marché mexicain ou ont racheté des entreprises mexicaines. Pour d'autres entreprises, le Mexique est surtout une base de délocalisations, destinée à produire à meilleur marché, de manière à mieux approvisionner le marché mondial et surtout le marché des États-Unis.

Les revenus générés pour les budgets publics par les industries exportatrices ont été presque nuls en raison de l'absence de droit de douane, de la faiblesse des niveaux d'imposition et des salaires, de l'absence de recettes publiques ou encore de la domination du commerce entre les entreprises. Il y a eu peu d'effets positifs correspondants à la très forte

⁹² Elaine Katzenberger : *op.cit.*, p.IV. "In the United States, we are conditioned to believe that popular struggle cannot succeed. The press is widely employed to maintain a state of political hopelessness; we have become used to what Paul Goodman describes as « format »: « Format is not like censorship that tries to obliterate speech, and so sometimes empowers it by making it important. And it is not like propaganda that simply tells lies....format is speech colonized, broken-spirited....the government of a complicated modern society cannot lie much. But by format, even without trying, it can kill feeling, memory, learning, observation, imagination, (and) logic.... ». This is the formula that enables us to accept the increasing number of people with signs reading, « Hungry. Please help. « (Traduit par l'auteur).

dynamique de l'activité manufacturière exportatrice. La suppression des droits de douane est un manque à gagner important pour les pays pauvres ou en voie de développement, car ils peuvent représenter près de 50 % de leurs ressources. Leur disparition a dû amener à faire des économies budgétaires importantes qui se sont faites au détriment des services publics et de la subvention aux produits de première nécessité.

L'asymétrie majeure entre les États-Unis et les pays voisins s'est également aggravée du fait de la croissance de l'investissement direct étranger. Bien avant la mise en place de l'ALENA, le contexte économique et social étant différent, il était déjà difficile de contrôler les IDE (Investissements Directs Etrangers) dans les entreprises mexicaines.

Cependant, face à cette vague déferlante d'entreprises étrangères, le gouvernement mexicain a fait voter une loi stipulant que les mexicains devaient détenir la majorité des actions alors qu'en réalité, d'après Marc Niedergang, les entreprises étrangères falsifient leurs documents afin d'aller à l'encontre de celle-ci :

Le conflit entre entreprises privées et investissements nationaux est devenu l'un des aspects essentiels du Mexique moderne. La crainte de la contagion révolutionnaire incite souvent les compagnies américaines ou étrangères à des concessions ou des compromis. Une loi votée en 1960 prévoit que des mexicains devront détenir la majorité des actions dans toutes les entreprises minières du pays. D'ici à 1985, la production d'argent mexicaine, qui est la première du monde, sera aussi aux mains des mexicains. Mais la frontière qui sépare le contrôle étatique de la liberté est difficile à définir au Mexique comme ailleurs. Les entreprises privées qui se prétendent mexicaines et nationales représentent souvent des intérêts étrangers.⁹³

Si aux États-Unis aucune industrie n'est majoritairement sous le contrôle du capital étranger, la dernière décennie a en revanche été le théâtre d'une véritable dénationalisation du capital au Mexique. Cinq des six plus importantes entreprises exportatrices sont aujourd'hui à capital 100 % étranger ainsi que la plupart des chaînes de la grande distribution. Les principales banques, à une seule exception, sont également toutes des filiales de groupes étrangers. Les IDE ont changé de secteurs car les usines de textiles, les celluloseriers et les fabriques de conserves ont relayé les anciennes mines.⁹⁴ Les lois et les investissements étrangers ont évolué assez rapidement :

⁹³ Marc Niedergang, *Les 20 Amériques latines, Tome 3*: Seuil, 1969, p.50.

⁹⁴ Marc Niedergang, *Ibid.*, p.23.

En 1961, la totalité des capitaux étrangers investis au Mexique était évaluée à 2 milliards de dollars. Et la participation proprement nord-américaine n'a cessé de grandir. Elle était de 60% en 1938. Elle dépassait les 80% en 1962.⁹⁵

Le Mexique était déjà en train de devenir une colonie économique des États-Unis. La libéralisation économique de la société mexicaine se ressent aujourd'hui à travers de nouveaux textes de lois bien plus ouverts pour les investisseurs étrangers comme le démontre ce texte de la Direction Générale du Trésor française :

Aujourd'hui la Loi sur les investissements étrangers permet, en règle générale, aux investisseurs étrangers de posséder 100% du capital social de toute société ou association, à l'exception dans certains secteurs. Toutefois et alors que la loi autorise qu'une société mexicaine puisse être constituée à 100% de capital étranger, cela ne signifie pas que celle-ci sera exempte de tout contrôle.⁹⁶

Bien entendu, le contrôle dont il est question dans ce texte sera traité ultérieurement et nous verrons qu'il est loin des attentes que l'on pourrait avoir. L'essentiel de la croissance résulte d'un modèle d'importations pour la réexportation de biens manufacturés qui ne se limite pas aux maquiladoras, même si elles sont les principales concernées. Le Mexique est ainsi devenu un important fournisseur de l'industrie américaine à bas coût et non pas une économie productive indépendante. La dépendance croissante du Mexique vis-à-vis de l'économie états-unienne pose la question de la solidité du développement mexicain.

En effet, le Mexique n'a pas eu l'opportunité de développer des structures économiques et industrielles propres. Celles-ci appartiennent en grande partie à des investisseurs étrangers qui détiennent les industries les plus compétitives tandis que le tissu économique local se dégrade sous l'effet de la trop grande concurrence liée à l'ouverture. Le tissu économique local est détruit car non compétitif face à ces multinationales et l'emploi décroît suite aux restructurations opérées par ces groupes. En général, les produits fabriqués par les pays riches et pour lesquels les pays pauvres sont compétitifs voient leur accès limités dans les pays du nord par le biais de quotas.

En matière commerciale, la croissance des échanges depuis l'ALENA ont augmenté. Mais cette augmentation s'est traduite par une aggravation du déficit commercial des États-Unis et par une dépendance accrue du Mexique vis-à-vis de son puissant voisin en matière de débouchés. Ce rapport de force permet d'expliquer les mesures protectionnistes unilatérales

⁹⁵ Marc Niedergang, *Ibid.*, p.51.

⁹⁶ Trésor Direction Générale, *op.cit.*

que les États-Unis ont pu prendre à plusieurs reprises. Une grande majorité de l'investissement direct étranger (IDE) au Mexique correspond à l'achat d'entreprises déjà existantes et non à de nouveaux investissements. Ce qui signifie que la croissance de l'IDE n'est pas mécaniquement synonyme de modernisation. De plus, il implique la suppression des chaînes productives nationales et la soumission de la production aux critères de gestion des multinationales étrangères, qui sont indifférentes aux conséquences locales de leurs décisions.

Le pouvoir excessif accordé aux investisseurs étrangers fait de cet accord une véritable constitution économique. Les régulations économiques, sociales, environnementales ou de sécurités décidées par l'État sont considérées comme des expropriations indirectes pour lesquelles les propriétaires lésés doivent être indemnisés de la même manière que l'État dédommage les propriétaires des terrains sur lesquels une autoroute va être construite. Ce fut le cas lors du conflit opposant Metalclad au gouvernement mexicain comme le décrit Martin Petit :

L'État mexicain conclut une entente avec Metalclad pour importer des déchets toxiques et les enfouir dans un site situé dans la province de San Luis Potosi. Une étude environnementale révèle par la suite que le site siège sur une nappe phréatique importante qui approvisionne la population locale en eau potable. Le gouvernement interdit donc l'ouverture du site d'enfouissement et annexe le territoire à une zone écologique. Metalclad poursuit alors le gouvernement mexicain pour une somme de 90 millions \$. Le Mexique a été condamné à payer 16,7 millions \$ US à Metalclad. Le fait de procéder à des études environnementales avant de donner l'aval à un projet est une procédure tout à fait normale et répandue.⁹⁷

Ce dernier exemple montre que l'ALENA peut aussi être utilisé par les multinationales pour attaquer non pas uniquement les services publics mais un État. En imposant des règles spécifiques de protection des IDE, l'ALENA introduit ainsi une discrimination positive en faveur des investisseurs étrangers puisque ceux-ci peuvent exiger des dédommagements en contrepartie des régulations qui lèsent leurs intérêts, tels que des taxes trop élevée ou des lois environnementales trop contraignantes.

L'ALENA initie donc une régression démocratique considérable en mettant en œuvre une nouvelle définition extensive du concept d'expropriation. Cédric Durant explique que, dans son chapitre 11, le traité donne la priorité au droit des investisseurs étrangers à réaliser

⁹⁷ Martin Petit, « Dix ans de l'ALENA, un dossier noir : L'environnement », A bâbord. <http://www.ababord.org/spip.php?article588> (Consulté le 15 février 2013).

les profits anticipés sur le droit des communautés locales ou nationales à réguler les économies en fonction de considérations sociales ou environnementales.⁹⁸

L'ALENA prône une vision extrêmement réactionnaire et unilatérale des droits de propriété considérés comme exclusivement privés et donne aux milieux d'affaires de nouvelles armes juridiques qui se situent au-delà de tout contrôle démocratique. Les gouvernements mexicains successifs se sont montrés incapable d'améliorer la situation socio-économique du pays. Les organisations paysannes ont été à la tête de plusieurs mobilisations organisées pour réclamer une nouvelle politique agricole ou pour contester les réformes néolibérales proposées par les divers présidents mexicains.

L'influence de la politique conservatrice américaine au Mexique a souvent remis en question la volonté de l'administration mexicaine de concevoir et de mettre en œuvre un programme de développement social et économique équitable. Tous les présidents ont continué à favoriser les avantages économiques des entreprises étrangères au détriment du peuple. En effet, pour le moment, lorsque les bénéfices augmentent, cela ne profite essentiellement qu'aux entreprises et aux propriétaires de capitaux, mais pas encore au peuple. Les peuples américains et mexicains subissent les restrictions d'une oligarchie qui s'approprie de plus en plus une majeure partie des richesses des pays. C'est l'analyse que fait Martin Petit des règles imposées par l'ALENA :

Rappelons qu'en vertu de l'ALÉNA, toute ressource devient marchandise dès qu'elle a été intégrée dans une seule transaction commerciale entre deux pays. En ce sens, la question de l'eau pose un sérieux problème puisqu'une seule exportation en ferait d'office un bien commercial. Si cela arrivait, il deviendrait impossible de restreindre la libre circulation de cette ressource même si la surexploitation de celle-ci peut causer des pénuries ou des déséquilibres écologiques importants. À titre d'exemples, les « produits forestiers » et le pétrole font déjà partie de ces ressources ; c'est donc dire que l'ALÉNA a retiré de facto le droit de regard de toute communauté nord-américaine sur les affaires courantes des multinationales qui œuvrent chez elle dans ces domaines.⁹⁹

Aussi, l'objectif de l'ALENA n'est pas une intégration totale mais seulement économique. Il n'y a pas de charte sociale nord-américaine définissant clairement les normes dans le domaine du travail, insistant sur les droits fondamentaux des travailleurs et des syndicats, et aussi dans le domaine de l'environnement. Si une politique structurelle environnementale et sociale plus claire n'est pas instaurée, la dérégulation du marché du

⁹⁸ Cédric Durand, « L'ALENA, UNE MECANIQUE DE REGRESSION SOCIALE ET DEMOCRATIQUE », RISAL INFO. <http://risal.collectifs.net/spip.php?article971> (Consulté le 10 janvier 2013).

⁹⁹ Martin Petit, *op.cit.*

travail nord-américain continuera à s'étendre avec les conséquences négatives que l'on connaît déjà sur les travailleurs et l'émergence d'entreprise privée qui fusionnent entre elles, de plus en plus puissante et très éloignées de toutes considérations humanitaires. Ce danger est commenté par Elaine Katzenberger :

L'attaque sur les droits des travailleurs, sur les normes sociales et la démocratie reflète dans le monde entier ce nouvel ordre économique. C'est aussi le cas concernant le rétablissement actuel aux États-Unis - le premier dans lequel les salaires baissent pour la majorité des employés, l'inégalité augmente, le chômage change à peine, et plus d'un quart des nouveaux emplois sont fournis par des agences d'aide provisoires (dont l'une d'entre elle est maintenant le plus grand employeur privé national, rapporte le magazine Fortune).¹⁰⁰

Le Mexique et d'autres pays d'Amérique Latine tentent ainsi avec beaucoup de difficulté de sauvegarder leur indépendance vis-à-vis des États-Unis et des sociétés supranationales. L'ALENA a provoqué les plus importants changements institutionnels de l'histoire du Mexique et inversé des politiques de nationalisation mises en œuvre au début des années 1980. Le niveau d'inégalité, qui s'était accentué pendant les années 1980, a eu plutôt tendance à augmenter.

Nous pouvons voir dans les objectifs américains le désir d'empêcher la formation de forteresses économiques en créant une armée mondiale pour la liberté du commerce. Ainsi, la stratégie d'intégration panaméricaine lancée par les États-Unis est conçue à Washington comme une construction par étapes, dont la première pierre est l'ALENA. L'ALENA est devenu un terrain d'essai et la base de départ, mais préfigure aussi le grand marché de l'Alaska à l'Argentine notamment via la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques). Dans ses dispositions, le projet de la ZLEA offrait l'horizon d'une intégration subordonnée au grand marché américain, donc la disparition de la souveraineté des États latino-américains :

Prévue pour entrer en vigueur en 2005, la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) semble, pour les États-Unis, moins motivée par les avantages économiques que pourraient en tirer leurs firmes que par des considérations stratégiques. Le commerce des États-Unis avec l'ensemble des autres pays latino-américains pèse en effet moins que les seuls échanges avec le Mexique. Pour la première puissance mondiale, les négociations successives d'accords commerciaux "en gigogne" sont

¹⁰⁰ Elaine Katzenberger : *op.cit.*, p.176. "The attack on worker rights, social standards, and functioning democracy throughout the world reflects this new economic order. So does the current recovery in the United States – the first one in which wages are declining for most of the work force, inequality is increasing, unemployment is scarcely changing, and more than a quarter of new jobs are provided by temporary help agencies (one of which is now the nation's largest private employer, Fortune magazine reports)." (Traduit par l'auteur).

autant de jalons d'un projet global: mettre en pratique, sur un espace toujours plus vaste, les normes économiques libérales.¹⁰¹

L'idéologie néolibérale de l'économie de marché internationale créée par le capitalisme s'est insinuée dans toutes les sphères. Tous les accords sont liés autour d'un même fil directeur qui amène des régions entières à participer au nouvel ordre mondial. Ainsi, le capitalisme provoque les mêmes résultats d'un accord à un autre. Les pays les plus riches auront tendance à peser de tout leur poids sur les relations avec leurs voisins en prenant l'ascendant tandis que ces derniers tenteront de survivre dans cette jungle où la loi du plus fort est omniprésente.

Bien entendu, les agents économiques (marchés financiers, agences de notation, entrepreneurs), comme en Europe récemment avec la Grèce, l'Espagne ou encore la France, se permettent d'exprimer leurs opinions sur la crédibilité économiques des pays et dictent ce que doivent penser les citoyens ainsi que les gouvernements et les investisseurs tandis qu'ils sont financés par des sociétés supranationales qui ne pensent qu'à asservir les pays pour mieux augmenter leurs profits. Ce qui se passe au Mexique n'est que le reflet de l'influence des Etats-Unis, de ses institutions financières et de ses sociétés supranationales dans le monde, aussi bien que celles d'autres puissances. Les accords commerciaux divers leurs permettent de se rapprocher de leurs objectifs :

Le Partenariat Transpacifique est passé à travers 16 négociations en plus de trois ans, et est resté à peu près dans le secret en dehors des 600 conseillers d'entreprise qui ont travaillé avec l'administration Obama pour développer les termes. Et ils appellent cela un accord commercial, mais c'est vraiment beaucoup plus que cela. Si vous vous souciez de la vie privée sur Internet, si vous vous souciez du système de santé, des réglementations financières, des droits du travail, de l'environnement, toutes ces questions majeures seront affectées par le Partenariat Transpacifique qui donnera plus de pouvoir aux sociétés qu'aux gouvernements pour contrôler celles-ci parce que les profits seront le but suprême, beaucoup plus importants que les besoins des gens ou la protection de la planète.¹⁰²

¹⁰¹ Alternatives Economiques n° 209 - décembre 2002, « De l'Alena à la ZLEA ». http://www.alternatives-economiques.fr/de-l-alena-a-la-zlea_fr_art_164_17665.html (Consulté le 9 février 2013).

¹⁰² http://therealnews.com/t2/index.php?option=com_content&task=view&id=767&Itemid=74&jumival=9985 (Consulté le 2 avril 2013). "The Trans-Pacific Partnership has been in 16 rounds of negotiations over three years, pretty much in secret except for the 600 corporate advisers that have been working with the Obama administration to develop the terms. And it's called a trade agreement, but it's really much more than that. If you care about internet privacy, if you care about health care, financial regulation, labor rights, the environment, all these issues will be affected by the Trans-Pacific Partnership, and they'll give corporations more power than governments to control these issues, because profits will be the ultimate goal, much more important than people's necessities or protection of the planet." (Traduit par l'auteur).

L'aide provenant des États-Unis et du FMI n'est possible que parce que le Mexique suit avec énergie la politique économique mondiale instaurée par les États-Unis et les think tanks libéraux. De plus, avec 90% des échanges mexicain avec les États-Unis dans le cadre de l'ALENA, le Mexique est assuré de toujours bénéficier du soutien des États-Unis qui ne peuvent laisser sombrer un tel partenaire dans la crise.¹⁰³ Le Mexique est ainsi devenu un important fournisseur de l'industrie américaine à bas coût et non pas une économie productive indépendante :

Il est devenu le premier pays latino-américain en termes d'échanges commerciaux grâce à son appartenance à l'ALENA (Accord de Libre Echange Nord Américain) qui, en vigueur depuis 1994, lui a permis de multiplier par 3,5 ses exportations vers le grand voisin nord-américain. Ce dernier absorbe près de 80% du total des ventes mexicaines à l'étranger (matériel et équipements industriels, en particulier dans l'automobile ; pétrole brut) (...).¹⁰⁴

Dix-neuf ans après la signature de l'accord, l'inquiétude du Mexique de passer sous la coupe économique des États-Unis s'est concrétisée avec la part croissante des multinationales américaines et plus largement des capitaux américains dans les entreprises opérant au Mexique. Ce pays peut craindre un échange illégal, qui se traduirait par un simple drainage de ses richesses vers les États-Unis. L'ALENA a pour mission d'ouvrir l'économie aux investisseurs des États-Unis, de faire venir les capitaux étrangers, en particulier les investissements directs des multinationales américaines. La stratégie peut paraître d'autant plus opportune que les États-Unis sont les principaux créanciers de la dette mexicaine. L'ALENA est pensée par le Mexique comme source de créations d'emplois, suscitée par les délocalisations, par l'implantation de filiales nouvelles venant produire pour le marché mexicain et surtout américain.

Ainsi, l'accentuation de l'interdépendance commerciale et les flux d'investissement se traduisent par une subordination croissante de l'économie mexicaine à l'égard de son puissant voisin, sans que l'on observe la convergence promise des niveaux de vie. Le Mexique aurait tiré meilleur parti de cet accord commercial s'il avait été accompagné d'une politique industrielle. Mais, à partir des années 1980, les gouvernements successifs ont abandonné toute

¹⁰³Bertholle Antionoe, *Mexique-Etats-Unis : Dix ans après l'ALENA*, IEP Lyon. http://doc.sciencespo-lyon.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/Cyberdocs/MFE2005/bertholle_a/pdf/bertholle_a.pdf. (Consulté le 5 janvier 2013).

¹⁰⁴ Trésor Direction Générale, *op.cit.*

idée de planification pour s'en remettre exclusivement aux forces du marché. La privatisation, impulsée par les néoconservateurs des années 1980 a été privilégiée sur la nationalisation des entreprises. Les forces du marché, l'économie, l'argent, priment ainsi actuellement sur l'être humain.

2.5) Un Système Elitiste : Une Population Locale Délaissée

Le 1er janvier 2013 a marqué le 19ème anniversaire de la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entre le Canada, le Mexique et les États-Unis. Pour la majorité des Mexicains, cela ne change pas leur quotidien ou alors négativement. Bien qu'il y ait eu, au cours de ces deux dernières décennies, une augmentation générale des exportations et des investissements étrangers, la performance économique du pays a été récemment concurrencée fortement par la montée économique fulgurante de la Chine. A cause de cette concurrence, les salaires sont encore tirés vers le bas. Le niveau de croissance économique reste faible et le marché du travail toujours aussi pauvre. La pauvreté est en croissance, et ce, surtout dans les milieux ruraux.

En résumé, les politiques néolibérales promues par les organismes financiers et commerciaux internationaux dans le cadre de l'ALENA ont entraîné l'écroulement des petites et moyennes entreprises, l'élimination progressive du petit paysannat, la perte de la souveraineté alimentaire, des désastres écologiques, des agressions culturelles et donc un accroissement de la pauvreté. Cette politique mise en place par les néolibéraux américains depuis 1980 fonctionne donc à merveille. Les institutions internationales et les principaux dirigeants mexicains au pouvoir ont été endoctrinés pour suivre la directive des têtes pensantes néolibérales américaines, leurs politiques impactant la population mexicaine. Les disparités économiques au sein du pays sont relevées ici par Valentine Pasquesoone :

60 millions de Mexicains vivent actuellement sous le seuil de pauvreté (avec un revenu inférieur à 180 dollars par mois) et 12 millions dans la plus extrême précarité (en dessous de 83 dollars par mois). (...) Ce pays est pourtant le 14ème au rang mondial pour sa superficie et le 11ème pour sa population, avec un PIB par habitant de quelques 9 600 dollars (source: OCDE). C'est le 5ème producteur mondial de pétrole, 9ème exportateur, et avant la crise de 2008, sa dette avait été réduite à 8% de son PIB.¹⁰⁵

¹⁰⁵ Valentine Pasquesoone, « "Fast and Furious", de l'opération ratée au scandale politique », Le Monde Amériques. http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2012/06/25/fast-and-furious-de-l-operation-ratee-au-scandale-politique_1723342_3222.html (Consulté le 19 janvier 2013).

Malgré les efforts pour augmenter les dépenses sociales, environ 38% des familles se trouvaient en 1998 sous le seuil de pauvreté, comparativement à 32% en 1977, selon la CÉPAL.¹⁰⁶ Le budget pour l'éducation a augmenté légèrement et est passé de 3,1% du PIB en 1980 à 6,1% en l'an 2000.¹⁰⁷

Loin de permettre une augmentation du niveau de vie et du bien-être des mexicains, l'ALENA a au contraire favorisé l'augmentation des inégalités. La convergence des niveaux de vie annoncée ne s'est pas produite. Bien au contraire, depuis 1994, les écarts de revenus entre les États-Unis et le Mexique se sont accrus de près de 10 %. Le niveau des salaires réels du secteur manufacturier s'établit aujourd'hui à 60 % de celui de 1980 et plus de la moitié des emplois créés pendant l'ALENA ne bénéficient d'aucune protection sociale.¹⁰⁸

L'accentuation de la compétition a entraîné une précarisation croissante des salariés ainsi qu'une réduction des revenus pour la majorité et une forte croissance des inégalités. Le bilan sur l'emploi et les salaires reste négatif. A cet égard, la pression maintenue du chômage chronique, les faibles conditions de syndicalisation de la main-d'œuvre, l'orientation libérale limitent les perspectives d'amélioration immédiate. L'Accord de libre-échange nord-américain a été dommageable à une partie importante de la population.

La politique économique libérale du Mexique, commune avec les États-Unis, impacte directement ses propres citoyens. Ainsi, des quartiers qui étaient en premier lieu illégaux, sont régularisés tandis que les autorités n'ont jamais construit de routes. Les habitants doivent s'organiser pour l'eau et l'électricité. A Tijuana, lorsque les maisons des gens les moins aisés brûlent, les pompiers ne se déplacent pas.¹⁰⁹ Cela peut ainsi nous faire penser aux États-Unis dans les années 1930 lorsque les pompiers appartenaient à des entreprises privées. En effet, les citoyens américains devaient acheter un badge dans la caserne la plus proche de chez eux, afin de prouver qu'ils avaient bien payés leur droit d'être assistés. Ainsi, les pauvres, ne pouvant s'acheter ce badge, se voyaient refuser le droit d'être aidés par les pompiers, ceux-ci ne s'arrêtant pas pour éteindre les maisons enflammées qui n'avaient pas ce fameux badge. En janvier 2003, le ministre des Finances Jésus Silva Herzog expliquait que le phénomène

¹⁰⁶ <http://www.politiquessociales.net/Lutte-contre-la-pauvrete>,¹⁰⁷ (Consulté le 15 décembre 2013).

¹⁰⁷ <http://www.politiquessociales.net/Lutte-contre-la-pauvrete>,¹⁰⁷.

¹⁰⁸ Cédric Durand, *op.cit.*

¹⁰⁹ Anne Vigna, « A Tijuana, la mauvaise fortune des maquiladoras », Le Monde Diplomatique.
<http://www.monde-diplomatique.fr/2009/11/VIGNA/18379>

mécanique créé par le capitalisme actuel est loin d'améliorer les conditions de vie de nombreux citoyens mexicains :

Les bénéficiaires se sont concentrés dans quelques secteurs et dans quelques mains et l'inégalité dans la distribution des revenus s'est aggravée, (...) On n'a pas besoin de beaucoup d'études techniques pour le constater. Il suffit de regarder les belles demeures d'un côté de la ville et les bidonvilles de l'autre.¹¹⁰

Comment, dans un tel environnement, ne pas voir le côté négatif de la privatisation qu'apporte et promeut le capitalisme néolibéral ? Comment Tom Palmer et bien d'autres encore peuvent-ils encore prétendre que le capitalisme et la libéralisation des marchés qui s'ensuit, sans contrôle aucun, et que la recherche de la compétitivité et de la rentabilité à l'extrême sont ce qui fait naturellement avancer le monde et la démocratie, et qu'ils permettent l'érosion de privilèges ancrés de longue date. Bien entendu, la réalité fait que la pauvreté extrême pousse toujours des milliers de mexicains chaque année à franchir la frontière avec les Etats-Unis.

Le problème est que les classes sociales à travers le monde entier vivent une relation compliquée dont le mépris est l'un des principaux sentiments. La classe technocratique mexicaine, une bonne partie de la classe moyenne et des milieux d'affaires, sont aveuglées par le modèle américain, par l'obsession de la consommation et de l'argent, par le mépris des Indiens et des pauvres. Nous pouvons ainsi observer qu'une véritable guerre économique, une guerre des classes, est livrée sur le territoire mexicain. Cette guerre économique reflète ce qui se passe à grande échelle sur les marchés internationaux, donc dans tous les pays qui peuvent être la proie d'un système capitaliste inhumain seulement à l'écoute des grandes multinationales et des marchés financiers. Leur réponse au problème migratoire vers les Etats-Unis peut parfois même être cynique :

''Des millions vont venir', pense Bertand Schneider du Club de Rome. 'Qui donnera l'ordre de tirer pour les éloigner?'.¹¹¹

Aussi, l'argument typique des économistes, industriels et politiciens néolibéraux qui expliquent que les nouveaux pays industrialisés, comme le Mexique, semblent être les

¹¹⁰ Jean-Paul Marthoz, « Le laboratoire de la mondialisation », *Enjeux Internationaux*. http://www.enjeux-internationaux.org/articles/num1/lab_mond.htm (Consulté le 29 août 2012).

¹¹¹ Hans-Peter Martin and Harald Schumann, *op.cit.*, p.39. "“Millions will come”, expects Bertand Schneider of the Club of Rome. ‘Who will give the order to shoot to keep them out?’”

gagnants de la mondialisation économique car ils ont profité d'une main d'œuvre qualifiée et à faible coût n'est pas ancré dans la réalité quotidienne du peuple mexicain. Le Mexique aurait selon eux bénéficié d'investissements très importants en provenance des pays riches, ce qui lui aurait permis de construire une économie moderne.

D'ailleurs, une économie moderne, suivant la doctrine fondamentaliste américaine, ne signifie pas exempt de tout reproche. En effet, le bilan de la mondialisation économique pour ces nouveaux pays industrialisés est très contrasté. Pour le Mexique, le bilan total n'est guère brillant même s'il bénéficie de la mondialisation au niveau du pays. S'il est vrai que le PIB du pays est passé de 420,8 milliards de dollars en 1994 à environ 1350 milliards en 2007, les fruits de cette politique ont généré de nombreuses inégalités :

Le LAC a conclu que l'accord constituerait une véritable mine d'or pour les investisseurs mais qu'il nuirait aux travailleurs américains et aussi, vraisemblablement, aux travailleurs mexicains. L'une des conséquences probables de l'accord est l'accélération de la migration des populations rurales vers les régions urbaines, les producteurs mexicains de maïs étant balayés par l'industrie agricole américaine. Cette situation entraînerait une diminution des salaires, qui ont déjà connu une brusque baisse au cours des dernières années et qui resteront probablement peu élevés, grâce à la poursuite de la dure répression qui représente un élément crucial du « miracle économique mexicain » tant encensé. L'économiste David Barkin rapporte que la part du revenu personnel de la classe ouvrière mexicaine est passée de 36% vers 1975 à 23% en 1992. Moins de 8 000 comptes bancaires -dont 1 500 appartenant à des étrangers – contiennent plus de 94% des actions publiques...¹¹²

L'ALENA est ainsi un outil dont la finalité est de permettre une continuité de la stratégie économique néolibérale américaine afin de contrer les risques propres à toute alternance dans le cadre d'un processus électoral ouvert. Succédant à des décennies d'autoritarisme en Amérique latine, ce type d'accord semble se présenter pour les multinationales comme une forme d'assurance contre les risques de changements qu'induit la démocratie représentative, qui pourrait ultérieurement nuire à leurs bénéfices en instaurant une nationalisation des biens. Cette stratégie du gouvernement américain et des institutions capitalistes a pour objectif de s'assurer le contrôle d'un pays à long terme. Ceci est décrit dans l'extrait de texte qui suit, tiré du livre écrit par John Perkins, *Confessions of an Economic Hitman* :

¹¹² Noam Chomsky, *op.cit.*, p.28.

Par exemple, si la décision était faite de prêter 1 milliard de \$ à un pays pour persuader ses leaders de ne pas s'aligner sur l'Union soviétique, je comparerais les avantages de placer cet argent dans des usines avec les avantages de placements dans un nouveau réseau ferroviaire national ou un système de télécommunications. (...) L'aspect sous-jacent de chacun de ces projets était qu'ils étaient destinés à créer de grands profits pour les entrepreneurs et de rendre une poignée de familles riches et influentes dans les pays de réception très heureux, en assurant la dépendance financière à long terme et donc la fidélité politique de gouvernements dans le monde entier. Plus le prêt est grand, mieux c'est. Le fait que le fardeau des dettes placé sur un pays priverait ses citoyens les plus pauvres de santé, d'éducation et d'autres services sociaux pendant les décennies à venir n'était pas pris en considération.¹¹³

Après presque vingt ans d'ALENA, le Mexique est aujourd'hui victime des méfaits de cet accord libéral prônant une concurrence exacerbée. Le capitalisme produit des vainqueurs en se nourrissant des perdants. Le fait de souligner ce point montre l'insuffisance de structures institutionnelles aptes à réduire les impacts négatifs causés par le capitalisme et à prendre en charge les éventuels perdants. C'est ainsi une guerre des classes qui a lieu dans le monde et ceci est une réalité. D'ailleurs, Warren Buffett, investisseur professionnel, et l'un des hommes les plus riches du monde, l'explique ouvertement :

Il y a une guerre des classes, c'est vrai, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui la mène, et nous sommes en train de la gagner.¹¹⁴

L'ALENA n'est pas une Union économique. Contrairement à l'Union Européenne, il n'existe pas de politique économique commune, ni de politique pour réguler la concurrence. Il n'existe pas non plus de volet social à l'accord ni de politique commune de l'environnement. L'ALENA n'est pas une union monétaire, il n'existe aucun mécanisme de régulation des échanges bilatéraux. Et enfin, il n'est pas doté d'institutions politiques. Il n'y a pas de Conseil, pas de Commission, pas de parlement ni de cour de justice. C'est pour cela que dès sa

¹¹³ John Perkins, Confessions of an Economic Hit Man, p.19. http://library.uniteddiversity.coop/Money_and_Economics/confessions_of_an_economic_hitman.pdf. (Consulté le 27 mars 2013). "For example, if a decision was made to lend a country \$1 billion to persuade its leaders not to align with the Soviet Union, I would compare the benefits of investing that money in power plants with the benefits of investing in a new national railroad network or a telecommunications system. (...) The unspoken aspect of every one of these projects was that they were intended to create large profits for the contractors, and to make a handful of wealthy and influential families in the receiving countries very happy, while assuring the long-term financial dependence and therefore the political loyalty of governments around the world. The larger the loan, the better. The fact that the debt burden placed on a country would deprive its poorest citizens of health, education, and other social services for decades to come was not taken into consideration." (Traduit par l'auteur).

¹¹⁴ Susan George, *Cette fois en finir avec la démocratie. Le rapport Lugano II* : 2012, Seuil, Paris, p.7.

signature, de nombreuses entreprises se sont libérées de toute contrainte sociale et ont appliqué au Mexique ce qu'elles souhaitent établir dans le monde entier :

Peu de temps après le vote sur l'ALENA au Congrès, les ouvriers furent renvoyés de Mexican Honeywell et des usines GE pour avoir essayé d'organiser des syndicats indépendants. Ceci est une pratique courante. La compagnie Ford Motor renvoya sa main-d'œuvre mexicaine entière d'une usine en 1987, éliminant le contrat syndical et réembauchant des ouvriers à des salaires bien inférieurs. La répression brutale a écrasé les protestations. Volkswagen, avec le soutien du Parti révolutionnaire Institutionnel (PRI), a fait de même en 1992, et licencia ses quatorze mille ouvriers mexicains et réembauchant seulement ceux qui renonçaient aux dirigeants syndicaux indépendants. Ceux-ci sont les composants centraux du 'miracle économique' qui doit être 'fermé' par l'ALENA.¹¹⁵

Du côté américain, l'augmentation de l'emploi qu'aurait dû créer l'ALENA, selon les déclarations de Bill Clinton, n'est pas au rendez-vous. Elaine Katzenberger signale que des études plus récentes ne sont pas aussi optimistes :

Un rapport récent fait par l'Institut de Politique économique de gauche a constaté que le traité a coûté des emplois aux Etats-Unis. Selon le rapport de 2010, le déficit commercial des Etats-Unis avec le Mexique a coûté aux Etats-Unis près de 700 000 emplois.¹¹⁶

Enfin, il existe des analyses spécifiques qui établissent un lien entre le traité de libre-échange et l'application de politiques publiques concrètes. Par exemple, selon Bill Clinton, concernant le marché du travail, le gouvernement mexicain était censé établir des politiques destinées à promouvoir les PME grâce à l'ALENA. Ceci aurait été bénéfique au niveau régional. Pour le Mexique, le résultat n'est guère brillant. En l'absence de mécanismes permettant d'atténuer les impacts économiques ou sociaux négatifs d'une compétition inégale avec l'appareil productif américain, 28 000 petites et moyennes entreprises ont fait faillite en

¹¹⁵ Elaine Katzenberger, *op.cit.*, p.179. "Shortly after the NAFTA vote in Congress, workers were fired from Mexican Honeywell and GE plants for attempting to organize independent unions. This is standard practice. The Ford Motor Co. Fired its entire Mexican work force at one plant in 1987, eliminating the union contract and rehiring workers at far lower salaries. Brutal repression crushed protests. Volkswagen, with the backing of the Institutional Revolutionary Party (PRI), followed suit in 1992, firing its fourteen thousand Mexican workers and rehiring only those who renounced independent union leaders. These are central components on the 'economic miracle' that is to be 'locked in' by NAFTA." (Traduit par l'auteur).

¹¹⁶ Bonnie Kavoussi, "NAFTA Raised Wages In The U.S., Mexico And Canada, Study Finds", [The Huffington Post](http://www.huffingtonpost.com/2012/11/12/nafta-wages-pay-united-states-mexico-canada_n_2118378.html).http://www.huffingtonpost.com/2012/11/12/nafta-wages-pay-united-states-mexico-canada_n_2118378.html (Consulté le 23 février 2013). "A recent report by the left-leaning Economic Policy Institute found that the treaty has cost the U.S. jobs. The U.S.' trade deficit with Mexico has cost the U.S. nearly 700,000 jobs as of 2010, according to the report."

moins de dix ans. Au cours de la seule année 2000, ce sont 200 000 emplois qui ont disparu.¹¹⁷

Ainsi, le gouvernement Mexicain a demandé un approfondissement de l'ALENA avec des mesures en faveur des zones les moins développées et des groupes sociaux vulnérables ainsi qu'un acheminement vers une libre circulation des personnes. Le gouvernement mexicain espère bien à terme dépasser le simple accord commercial pour une intégration plus poussée. Il faudrait pour cela, que les États-Unis assument un certain nombre d'obligations à l'égard du partenaire mexicain et des peuples pour que le libre-échange se traduise en prospérité. Car aujourd'hui, ce n'est plus la question commerciale mais celle des investissements qui est au centre de la mondialisation capitaliste et, comme nous l'avons vu, l'ALENA est beaucoup plus qu'un simple accord de libéralisation des échanges. En établissant une supériorité des droits du capital sur ceux de l'expression souveraine des peuples, le traité prend la forme d'une constitution économique.

2.6) L'Agriculture : La Mainmise des Entreprises Etatsuniennes

À la fin du XIXe siècle, la demande internationale de cordages pour les nouvelles machines agricoles provoque le développement de la monoculture du henequen (ou sisal) et du servage pour dettes au Yucatan. Durant les tensions de la révolution mexicaine, le 25 novembre 1911, Zapata publia le « Plan de Ayala ».¹¹⁸ Ce texte réclamait la restitution aux populations indiennes d'un tiers des territoires communaux spoliés par les propriétaires terriens. Ce plan révolutionnaire était le premier au monde à évoquer l'idée d'une réforme agraire et d'une meilleure distribution des terres et des richesses. Les paysans mayas participèrent à la révolution mexicaine et luttèrent en faveur de l'*ejido*, propriétés collectives attribuées à un groupe de paysans pour y effectuer des travaux agricoles. Malgré la concurrence d'autres pays, puis des fibres synthétiques, l'État mexicain prit en charge, dans les années soixante, la culture et la transformation de l'agave et améliora les conditions de vie des producteurs.

¹¹⁷ Omar Aktouf et Mohamed Ouali Yacine, *Cuba, Mexique et Québec : Étude de la situation socioéconomique de trois proches voisins des États-Unis*, Cahier de recherche no 04-07 Septembre 2004, HEC Montréal. http://www.hec.ca/recherche_publications/direction_recherche/cahiers_recherche/2004/0407.pdf. (Consulté le 6 janvier 2013).

¹¹⁸ Robert Paris, « Emiliano Zapata et la Révolution Mexicaine », Matière et Révolution. <http://www.matierevolution.fr/spip.php?article969> (Consulté le 9 février 2013).

Cependant, la crise économique qui commence en 1982 et les programmes d'ajustement structurel conduisent à changer de modèle. Entre 1990 et 1992, le marché du henequen est libéré et l'*ejido* individualisé. 30 225 *ejidatarios* sont licenciés avec 24 mois de salaire minimum comme viatique et 12 200 sont retraités prématurément avec une pension de 30 % du salaire minimum.¹¹⁹

L'ALENA accélère encore le phénomène. L'agriculture reste un point extrêmement sensible dans les négociations. Au Mexique, celle-ci a été totalement sacrifiée au profit des multinationales étrangères. Abandonnés par leur gouvernement et étranglés par l'importation de produits agricoles américains vendus à des prix qu'ils ne peuvent égaler, les agriculteurs s'en vont grossir la misère des villes mexicaines ou émigrent aux États-Unis, livrant la campagne aux multinationales. C'est ce qu'explique Elaine Katzenberger :

Durant la réforme économique de la décennie passée, le nombre de personnes vivant dans une pauvreté extrême dans les zones rurales du Mexique a augmenté de presque un tiers. La moitié de la population totale du pays manque de ressources pour répondre aux besoins de base, une augmentation spectaculaire depuis 1980. En suivant les prescriptions de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI), la production agricole a été tournée vers l'exportation et la nourriture animale - une politique qui a profité aux entreprises agroalimentaires, aux consommateurs étrangers et aux secteurs riches du Mexique au détriment de la population générale. La malnutrition est devenue un problème de santé majeur, l'emploi agricole a diminué, les terres productives ont été abandonnées et le Mexique a commencé à importer des quantités importantes de nourriture. Les salaires réels dans les usines de fabrication sont tombés brusquement. La part du travail dans le produit intérieur brut, qui était monté jusqu'au milieu des années soixante-dix, a depuis régressé de plus d'un tiers.¹²⁰

Les États-Unis et le Mexique sont convenus d'éliminer tous les droits de douane, quotas à l'importation et licences. Ces accords ont eu des conséquences bien entendu désastreuses. Les produits de grande consommation produits par les firmes américaines

¹¹⁹ Arlette Gautier « Genre, travail et solidarités dans l'ex-zone hénéquénera du Yucatan », *Autrepart* 3/2007 (n° 43), p.73-88.

http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=AUTR_043_0073&DocId=11855&Index=%2Fcairn2Idx%2Fcairn&TypeID=226&BAL=anQQDjYYjlvYM&HitCount=3&hits=1a3d+bf8+11+0&fileext=html

¹²⁰ Elaine Katzenberger, *op.cit.*, pp. 177 et 176. "In the past decade of economic reform, the number of people living in extreme poverty in rural areas of Mexico has increased by almost a third. Half of the country's total population lacks resources to meet basic needs, a dramatic increase since 1980. Following World Bank-International Monetary Fund (IMF) prescriptions, agricultural production was shifted to export and animal feeds – a policy that benefited agribusiness, foreign consumers, and affluent sectors in Mexico at the expense of the general population. Malnutrition became a major health problem, agricultural employment declined, productive lands were abandoned, and Mexico began to import massive amounts of food. Real wages in manufacturing fell sharply. Labor's share in the gross domestic product, which had risen until the mid-seventies, has since declined by well over a third." (Traduit par l'auteur).

envahissent le marché mexicain ruinant les producteurs et agriculteurs locaux. Les rachats d'entreprises industrielles et de banques mexicaines par des capitaux américains s'intensifient, et les produits agricoles mexicains subissent de plein fouet la concurrence des productions américaines avantagées par les subventions et les OGM.

Dans le sens inverse, les États-Unis remplacent les droits de douane par des réglementations qui ont pour but de freiner l'accès des produits mexicains sur le territoire américain. L'hypocrisie est phénoménale. Les États-Unis promeuvent un libéralisme total, l'appliquant principalement lorsqu'ils exportent leurs produits tandis qu'ils appliquent un protectionnisme, qu'ils n'hésitent pas à critiquer si d'autres nations dans le monde le mettent en place lorsqu'ils importent des produits étrangers. Comme toujours, entre deux partenaires très inégaux, la libéralisation ne profite qu'au plus fort selon Claudia Martinez :

Le premier janvier 2008, le chapitre agricole de l'ALENA est entré en vigueur au Mexique, permettant une ouverture commerciale totale (levée des tarifs douaniers) de produits très sensibles pour l'économie et l'alimentation mexicaine, soit le maïs, les haricots, le sucre et le lait en poudre. Ce sont 8 millions de paysans qui seront affectées, sans parler de l'augmentation du prix des denrées de base qui affectera l'ensemble de la population. Olegario Carrillo Meza, coordinateur de l'Union nationale des organisations régionales paysannes autonomes décrit la situation : « La libéralisation commerciale promue par le néolibéralisme a provoqué de graves problèmes sociaux et économiques dans les communautés rurales dont la principale activité économique est l'agriculture : abandon et concentration de la terre, intensification de la migration de la campagne à la ville et aux États-Unis, augmentation de la pauvreté, et augmentation de la marginalisation rurale et urbaine. De plus, « les transnationales de l'alimentation contrôlent les marchés et détruisent la capacité des petits producteurs qui ne peuvent pas entrer en compétition contre les importations sur leur propre marché. C'est la loi de la jungle...¹²¹

Les impacts du libre-échange sont donc désastreux pour les agriculteurs, les paysans, les consommateurs et l'environnement. Chaque jour, au Mexique, plus de 600 paysans sont expulsés de leurs terres à cause des importations à bas prix déversées sur le marché mexicain par les multinationales de l'agrobusiness, et à cause aussi des projets néolibéraux de développement.

Les États-Unis comptent maintenant près de six millions de mexicains sans papiers. Chaque année, près de 700 000 personnes en provenance d'Amérique latine entrent sur le territoire américain, légalement et illégalement. La question de l'immigration illégale empoisonne les relations entre les États-Unis et le Mexique. Les illégaux vivent dans la

¹²¹ Claudia Martinez, « Les Impacts de la Nouvelle Phase de l'ALENA au Mexique », [Presse-toi à gauche](http://www.pressegauche.org/spip.php?article1354). <http://www.pressegauche.org/spip.php?article1354> (Consulté le 10 février 2013).

crainte d'être pris par les officiers de l'immigration tandis que les agriculteurs californiens sont très heureux de pouvoir trouver une main-d'œuvre docile et moins cher pour des travaux que ne veulent plus effectuer les citoyens américains dans les mêmes conditions.

Mais la terre n'est pas qu'une source de revenu, c'est la base de l'identité et des traditions pour une majorité de Mexicains ruraux. L'ALENA était censé offrir un cadre défini et équitable aux relations commerciales entre le Mexique et ses deux voisins, mais il a empiré la situation. Les Zapatistes, ainsi que de nombreux groupes altermondialistes, dénoncent en bloque les accords économiques de l'ALENA qui aurait, selon eux, provoqué une détérioration de la situation socio-économique et environnementale du pays. Ils rejettent le modèle économique néolibéral et réclament, entre autres, une répartition égalitaire des richesses du pays et le respect des droits et de l'autonomie des peuples autochtones. Ce sont des millions d'agriculteurs Mexicains qui ont été touchés depuis les accords de l'ALENA :

En 2000, une étude du professeur Alejandro Nodal, du Collège de Mexico, révélait que, depuis 1994, quinze des vingt millions de paysans mexicains avaient perdu une source de revenus suffisante pour envisager d'abandonner leur terre.¹²²

Cela s'est aggravé de plus en plus au cours des années suivantes. Le traité a placé sur le même plan le secteur agricole des trois pays, niant au Mexique son statut de pays en voie de développement et la nécessité de lui accorder un traitement préférentiel. L'élimination des barrières douanières sur les produits agricoles, intervenue en janvier 2003, et la baisse graduelle des tarifs à l'importation a précipité les petits paysans mexicains dans une impasse.

Au Mexique, le maïs à lui seul occupe 60 % des terres cultivées et équivaut à 60 % de la valeur produite par toute l'agriculture. Il fait vivre les familles de trois millions de paysans et 40% des travailleurs de tout le secteur agricole, soit 8 % de la population du pays.¹²³ Les paysans mexicains vivaient du maïs depuis plus de 8000 ans jusqu'à ce que l'ALENA, en seulement une décennie, impose une augmentation de 40% des importations de maïs américain vendu entre 25% et 33% moins cher que son propre coût de production.¹²⁴

¹²² André Maltais, « L'ALÉNA vide les campagnes ! Du maïs états-unien pour le Mexique », N° 220 - juin 2003, *l'aut'Journal*. <http://archives.lautjournal.info/autjourarchives.asp?article=1449&noj=220> (Consulté le 10 février 2013).

¹²³ François Chevalier, *Ejido et Stabilité au Mexique*, Persée. http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1966_num_16_4_392950 (Consulté le 8 février 2013).

¹²⁴ François Chevalier, *ibid.*

Maintenant, le Mexique est le deuxième importateur de maïs américain.¹²⁵ Aussi, depuis l'ALENA, environ vingt millions de Mexicains, la plupart producteurs de maïs, vivent dans des conditions extrêmement précaires à la campagne :

Les douleurs dentaires, surtout liées à la malnutrition, sont extrêmement fréquentes ici. L'éphémère miracle que provoque l'aspirine, libéralement distribuée sur leur passage par les sectes états-uniennes envoyées au Chiapas pour démoraliser la population, est d'ailleurs un puissant argument pour leur besoin (...) Ici, il y a beaucoup de maladies parasitaires, des diarrhées, d'autres troubles digestifs, des maladies respiratoires, gynécologiques, et aussi des troubles liés à la dénutrition.¹²⁶

Les dirigeants du pays ont ainsi consenti à un choc extrêmement violent dans les campagnes où vivait près du tiers de la population mexicaine. Pour participer à l'ALENA, le Mexique a dû amender la constitution post-révolutionnaire de 1917 qui interdisait la vente des terres aux étrangers et mettait en place une gestion collective de la terre dans le cadre des Ejidos. Celle-ci garantissait aux indigènes et aux paysans un droit d'usage sur de petites parcelles qui ne pouvaient être vendues. Les terres cultivées sont de moins en moins nombreuses amenant le nombre de paysans à diminuer. D'après Laonon, la privatisation des ejidos et la fin de la réforme agraire en 1992 ont fait perdre aux agriculteurs leur emploi et leur accès à la sécurité sociale :

Toujours sous pression des bailleurs de fond, la constitution de 1917 est révisée en 1992, pour permettre de mettre fin aux redistributions et permettre l'aliénation des parcelles *ejidales*. (...) Les bénéficiaires de la réforme agraire qui ne pouvaient pas accéder aux crédits qui leur aurait permis d'exploiter eux-mêmes leurs parcelles, peuvent vendre ces dernières et quitter les ejidos pour aller chercher du travail en ville (...). De plus, on autorise désormais des sociétés anonymes d'exploiter des superficies jusqu'à 8 fois supérieures aux plafonds de surfaces jusqu'alors autorisés aux particuliers. (...) Enfin, la réforme de la constitution met définitivement fin aux redistributions foncières, et donc à l'espoir de très nombreux paysans minifundiaires ou sans terre. En 1991, on comptait 3 millions de paysans sans terres, ce nombre est dans l'absolu très proche de celui d'avant la réforme agraire, 75 ans auparavant ! La majorité de ces paysans n'ont jamais eu accès aux redistributions de terres, et leurs héritiers ont augmenté du fait de l'accroissement démographique.¹²⁷

¹²⁵ « Le Mexique sous la pression de Monsanto, le centre historique du maïs menacé de contamination génétique ». Combat Monsanto. <http://www.combat-monsanto.org/spip.php?article176> (Consulté le 2 avril 2013).

¹²⁶ Doray Bernard et de la Garza Concepción, « Marche zapatiste : le centre, la marge et le coup de botte », *Sud/Nord*, 2001/2 no 15, p.168.

¹²⁷ Laonon, « Réformes agraires et révoltes paysannes au Mexique », Immersion dans une Amérique Latine paysanne. <http://immersionamericainepaysanne.wordpress.com/2012/08/03/reformes-agraires-et-revoltes-paysannes-au-mexique/> (Consulté le 8 février 2013).

Une fois le traité entré en vigueur, les exploitations mexicaines se sont retrouvées en concurrence avec celles plus modernes et plus subventionnées des États-Unis. Ces derniers ont ainsi pu déverser leurs marchandises au Mexique sans que celui-ci ne puisse se défendre. Pour beaucoup, l'ALENA a donc été un marché de dupes dans le domaine agricole. En 2002, le Mexique a dépensé 78% de ses exportations de pétrole dans l'importation de produits alimentaires.¹²⁸ Les États-Unis exportent leurs produits agricoles au Mexique à un prix inférieur au coût de production, ce qui fait baisser les prix et dérange la vente des produits locaux. En moyenne, un agriculteur américain reçoit 30 fois plus de subventions que son homologue mexicain.

Par conséquent, l'impact de la politique néolibérale américaine sur les indiens et les agriculteurs au Mexique est très négative. La magnifique avancée économique mise en avant par les économistes ou politiciens américains profite uniquement aux grandes corporations étrangères, surtout américaines, mais non pas au peuple mexicain. L'agrobusiness américain (ADM, Cargill, ConAgra, ...) bénéficie de milliards de dollars américains en bien-être social corporatif, sous forme de subventions à l'exportation, et de millions de dollars provenant des programmes d'aide alimentaire. L'agriculture mexicaine est donc confrontée à l'agriculture productiviste états-unienne, qui en plus d'un avantage technologique dispose d'un avantage d'échelle :

Entre 1994 et 2000, la balance agricole est passée de + 581 millions de dollars à - 2 148 millions. En 1990, les importations des 10 produits de base s'élevaient à 8,7 millions de tonnes et en 2000, à 18,5 millions, soit une augmentation de 112%. Avant l'entrée en vigueur de l'ALENA, l'importation de maïs était de 2 millions de tonnes et en 2001, de 148 millions.¹²⁹

Au Mexique, l'importation massive a fait baisser la valeur des produits agricoles locaux. Les politiques protectionnistes des États-Unis et le fait que le libre-échange entre partenaires inégaux finit toujours par favoriser le plus fort ont eu pour conséquence un accroissement très net de la dépendance alimentaire du pays et la disparition de 1,78 millions d'emplois.¹³⁰ La pauvreté a sensiblement augmenté dans les campagnes et touche désormais

¹²⁸ Jean-Paul Marthoz, *op.cit.*

¹²⁹ "ORIGINE, OBJECTIFS ET EFFETS DE L'ALCA", CETRI. <http://www.cetri.be/spip.php?article195> (Consulté le 20 septembre 2012).

¹³⁰ Cédric Durand, *op.cit.*

près de 70 % de la population rurale.¹³¹ En dépit de cette profonde transformation du secteur agricole, les citoyens n'en ont tiré pratiquement aucun bénéfice puisque la pression à la baisse sur les prix payés aux producteurs n'a pas été répercutée sur les prix à la consommation.

L'agriculture a été sacrifiée par l'ALENA. L'ALENA s'est traduit par un fort accroissement des importations d'aliments qui a durement frappé les petits producteurs. Par conséquent, l'exode rural a explosé depuis dix ans et, comme il y a moins d'emplois dans les maquiladoras actuellement, le nombre de Mexicains qui traversent la frontière illégalement continue d'augmenter :

De fait, on dénombre 2,5 millions de ruraux supplémentaires au Mexique dans la décennie 1990 sur une population rurale de 25 millions, soit un quart de la population nationale. Les transformations économiques ont eu des effets d'entraînement insuffisants. Le solde positif de 500 000 emplois dans l'industrie (via les usines d'assemblage – maquiladoras – qui se sont étendues à tout le pays) n'a pas compensé le repli du secteur agricole (moins 1,3 millions d'emplois), ce qui n'a pas fait progresser la convergence espérée des rémunérations entre les deux pays [Léonard, Losch, 2005, p. 2]. En contrepartie, les transferts d'argent en provenance des émigrés auraient, quant à eux, été multipliés par cinq en dix ans. De près de 4 milliards de dollars en 1995, ils ont dépassé les 20 milliards en 2005 et positionnent le Mexique comme troisième pays récipiendaire de ce type de fonds après l'Inde et la Chine, même s'ils ne représentent que 2,5 % du Produit intérieur brut mexicain.¹³²

Ce processus aurait pu s'étendre à toute l'Amérique latine et beaucoup plus rapidement si le Plan Puebla Panama (PPP) avait abouti. Ce plan fut lancé par les Etats-Unis et soutenu par le président mexicain Vicente Fox en 2001, homme d'affaires formé à Harvard et ancien directeur général de Coca-Cola Mexique. Le Plan Puebla Panama aurait consisté à quadriller les terres indiennes qui, en Amérique Centrale et du Sud, luttent avec acharnement pour le maintien d'une agriculture nourricière peu polluante et d'une organisation collective et solidaire de la production. Cependant, le Plan Puebla Panama a de la difficulté à être mis en place car les enjeux sont connus et très bien compris par les populations concernées :

Il prévoit l'éclatement du Mexique : sa division en deux par une voie de chemin de fer aux allures de nouveau canal de Panama, doublée d'un second mur, anti-immigration, qui séparerait un Nord absorbé dans le giron états-unien et un Sud dont les richesses naturelles et les ressources touristiques, tout comme celles des

¹³¹ Cédric Durand, *ibid.*

¹³² « Le temps des conséquences », *Revue de l'OFCE* 2/2009 (n° 109), p. 144-170. <http://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2009-2-page-144.htm>.

petits pays d'Amérique centrale, seraient promises à une mise en coupe réglée sur fond d'écrasement culturel des communautés indigènes.¹³³

Les multinationales américaines sont donc les grands bénéficiaires du dumping de produits agricoles et du déplacement des paysans au Mexique tandis qu'elles ne se préoccupent guère de la santé des peuples qu'elles exploitent. Elles fusionnent entre elles pour encore plus de pouvoir et de profits et profitent du prix dérisoire du maïs importé au Mexique.

L'une des gagnantes de l'ALENA est l'entreprise Gruma, aussi connu sous le nom de Maseca, et qui monopolise la production de la farine de maïs servant à préparer les tortillas (aliment de base au Mexique), et a grandement profité des importations à bas prix provenant des États-Unis et du Canada. L'entreprise américaine Archer Daniels Midland (ADM) est aussi une des grandes bénéficiaires du libre-échange, aux frais des agriculteurs, des consommateurs et de l'environnement. Ses profits ont plus de doublé depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA, passant de 110 à 284 millions de dollars américains en 2012. ADM fait partie des premières entreprises au monde à exporter du maïs, à produire de la farine, à broyer et exporter du soja, de l'éthanol, du cacao et des céréales.

ADM fait aussi la promotion des OGM, particulièrement de maïs et du soya.¹³⁴ Les installations montréalaises d'ADM font actuellement partie du circuit de commercialisation du blé transgénique de Monsanto, après l'autorisation par le gouvernement canadien. Monsanto, entreprise américaine spécialisée dans les biotechnologies végétales, a déjà mis en place un système de vente de céréales OGM à travers le monde. Les conséquences sont connues mais étouffées par cette firme, les gouvernements ainsi que les médias principaux.

L'objectif de cette entreprise est de créer des pays dépendants de ses ventes céréalières. En effet, les céréales qu'elle vend à travers le monde sont annuelles, elles ne peuvent pas se reproduire et être cultivées l'année suivante. Les agriculteurs doivent donc impérativement racheter des céréales chaque année à Monsanto pour leurs cultures. Le Mexique, voisin direct des États-Unis est donc l'un des principaux pays concernés et confrontés au pouvoir de cette multinationale :

La dispersion du pollen par le vent est déjà considérée responsable pour la contamination du maïs dans l'État voisin du Sinaloa, une région frontalière avec les États-Unis, où Greenpeace a conduit des tests en 2007 montrant des traces de maïs transgénique dans 96% des échantillons prélevés dans neuf municipalités. Le

¹³³ Doray Bernard et de la Garza Concepción, *op.cit.*, p.170.

¹³⁴ Bouffe et Résistance. <http://tao.ca/~kev/images/11x17posterFR.pdf> (Consulté le 22 février 2013).

Sinaloa est le premier Etat producteur de maïs du Mexique. Aleira Lara, la coordinatrice de la campagne OGM de Greenpeace Mexique, considère que le confinement des cultures OGM à certaines régions est « illusoire et cosmétique ». L'année dernière Greenpeace a relevé 39 cas de contamination génétique par le vent dans quelques 23 pays. Le Mexique est donc aujourd'hui au cœur de la tourmente OGM et la victime des pressions exercées par Monsanto et les firmes de biotechnologie mettant en œuvre toutes les méthodes déjà éprouvées dans le reste de l'Amérique Latine.¹³⁵

Des géants tels que Cargill, Archer Daniels Midland's et ConAgra contrôlent 82% des exportations de maïs américain et sont subventionnés en milliards de dollars principalement sous forme de crédits à l'exportation et de programmes d'aide alimentaire.¹³⁶ Et comme si cela n'était pas assez, le gouvernement américain votait en 2002 une augmentation de 40 milliards de dollars des subsides destinés aux grands producteurs de grains et de coton. De son côté, l'État mexicain surendetté et pressé par le FMI et la Banque mondiale, ferme ses banques rurales et ses programmes fédéraux les uns après les autres. Les entreprises fusionnent pour posséder encore plus de pouvoir et faire beaucoup plus de profits. Elles deviennent plus puissantes que les Etats dans le contrôle de leurs ressources vitales. Ces derniers sont souvent dépassés et ce sont les peuples qui en paient les frais.

2.7) Conclusion

Les pays membres de l'ALENA forment le deuxième bloc commercial le plus important du monde en ce qui a trait aux courants d'investissements étrangers directs vers l'intérieur et l'étranger. De plus, l'Accord a eu pour effet de stimuler les mouvements d'investissements au Mexique ce qui a stimulé la croissance économique. Le Mexique est désormais le deuxième partenaire commercial des États-Unis. Tout cela pourrait nous faire croire que le bilan est uniquement positif avec l'entrée en vigueur de l'ALENA.

Mais ce positivisme n'est présent que lorsque l'on se penche seulement sur les informations provenant des institutions économiques internationales libérales ou des gouvernements qui sont les uns et les autres corrompus car grandement influencés par la pensée unique mise en place par les classes dominantes et les sociétés supranationales qui justifient grâce au libéralisme ou au néolibéralisme le système économique qu'elles ont mis

¹³⁵ Combat Monsanto. <http://www.combat-monsanto.org/spip.php?article176> (Consulté le 2 avril 2013).

¹³⁶ André Maltais, *op.cit.* <http://www.legrandsoir.info/Du-mais-US-pour-le-Mexique-vive-l-ALENA-par-Andre-Maltais.html> (Consulté le 5 février 2013).

en place. Nous pouvons voir que, dès ses débuts, l'ALENA a été voté de manière antidémocratique par une élite suivant ses propres plans, les peuples concernés ayant été mis à l'écart des prises décisionnelles par la dictature des marchés.

L'entrée du Mexique dans l'ALENA a eu des effets positifs pour un nombre restreint de mexicains et limitée quant à l'économie. D'autre part, le processus de libéralisation dans lequel s'inscrit l'ALENA a entraîné une polarisation croissante entre et au sein de ces nations. Les économies de ces pays sont devenues dépendantes les unes des autres ce qui a posé des problèmes pour le Mexique. En effet, l'économie mexicaine est désormais soumise aux aléas des économies américaine et canadienne et n'a pas eu l'opportunité de développer des structures économiques et industrielles propres.

Celles-ci appartiennent en effet en grande partie à des investisseurs étrangers qui détiennent les industries les plus compétitives tandis que le tissu économique local se dégrade sous l'effet de la trop grande concurrence liée à l'ouverture. Les investissements au Mexique sont principalement effectués par des compagnies américaines dans de nombreux domaines afin de vendre leurs produits hors taxe aux États-Unis. Les emplois, l'agriculture et l'écologie, au Mexique aussi bien qu'aux États-Unis, sont les principaux touchés par ce libéralisme non contrôlé. Le résultat est ainsi toujours le même pour la majorité des peuples qui continuent à souffrir, ne peuvent plus se nourrir et ne voient pas leur niveau de vie augmenter. Les sociétés supranationales et les institutions financières, très puissantes, gouvernent maintenant de nombreux pays et leur imposent une économie libérale antidémocratique et créent des entreprises qui appliquent la même doctrine.

Nous pouvons voir ici la logique qui s'est installée depuis le Coup de 1979 lorsque les gouvernements internationaux ont décidé une délibéralisation totale des marchés et ont ainsi engendré un monde où les multinationales dictent leurs lois aux gouvernements. La ZLEA et d'autres accords ne sont ainsi qu'une extension de l'ALENA aux autres pays d'Amérique Latine. Ceci nous amène à voir que tous ces accords économiques sont liés les uns aux autres dans leur approche économique. Intégrés dans le système capitaliste international, ils ont pour seul but d'aider les institutions financières et les sociétés supranationales américaines à exploiter les ressources et les mains-d'œuvre d'un maximum de pays en ouvrant leur économie au marché mondial et ainsi d'augmenter leurs profits. Ce dernier terme, utilisé fréquemment par les multinationales, l'est au détriment des peuples. Le résultat est une généralisation encore plus extrême du libre-échange néolibéral et de l'économie de marché

sur l'ensemble du continent avec tous les problèmes économiques et sociaux qu'a engendré l'ALENA au Mexique.

III) Les Maquiladoras et leurs **Conséquences sur les Sociétés Etatsunienne** **et Mexicaine**

3.1) Introduction

Dans la mondialisation actuelle, les groupes financiers appelés multinationales cherchent à produire là où c'est le plus avantageux, à vendre au meilleur prix et le contournement des barrières protectrices. Ils s'ouvrent ainsi souvent vers l'extérieur. Pour répondre à une crise, le gouvernement Mexicain a laissé une ouverture aux entreprises étrangères.

Au début, profitant d'une main d'œuvre qualifiée et à faible coût, les nouveaux pays industrialisés ont bénéficié d'investissements très importants en provenance des pays riches. C'est par ce processus que sont nées les maquiladoras dans les années 1960. Leur implantation au Mexique s'est intensifiée depuis la création de l'ALENA. L'ouverture économique a amené une très forte progression des investissements étrangers. Les maquiladoras sont donc considérées par les défenseurs du libéralisme économique comme un modèle dont il faudrait s'inspirer, comprendre dans ce sens un modèle intégré dans un système économique qui diffère des autres par sa moralité qui semble induite naturellement comme l'expliquent ici Mathieu Arès et Christian Deblock :

Il diffère des modèles d'investissement classiques dans le sens où il ne s'agit plus seulement pour les investisseurs d'accéder aux ressources naturelles ou de se rapprocher des marchés par une implantation sur place, mais de tirer avantage des gains en efficacité et des économies d'échelle qu'offre la création d'un espace économique ouvert, intégré et doté de mêmes règles de marché. En clair, il ne s'agissait pas tant d'accroître les échanges, au demeurant déjà très intenses, entre les États-Unis et leurs deux voisins, à l'époque leur premier et troisième partenaire commercial, que d'approfondir une relation déjà étroite en facilitant, d'une part, la création de réseaux et de chaînes de valeur intégrés et en harmonisant, d'autre part, les règles et les institutions dans une perspective de concurrence « loyale » sur l'espace économique couvert par l'accord.¹³⁷

¹³⁷ Mathieu Arès et Christian Deblock, *op.cit.* <http://popups.ulg.ac.be/federalisme/document.php?id=1046> (Consulté le 23 février 2013).

Les maquiladoras étant les filiales de sociétés supranationales, et suivant ainsi une politique économique libérale, il est important de comprendre leur impact sur le pays d'accueil pour appréhender ce qu'implique réellement le capitalisme libérale. Ainsi, quelle est cette harmonisation des règles et des institutions dont parlent Mathieu Arès et Christian Deblock ? Comme nous l'avons dit précédemment, le président d'Haïti, Joseph Michel Martelly, est même allé plus loin en expliquant que les maquiladoras représentent un modèle d'investissement qui peut contribuer au changement d'un pays et qu'elles sont un modèle de développement durable et réel. Ces arguments sont-ils appposables au Mexique ? Quels sont les intérêts des Etats-Unis quant au maquiladoras mexicaines ? Les maquiladoras représentent-elles un danger pour les travailleurs mexicains et américains ou sont-elles au contraire bénéfiques pour ceux-ci ?

Les réponses à ces questions nous permettront dans un premier temps de comprendre comment les maquiladoras se sont insérées mondialement et localement et ainsi de savoir quel est leur rôle dans l'expansion de l'économie libérale. Dans un second temps, nous nous intéresserons aux conséquences des maquiladoras sur les populations mexicaines et étatsuniennes et verrons quels sont les intérêts et les objectifs principaux des sociétés supranationales étatsuniennes concernant ces usines. Enfin, à travers l'évolution des maquiladoras de 1960 à nos jours et leur expansion sur le marché mondial, nous observerons comment le capitalisme libérale, justifié par le néolibéralisme, domine aujourd'hui le modèle économique mondial et implique une augmentation du chômage, de la pauvreté et de la violence dans la société mexicaine.

Ce chapitre nous permettra de comprendre pourquoi les maquiladoras sont importantes aux yeux du gouvernement des Etats-Unis et des sociétés supranationales étatsuniennes. En intégrant la réponse dans une perspective mondiale, nous comprendrons aussi en quoi le fait que les maquiladoras s'inscrivent dans la mondialisation peut représenter un danger pour les droits des travailleurs de nombreuses nations, l'environnement et la démocratie.

3.2) L'Origine des Maquiladoras et leur Insertion dans la Mondialisation : Des Entreprises Libérales par Essence

Créées à partir de 1965, les maquiladoras sont des entreprises destinées à la transformation de marchandises importées temporairement pour être réexportée ensuite. Le terme maquiladoras est devenu générique pour désigner les industries installées dans les zones franchisées des villes du nord du Mexique. Le nom maquiladora vient de l'espagnol

« maquilar » qui veut dire sous-traiter, ou de maquila, qui est une portion de farine retenue en Castille par le meunier en paiement de son travail.¹³⁸

Ces entreprises sont pour la plupart mexicaines ou des extensions d'entreprises américaines, européenne ou asiatiques qui cherchent une main-d'œuvre moins chère. Les maquiladoras restent donc dépendante des maisons mères. De plus, les biens fabriqués doivent revenir à l'entreprise d'origine avant d'être mis sur le marché. Les maquiladoras exportent donc de la main-d'œuvre.

Elles sont aussi connues sous les noms d'usines jumelles (twin-plants) de part et d'autre de la frontière. Au nord, on trouve les centres d'encadrement et de gestion et au sud, la production sous contrôle américain. La majorité d'entre elles sont installées dans des zones franches concentrées le long de la frontière américaine mais elles sont parfois présentes un peu plus au sud. Les principaux centres de maquiladoras sont situés à Tijuana et à Ciudad Juárez. Ces usines profitent du précieux avantage d'être exemptées des taxes mexicaines à la condition d'importer toutes leurs matières premières et de réexporter l'essentiel de leur production en utilisant la main d'œuvre locale. Selon Nayereh Pourdanay, elles ne peuvent vendre sur le marché que les marchandises pour lesquelles il n'y a pas de production nationale suffisante.¹³⁹

Aussi, la concurrence loyale tant encensé par les économistes libéraux est loin d'être applicable car il n'existe pas de maquiladoras aux États-Unis comme il en existe au Mexique. Les conditions de productions des maquiladoras paraissent bien limitatives. Depuis que le gouvernement mexicain a choisi d'ouvrir son économie sur l'extérieur, dans les années 1960, son insertion économique s'est largement accrue dans la mondialisation, mais sous une forme de déséquilibre et de dépendance.

Les premières maquiladoras répondaient à deux objectifs, participer au mouvement d'élargissement vers le Tiers Monde des sociétés supranationales américaines, et permettre au gouvernement mexicain de lutter contre la dégradation économique qui frappait la zone frontalière, depuis les mesures de restriction prises par les États-Unis contre les travailleurs migrants, les braceros.¹⁴⁰ Les braceros, paysans mexicains, avaient commencé à migrer aux

¹³⁸ Mme Godefroid, Géographie 3èmes générales - 2009/2010. <http://www.gotogeo.net/wp-content/uploads/2010/04/3emes1.pdf> (Consulté le 11 janvier 2013).

¹³⁹ Nayereh Pourdanay, *Les maquiladoras et le développement industriel mexicain*, Persée. http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1988_num_29_113_3627 (Consulté le 9 janvier 2013).

États-Unis à la fin du XIXe siècle. Ces migrations saisonnières pour travailler dans de grandes exploitations californiennes continuèrent jusqu'au début du XXe siècle.¹⁴¹ Puis, pendant la première guerre mondiale, ces paysans furent dirigés vers les usines métallurgiques et de construction automobile situées dans le Nord-Est des États-Unis.

Au cours des années 1950 et 1960, des dizaines de milliers de Mexicains franchirent le fleuve Rio Bravo séparant le Mexique et les États-Unis pour aller travailler dans les plantations américaines en plein essor. Avec la mécanisation, cette main-d'œuvre devint encombrante.¹⁴² Les États-Unis préférèrent alors transférer leur technologie, leur savoir-faire et leurs matières premières, les travailler sur place, et les réimporter. En 1965 fut votée la suppression unilatérale des accords permettant aux braceros de travailler régulièrement aux États-Unis. Comme le décrit Alain Musset, après cette annulation de contrat de travail entre le Mexique et les États-Unis, le programme Braceros, des milliers de Mexicains furent expulsés à la frontière nord du Mexique, provoquant de graves problèmes sociaux dans la région :

Sur toute la zone frontière, la maquiladora était devenue un cordon d'endiguement de la migration. Mais ce modèle d'entreprise est totalement isolé du reste de l'économie et n'a pas d'effets d'entraînement sur les autres secteurs : les produits sont importés, assemblés et exportés. Or la maquiladora ne peut pas absorber la migration massive que nous avons connue. La dérégulation brutale de notre économie a provoqué le déplacement de cinq cent mille Mexicains par an, un phénomène qu'un pays ne connaît normalement qu'en temps de guerre.¹⁴³

Pour ces raisons, le gouvernement mexicain, lança un programme temporel connu sous le nom de PRONAF (Programme National Frontalier). Les maquiladoras permirent dans un premier temps de limiter l'afflux des migrants tels que les braceros, fixer les ouvriers mexicains sur place, dynamiser la région frontalière et profiter d'une main-d'œuvre bon marché. Avec la signature de l'ALENA, les maquiladoras sont devenues un élément fondamental de l'économie mexicaine, surtout dans les États limitrophes avec les États-Unis :

Les maquiladoras employaient 542 000 personnes en 1993, 949 000 en 1997 et 1 128 000 en 1999. Parallèlement, le nombre de maquiladoras doublait pratiquement entre 1993 et 2000, on en comptait plus de 4400 et environ 1 300 000 employés. Le

¹⁴⁰ Musset Alain, *Le Mexique* : Masson, Paris, 1989, p.148.

¹⁴¹ Fabien Guillot, « Mexique / Etats-Unis : frontière, immigrations et inégalités sociales... », *Géographie sociale et politique*. <http://www.geographie-sociale.org/mexique-usa-frontiere.htm> (Consulté le 14 décembre 2012).

¹⁴² Fabien Guillot, *ibid.*

¹⁴³ Otero Guillermo Teutli. Les industries « maquiladoras » : progrès ou régression dans le processus mexicain de développement. In: *Tiers-Monde*. 1975, tome 16 n°62. pp. 381-406.

nombre d'emploi dans les maquiladoras représente environ 20% des emplois dans le secteur manufacturier mexicain. Elles assurent 45% du total des exportations mexicaines (plus de 53 milliards de dollars en 1998) vers les États-Unis. Le Mexique est ainsi devenu l'un des principaux partenaires commerciaux des États-Unis, avec le Canada, la Chine et l'Union Européenne.¹⁴⁴

Ces entreprises en exercice au Mexique avec les maquiladoras, soit 2 783 en décembre 2006, poursuivaient leur croissance et restaient classées comme secteur prioritaire par le gouvernement via le « *Programa Nacional de Desarrollo* », le Programme national de développement. Déjà de 1994 à 2001, l'ALENA et la crise du peso viennent confirmer l'importance du secteur, responsable de 43% des exportations mexicaines et du tiers de ses importations. En 2006, les maquiladoras étaient toujours la première source de prospérité du Mexique devant le pétrole. Aussi, le modèle de ces entreprises attirent le regard d'autres pays et de nombreux investisseurs dans d'autres parties du monde tendent à l'exporter. Elles sont implantées non pas seulement au Mexique, mais dans d'autres pays d'Amérique Latine comme le Guatemala ou le Nicaragua et aussi au Maroc comme l'explique Jaouad Mdidech :

Et pour cause, dans le cadre du programme Emergence, le Maroc veut aussi se lancer dans la création de «Maquiladoras Méditerranée», des entreprises de sous-traitance installées dans le nord du Maroc. Les investisseurs seraient des Européens qui viendraient apporter leur capital, profiter d'une main-d'œuvre qualifiée bon marché, et orienter le produit fini essentiellement vers l'exportation.¹⁴⁵

Les entreprises se délocalisent car elles recherchent un avantage quelconque à exploiter par rapport à leur pays d'accueil. Suivant l'analyse de David Ricardo (1772-1823), économiste anglais prônant le libre-échange, les entreprises tentent de produire là où le coût de la production est le plus bas et où la production est de meilleure qualité.¹⁴⁶ Il s'ensuit une spécialisation de divers pays dans les différentes étapes de la production d'un même produit. Un des modèles les plus courants de cette division du travail étant la conception dans les pays riches, et l'assemblage dans les pays pauvres.

Dans un monde où la compétitivité est le principal moteur, l'ensemble des activités d'une multinationale, même les plus stratégiques, peut être délocalisé pour des questions de

¹⁴⁴ Groupe de travail ATTAC Marseille, « Zones franches et libre-échange », ATTAC. <http://local.attac.org/13/documents/zonesfranches.htm> (Consulté le 13 novembre 2012).

¹⁴⁵ Jaouad Mdidech, « Comment le Mexique a fait fortune avec ses maquiladoras », La Vie Eco. <http://www.lavieeco.com/news/economie/comment-le-mexique-a-fait-fortune-avec-ses-maquiladoras-1653.html> (Consulté le 8 janvier 2013).

¹⁴⁶ A. STRATAKIS, « Mondialisation, Finance Internationale et Intégration Européenne ». http://socio-eco.fr/IMG/pdf/chapitre3fondementscommercemondial2012-13._stratakis.pdf (Consulté le 3 septembre 2012).

coût ou de stratégie. La recherche de coûts salariaux plus faibles, la rentabilité et une fiscalité faible sont ainsi les objectifs majeurs de ces entreprises.¹⁴⁷ Par ailleurs, la rentabilité, impliquant un mode de production plus rapide, peut nous amener à douter quant à la question émise par David Ricardo concernant les productions de meilleures qualités.

La mondialisation est représentée par la formation d'oligopoles mondiaux qui concentrent sous leur contrôle les activités économiques. Ces entreprises multinationales, le plus souvent de grande taille, ont, à partir d'une base nationale, implanté à l'étranger plusieurs filiales dans plusieurs pays, avec une stratégie et une organisation conçues à l'échelle mondiale.¹⁴⁸ Cette définition sera complétée par Stephen Hymer qui, dans sa thèse, insiste sur le contrôle de l'entreprise étrangère dans laquelle un investissement est réalisé. D'une manière plus simple nous pouvons considérer comme multinationale toute entreprise possédant au moins une unité de production à l'étranger, qui sera sa filiale. Lorsqu'une firme possède au moins 10% du capital d'une entreprise étrangère, cette dernière peut être considérée comme une filiale de la première.¹⁴⁹

Les multinationales recherchent un accès direct aux matières en contournant certaines entraves à l'échange. Il s'agit par exemple de produire sur le marché où le produit sera consommé afin de ne pas être affecté par les tarifs douaniers à l'importation. C'est ce qui se passe avec les maquiladoras même si elles produisent majoritairement pour l'export et représentent un facteur important au Mexique. En effet, les maquiladoras mexicaines sont intégrées dans l'ALENA, ce qui leur permet de profiter de l'absence de tarifs douaniers lorsqu'elles exportent aux Etats-Unis. Le siège de ces entreprises reste aux États-Unis qui, d'ailleurs, en sont les principaux bénéficiaires :

Le Mexique enregistre un excédent commercial avec ces pays; par ailleurs, les États-Unis, en particulier, restent la destination de 85 % des exportations mexicaines autres que pétrolières, dont 50 % proviennent des *maquilas*.¹⁵⁰

¹⁴⁷ <http://libertariens.chez-alice.fr/institutionnalisation.htm> (Consulté le 12 janvier 2013).

¹⁴⁸ Menain Amandine, *Nationalité des entreprises multinationales et mondialisation*, IEP Lyon 2. http://doc.sciencespolyon.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/Cyberdocs/MFE2002/menaina/these_body.html (Consulté le 22 février 2013).

¹⁴⁹ Sandrine Levasseur, *INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER ET STRATÉGIES DES ENTREPRISES MULTINATIONALES*, Département d'études de l'OFCE. <http://spire.sciencespo.fr/hdl:/2441/3381/ressources/4-hs.pdf> (Consulté le 15 janvier 2013).

¹⁵⁰ Commission Européenne, *op.cit.* http://eeas.europa.eu/mexico/csp/07_13_fr.pdf (Consulté le 18 février 2013).

En 2006, la valeur ajoutée que génèrent ces maquiladoras pour le Mexique était estimée à 20 milliards de dollars, plus que ce que rapportent le pétrole et le tourisme.¹⁵¹ Le but pour le Mexique était de créer des emplois et surtout d'attirer les capitaux et les investissements étrangers. L'un de ces objectifs principaux était donc d'ordre social.

Cependant, si l'on y regarde de plus près, l'avantage est surtout placé du côté des entreprises. En effet, les salaires sont très bas, presque huit fois inférieurs à ceux des États-Unis, et le cadre légal est peu contraignant pour les entreprises. A cela s'est ajoutée une période de persécution pendant le processus d'industrialisation selon Martha Ojeda :

La main-d'œuvre bon marché était peu qualifiée et ses revendications syndicales étaient vite étouffées par les autorités du Mexique. Quand le programme Braceros se termina en 1965, la résistance et les mouvements étudiants commençaient à s'élever contre le gouvernement. Ensuite, pendant la répression étudiante de 1968, il y eut un accord entre le gouvernement du Mexique et la Banque Mondiale. Le pays fut gracié par les autres banques et obtint des crédits de la Banque Mondiale et du FMI. En échange, il dut poursuivre et éradiquer la gauche radicale. Les premiers bataillons Olimpo furent formés et commencèrent à tuer de nombreux étudiants.¹⁵²

Cet extrait de texte démontre que l'arrivée des maquiladoras correspond à la mise en place d'un durcissement à l'égard de toutes représentations démocratiques et sociales. Les syndicats indépendants, indispensables pour représenter et défendre les droits des salariés, ont été détruits avant même l'expansion des maquiladoras et ils y sont toujours combattus.

3.3) L'Impact Territorial et Social des Maquiladoras au Mexique : De Nombreux Déséquilibres

Depuis leur création en 1965, les maquiladoras ont évolué. Cette évolution a été décrite par J. Carrillo et A. Hualde. La première génération, 40% du total en 2002, représentait cette même année environ deux tiers des emplois manufacturiers.¹⁵³ Le travail manuel est effectué en usines d'assemblage, il n'y a qu'une faible présence de contenu technologique et les salaires sont très bas. La deuxième génération est souvent représentée par

¹⁵¹ Jaouad Mdidech, *op.cit.*

¹⁵² Martha Ojeda, « Mexique : des femmes dans l'enfer des maquiladoras », Maquiladoras. Projet Emergence. Union méditerranéenne. http://nopasaran.samizdat.net/article.php3?id_article=1563 (Consulté le 25 février 2013).

¹⁵³ Colette Renard-Grandmontagne, *De nouveaux parcs économiques dans le corridor industriel du Bajío (Mexique)*, Territoire en mouvement. <http://tem.revues.org/753> (Consulté le 16 janvier 2013).

les secteurs de l'automobile et de l'électronique. Les propriétaires sont souvent des entreprises japonaises. Le travail a été rationalisé et la technologie développée est plus élevée. Le travail est mieux organisé et certaines lignes d'assemblage sont automatisées. Ces maquiladoras du second type se distingueraient des maquiladoras de la première génération car leur niveau d'intégration dans l'économie régionale serait supérieur.¹⁵⁴ Leur localisation a parfois été élargie vers l'intérieur du pays, s'éloignant jusqu'à 300 kilomètres environ de la frontière, à proximité des villes importantes.¹⁵⁵ Enfin, les maquiladoras de troisième génération sont quasi inexistantes au Mexique. Elles utilisent une main-d'œuvre hautement qualifiée dans la recherche et le développement.

Aussi, nous pouvons voir que différentes maquiladoras ont été implantées afin d'exploiter certains secteurs spécifiques où la concurrence internationale est la plus élevée. La justification de l'ALENA a été appuyée par l'idéologie de l'efficacité du marché selon la théorie du libre-échange. En supprimant les barrières douanières, la compétition économique a conduit à une spécialisation de chacune des économies sur les activités où elles sont les plus compétitives. La spécialisation de la production a parfois même accompagné la répartition territoriale des investissements.

L'impact territorial des maquiladoras, s'il peut varier selon les régions à l'échelle nationale, reste largement concentré à la frontière Nord. En 2006, 61 % des usines se trouvaient dans les villes frontalières avec 62 % de l'emploi et 87 % de la valeur ajoutée.¹⁵⁶ Jusqu'en 1972, les maquiladoras ne pouvaient pas s'installer ailleurs qu'au Nord ou sur les littoraux. Ensuite, elles le purent partout sur le territoire mexicain. Cependant, cette répartition territoriale n'a pas été équitable et a ainsi créé de nombreux déséquilibres. D'après José Agustín, la concentration des productions dans certaines zones géographiques, en attirant de grandes sociétés supranationales, a parfois engendré la formation de quasi-monopoles dans certaines villes :

En 1963, les entrepreneurs avaient rétabli leur 'confiance' dans le gouvernement, c'est-à-dire qu'on leur avait fait toutes les concessions qu'ils demandaient, et le développement allait de l'avant. Lopez Mateos continuait ses investissements, surtout dans l'industrie paraétatique : le pétrole, la pétrochimie, l'électricité et le travail des mines reçurent de fortes impulsions. Par ailleurs, il laissa les mains libres à l'initiative privée étrangère et nationale dans le vaste champ des industries

¹⁵⁴ *Ibid.*

¹⁵⁵ Colette Renard-Grandmontagne, *ibid.*

¹⁵⁶ Otero Guillermo Teutli, *Op.cit.*, p.389.

manufacturières, auxquelles furent donné des crédits, des impôts réduits, des tarifs aussi bas dans les services que dans les biens. Cela entraîna les entrepreneurs privés, nationaux et étrangers, à déformer la structure économique du pays (...) les entrepreneurs maintinrent les niveaux de productivité bas, se concentrèrent dans quelques zones géographiques du pays et en ignorèrent d'autres complètement.¹⁵⁷

Les maquiladoras, tout secteur compris, appartiennent à de nombreuses multinationales étrangères mais les Etats-Unis sont les principaux bénéficiaires de ce système d'entreprises. Sur les vingt-cinq plus grandes multinationales, huit font parties de l'industrie automobile. Les cinq pays à détenir le plus grand nombre de multinationales sont les États-Unis, la Suisse, le Japon, la Suède et l'Allemagne pour l'industrie de l'automobile. Certains secteurs sont devenus si puissants qu'ils n'ont pas ou très peu de concurrence :

Un tiers des *maquiladoras* du Mexique se trouvent dans l'État du Chihuahua. Ciudad Juárez est devenu un point incontournable, abritant 95 % des *maquiladoras* de cet État (...) Les trois entreprises automobiles, soit GM, Ford et Chrysler, et leurs fournisseurs « de premier niveau » emploient 70 % des employés du secteur dans la ville.¹⁵⁸

Le rêve des gouvernements néolibéraux aux commandes dans les trois pays, qui ont impulsé l'ALENA, consistait en une libéralisation de tout. Et en particulier l'organisation d'un libre flux des marchandises avec réduction, voire disparition des tarifs douaniers. Depuis l'adoption en 1965 de mesures de défiscalisation pour les industries exportatrices des villes frontières, les maquiladoras ont connu une expansion extrêmement rapide. Un accord fut obtenu avec les États-Unis pour que seule la valeur ajoutée au Mexique soit taxée sur les produits mexicains exportés vers les États-Unis.

Pour les multinationales, l'assemblage est parfait puisqu'elles ne payent pas d'impôt sur un produit non finalisé. Mais leur implantation a des impacts négatifs sur la société mexicaine. Elle a entraîné un processus de désindustrialisation et une fragilisation de

¹⁵⁷ José Agustin, *Tragicomedia Mexicana I La vida en México de 1940 a 1970*: México, Planeta, 1991 p.198. "En 1963 los empresarios habían reestablecido la 'confianza' en el gobierno, es decir, se les habían hecho todas las concesiones que pedían, y el desarrollismo seguía adelante. Lopez Mateos continuó sus inversiones, especialmente en la industria paraestatal: el petróleo, la petroquímica, la electricidad y la minería recibieron fuertes impulsos. Por otra parte, dejó manos libres a la iniciativa privada extranjera y nacional en el vastísimo campo de las industrias manufactureras, a las que se dio créditos, impuestos bajos, tarifas también bajas en servicios y bienes. Esto generó que los empresarios privados, nacionales y extranjeros, deformaran la estructura económica del país (...) los empresarios mantuvieron bajos los niveles de productividad, se concentraron en pocas zonas geográficas del país e ignoraron otras por completo." (Traduit par l'auteur).

¹⁵⁸ Jorge Carrillo, *Les effets géopolitiques de la restructuration productive en Amérique Latine: Le cas des maquiladoras d'exportation au Mexique*, Outre- Terre Revue Française de Géopolitique, no. 18, Paris, 2008, pp.143-152.

l'économie, les importations étant soumises aux aléas financiers des pays avec lesquels le Mexique commerce.

Le gouvernement mexicain a perdu le contrôle des secteurs importants de l'économie nationale. Ces secteurs sont dirigés par des entreprises puissantes. Aussi, 75% du capital des filiales est propriété totale ou majoritaire de capitalistes des Etats-Unis. Avec la mondialisation, la croissance de l'industrie nationale s'est freinée pour convertir le pays en une nation au service des maquiladoras, par conséquent au service des entreprises et investisseurs étrangers. Le Mexique n'a pas d'industrie propre:

La sous-évaluation persistante du peso et la concession généreuse de permissions d'importation continuent de segmenter exagérément les diverses branches et elles ne favorisent pas l'intégration d'usines productives nationales.¹⁵⁹

De nos jours, d'après le site Sénat, les échanges entre filiales des multinationales représenteraient un tiers du commerce mondial et les échanges entre les maisons mères des multinationales et leurs filiales un autre tiers du commerce mondial.¹⁶⁰ Le fait que ces multinationales n'échange principalement qu'entre elles ne permet pas aux pays émergents ou pauvres d'en profiter et donc de connaître un essor économique réel et équitable ni de développer leurs services publics.

Le problème général est qu'elles sont à la merci des fluctuations du marché extérieur qu'elles ne maîtrisent pas et donc restent peu intégrées au reste de l'économie nationale. Elles ne participent pas à l'accroissement des richesses du pays et le seuil de pauvreté autour des maquiladoras a même augmenté alors qu'environ trois millions d'habitants sont concentrés dans les zones frontalières des maquiladoras. Otero Guillermo Teutli commente les déséquilibres engendrés par ces entreprises :

A ce propos rappelons une des conclusions du rapport préparé par la Tariff Commission des Etats-Unis, lors de son enquête sur les conséquences des maquiladoras. Elle a conclu que sur la totalité des salaires versés par ces industries, de 50 à 80 % revenaient aux Etats-Unis, favorisant ainsi l'activité commerciale des villes nord-américaines situées près de la frontière.¹⁶¹

¹⁵⁹ Thierry Linck, *El Campesino Desposeido*, México, CEMCA, 1988, p.34. "La persistente subvaluación del peso y la generosa concesión de permisos de importación continúan segmentando exageradamente las diversas ramas y no favorecen la integración de la planta productiva nacional." (Traduit par l'auteur).

¹⁶⁰ Sénat. <http://www.senat.fr/rap/r03-233/r03-2334.html> (Consulté le 10 mars 2013).

¹⁶¹ Otero Guillermo Teutli. *Op.cit.*, In: Tiers-Monde. 1975, tome 16 n°62. p.399.

Il n'y a donc que très peu de liens entre les entreprises nationales mexicaines et les maquiladoras. Ces dernières s'approvisionnent principalement auprès des maisons mères et elles ne participent que très peu à l'essor économique du pays. Ceci est le cas surtout pour les maquiladoras du deuxième type qui sont des industries de grande dimension, comme l'industrie automobile, dont l'investissement est à 100% d'origine étrangère. De telles entreprises ne participent pas à l'essor de l'économie locale car elles ne recherchent que des salariés à bas coût. Aussi, les maquiladoras exportent surtout de la main-d'œuvre. D'après Otero Guillermo Teutli, elles ne sont pas réellement intégrées au reste du secteur industriel mexicain:

Dans la moitié de ces entreprises, on n'assemble qu'un seul produit ; dans seulement 13 % des cas, on en assemble trois. « La maquiladora seule ne provoque pas de développement, mais uniquement une croissance déséquilibrée avec, comme principale conséquence, la création d'emplois précaires et mal rémunérés », estime la chercheuse. Cirila Quintero, spécialiste des maquiladoras au Collège de la frontière nord de Matamoros.¹⁶²

Et pourtant, selon les gouvernements mexicains et américains, l'ALENA a été accompagnée par une création d'emplois importante, des déficits en baisse et même une croissance économique au Mexique comme aux États-Unis. En dépit des affirmations du gouvernement selon lesquelles le Mexique attire chaque année de nouveaux investisseurs étrangers. Le pays vit d'abord de la rente pétrolière mais également, et c'est un autre signe de fragilité, des « remesas », les transferts d'argent des émigrés :

Les transferts de fonds effectués par les travailleurs mexicains expatriés aux États-Unis sont désormais la deuxième source de devises étrangères après les exportations de pétrole. En 2004, ils s'élevaient à plus de 17 milliards de dollars, soit 2 % du PIB du Mexique. Ces fonds bénéficient à environ 1,4 million de familles et contribuent au maintien de la stabilité de la consommation intérieure.¹⁶³

Les populations locales ne bénéficient nullement de la création de ces zones franches car les entreprises y produisent à très bas prix et exportent en masse. La croissance économique des maquiladoras ne profite qu'à une minorité, l'élite mexicaine, tandis que les emplois proposés dans les maquiladoras exploitent les travailleurs.

¹⁶² Otero Guillermo Teutli, *ibid.*, pp. 381-406.

¹⁶³ Commission Européenne, *op.cit.* http://eeas.europa.eu/mexico/csp/07_13_fr.pdf (Consulté le 7 février 2013).

Par ailleurs, l'appauvrissement du pays et la fin de sa dépendance économique et alimentaire grandissante démontrent que l'état provenant des États-Unis se développe sans cesse. La fuite de millions de paysans vers les industries des maquiladoras ont amplifié le phénomène d'urbanisation, le taux d'urbanisation autour de celles-ci étant supérieur à la moyenne. Cette armée de chômeurs permet aux maquiladoras d'avoir toujours des employés sous la main. Le Mexique achète les matières premières et les machines pour les transformer, et les salariés sont très peu payés. Ce dernier facteur, parmi d'autres, constitue l'un des leitmotifs pour attirer des entreprises étrangères et les sites internet au service des maquiladoras ne s'en cachent guère :

A Made In Mexico, Inc. nous serions enchantés de vous faire visiter les Maquiladoras et l'industrie manufacturière du Mexique de A à Z et de vous expliquer comment vous pourriez empocher de gros gains pour votre organisation. Et par cela, nous voulons dire faire des économies jusqu'à 75% ou plus sur les coûts de main-d'œuvre !¹⁶⁴

Selon les directeurs d'entreprises, les salaires pratiqués dans les maquiladoras mexicaines peuvent être trois à quatre fois supérieurs à la moyenne nationale. Ceci n'est pas forcément le cas et dépend beaucoup des secteurs de productions des maquiladoras. Même s'ils peuvent être supérieurs à la moyenne nationale, les salaires offerts par les maquiladoras sont tirés vers le bas par les fabriques à main-d'œuvre non qualifiée et à bas salaires du secteur des textiles et de l'habillement principalement situées en Chine. Les conséquences sont désastreuses selon Alain Musset :

On constate en effet que plus du quart de la population active touche moins du salaire minimum fixé par la loi.¹⁶⁵

Les maquiladoras emploient plus d'un million d'ouvrier et la règle d'or est la réduction des coûts de production. Ainsi, les salaires vont en général de 0,5 à 2 dollars par heure. Le profit réalisé par les sociétés étrangères par le biais de la sous-traitance a représenté, en 30 années (1965-1995), 110 à 130 milliards de dollars, soit presque l'équivalent de la dette extérieure du Mexique qui représentait en 1995 environ 145 milliards de dollars (204

¹⁶⁴ "The Maquiladora Industry", Made in Mexico Inc. <http://www.madeinmexicoinc.com/maquiladora-industry/> (Consulté le 6 janvier 2013). "At Made In Mexico, Inc. we would be delighted to walk you through the A to Zs of Maquiladoras and the Mexico manufacturing industry and explain how it can net big gains for your organization's bottom line. And by that we mean savings up to 75% or more off your labor costs!" (Traduit par l'auteur).

¹⁶⁵ Alain Musset, *Géopolitique du Mexique* : Ed complexe, 1996, p24.

milliards en 2011). D'après un article de *Global Exchange* écrit en 2007 par Michael Westfall, la marge prise par les entreprises sur leurs productions est faramineuse et nous pouvons appréhender l'indifférence avec laquelle elles exploitent leurs employés :

Un article du *Global Exchange* datant de décembre 2007, traitant des maquiladoras depuis l'ALENA, expliquait comment les installations d'ouvriers, en pleine expansion, germaient autour de ces usines avec des logements faits de cartons, de bâtons et de tôle. Ces cabanes n'avaient ni d'eau propres suffisantes ni de systèmes adéquats d'évacuation des eaux usées. L'article parlait d'ateliers d'exploitation fabriquant du tissu, appelés maquiladoras, et faisant des millions de dollars de profits sur le dos de leurs ouvriers, y compris des enfants âgés de moins de 11 ans et de jeunes ouvrières subissant des harcèlements sexuels. Il décrivait des ouvriers travaillant 12 heures par jours et produisant des milliers de paires de Polo Ralph Lauren, Tommy Hilfiger et des jeans Wrangler par semaine pour des salaires hebdomadaires de 700 pesos ((\$53 U.S.). Ces jeans étaient vendus dans des magasins à Los Angeles 1000 pesos (\$75 U.S.) la paire.¹⁶⁶

Les effets des maquiladoras sur la société mexicaine sont principalement négatifs. D'un côté les maquiladoras sont créatrices d'emplois mais les salaires sont dérisoires, les qualifications et le niveau d'alphabétisme des travailleurs sont au plus bas, et les conditions de travail et de vie sont terribles. Les avantages sociaux et économiques que les maquiladoras apportent sont très limités.

Les institutions de Bretton Woods tiennent aujourd'hui un discours très différent de celui d'après-guerre, qu'il s'agisse de protection sociale, de fiscalité ou de services publics. Le libéralisme et le néolibéralisme qui s'appliquent de plein fouet au Mexique ne s'arrêtent pas forcément aux frontières. Les avantages sociaux acquis grâce à la Révolution de 1910 et durant les luttes sociales ultérieures ont tous été attaqués et détruits. Les emplois précaires ou ce que les politiciens et économistes néolibéraux appellent la flexibilité du travail s'appliquent aujourd'hui à de nombreux secteurs dans beaucoup de pays à travers le monde.

¹⁶⁶Michael Westfall, *Maquiladora Slavery*, Cornell University ILR School. <http://digitalcommons.ilr.cornell.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1007&context=westfall> (Consulté le 16 janvier 2013). A December 2007 *Global Exchange* article, discussing maquiladoras since NAFTA, discussed how worker settlements were sprouting up around these factories with housing made from cardboard, sticks and sheet metal. These shanties had neither sufficient clean water nor adequate sewage systems. The article talked of sweatshop blue jean maquiladoras making millions of dollars off their workers, including children under the age of 11 and of young women workers suffering sexual harassment. It told of laborers putting in 12-hour workdays producing thousands of pairs of Polo Ralph Lauren, Tommy Hilfiger and Wrangler jeans per week for weekly wages of 700 pesos (\$53 U.S.). These jeans were being sold in Los Angeles stores for 1000 pesos (\$75 U.S.) per pair. (Traduit par l'auteur).

3.4) L'Impact des Maquiladoras sur les États-Unis : Vers une Standardisation des Travailleurs du Monde ?

Offrant un maximum de facilités et de garanties au capital étranger, et en particulier aux entreprises transnationales, en grande majorité américaines, l'ALENA reposait sur un postulat théorique. Basé sur l'idéologie de l'efficacité du marché et de celui du libre échange classique, l'idée est qu'en supprimant les barrières douanières, la compétition économique conduit à une spécialisation de chacune des économies sur les activités où elles sont les plus compétitives. L'accroissement de la productivité globale qui était censé en résulter devait conduire à une amélioration du bien-être. L'ouverture des frontières, la libre circulation des marchandises et des capitaux, la dérégulation et l'investissement privé prônés par le capitalisme devaient créer des sources d'emploi aux États-Unis et au Mexique et éliminer la pauvreté. Les maquiladoras ne représenteraient ainsi aucun danger pour l'emploi américain car n'ayant pas d'impact négatif sur la société américaine. C'est un point de vue que soutiennent encore certains comme Daniel Martin :

L'Amérique reste la première destination mondiale de l'investissement étranger. L'investissement industriel direct des sociétés non américaines aux États-Unis a doublé en 2003, pour atteindre 82 milliards de dollars. La balance [positive] des échanges dans les activités des services juridiques, informatiques et bancaires atteint 54 milliards de dollars. En 2003, des sociétés étrangères ont choisi les États-Unis pour y faire réaliser plus de 131 milliards de dollars de prestations ; le mouvement inverse n'a été que de 77 milliards de dollars. Le discours caricatural selon lequel l'emploi américain serait vidé par la sous-traitance étrangère ne résiste donc pas à l'analyse.¹⁶⁷

Avec la mondialisation, les problèmes que l'on trouve dans les maquiladoras s'étendent aux entreprises dans le monde entier, y compris dans les pays occidentaux comme les États-Unis, même si les conditions diffèrent. Les syndicats sont de moins en moins forts face aux entreprises. Ainsi, un salarié peut parfois démissionner ou se faire licencier du jour au lendemain. Les relations sociales peuvent par conséquent être assez difficiles. Les entreprises ne font pas grand-chose pour garder leurs salariés et préfèrent embaucher une nouvelle personne et licencier celle qui possède de l'ancienneté afin d'éviter de l'augmenter. C'est le cas en France où les employés de la fonction publique anciennement titulaire sont remplacés petit à petit par des contractuels bien moins rémunérés et pour le même travail tandis qu'aux

¹⁶⁷ Daniel Martin, « La démocratie malade des médias, *Nous votons sans savoir*. » <http://www.danielmartin.eu/Livre/meddem.htm> (Consulté le 15 février 2013).

États-Unis les salaires des nouveaux et anciens employés sont aussi rabaissés et les heures de travail augmentées comme le décrit Fabrice Rousselot :

A l'usine GM de Lake Orion, à une heure au nord de Detroit, Louis Rocha, le vice-président local d'UAW, admet que *«cela n'a pas été facile». «Il a fallu faire des sacrifices pour faire face à tous ces changements, mais c'est pour le meilleur», assure-t-il. L'usine, qui emploie 2 000 personnes, a dû fermer pendant dix-huit mois, avant de rouvrir courant 2010. «On pensait que c'était fini pour nous, poursuit-il. Aujourd'hui, je me lève à 3 h 15 du matin pour aller au boulot, j'embarque avec onze de mes collègues dans un camion pour un trajet de plus d'une heure et je ne rentre pas avant 17 heures, mais je ne me plains pas. Tout ce que je demande, c'est de pouvoir gagner ma vie.»*¹⁶⁸

Bien qu'il y ait une grande différence de salaires entre les travailleurs américains et mexicains, nous pouvons observer qu'il existe une similitude dans la stratégie des entreprises à l'échelle mondiale. En effet, les entreprises, en jouant sur les délocalisations et des réserves de travailleurs à la recherche d'emplois, réussissent à faire accepter des conditions extrêmes aux salariés. Dans le cas spécifique que nous venons de voir, la similitude concerne les amplitudes de travail qui sont de plus en plus étirées, pour se rapprocher de celles des maquiladoras comme dans cette extrait de l'article de Martín Barrios Hernández and Rodrigo Santiago Hernández :

Nous venons à San Diego Chalma ou Ajalpan pour travailler en tant qu'ouvrier agricole le jour parce qu'il n'y a pas de travail dans notre village, à part nos propres champs de blé. Dans les montagnes le revenu quotidien est de 40 pesos; nous gagnons seulement 200 pesos environ par semaine pour pourvoir à nos familles. Ici dans la vallée nous sommes payés 75 pesos par jour, mais c'est vraiment dure, parce que nous travaillons de 6h du matin à 6h la nuit en semant des piments de miahuateco, des concombres, des potirons et d'autres légumes.¹⁶⁹

¹⁶⁸ Fabrice Rousselot, «Ford, GM, Chrysler les phénix de Detroit», Libération. http://www.liberation.fr/economie/2012/09/23/ford-gm-chrysler-les-phenix-de-detroit_848285 (Consulté le 13 février 2013).

¹⁶⁹ Martín Barrios Hernández and Rodrigo Santiago Hernández, *Tehuacan: Blue jeans, blue water and worker rights*, Maquila Solidarity Network (MSN) et Toronto Ontario Canada. <http://en.maquilasolidarity.org/sites/maquilasolidarity.org/files/MSN-Tehuacan-ENG-2003.pdf?SESS89c5db41a82abcd7da7c9ac60e04ca5f=unvltie> (Consulté le 23 août 2012). "We come to San Diego Chalma or Ajalpan to work as day agricultural labourers because there isn't any work in our village, except for our own cornfields. In the mountains the daily income is 40 pesos; we only get about 200 pesos a week to provide for our families. Here in the valley we're paid 75 pesos a day, but it's really rough, because we work from 6:00 in the morning to 6:00 at night sowing *miahuateco* chilies, cucumbers, pumpkins, and other vegetables."

L'attractivité des maquiladoras concernant le coût peu élevé de la main d'œuvre et la proximité géographique avec les Etats-Unis ont augmenté le nombre d'entreprises étrangères souhaitant délocaliser. C'est surtout le cas aux États-Unis où le chômage augmente et les exportations baissent. Le déséquilibre social avec le Mexique crée un appel d'air pour l'immigration contribuant à faire pression sur les salaires et les avantages sociaux des salariés américains. Aussi, selon Miguel Ángel Rivera Ríos, même si les maquiladoras permettent toujours la création de plus d'un million d'emplois au Mexique, la réorganisation du travail à l'échelle mondiale a permis l'essor de sociétés rémunérant de moins en moins leurs salariés dans les pays développés :

Nous avons succinctement vu au plan international l'amplitude et la rigueur de la réorganisation du travail, les milliers de postes de travail qui ont été supprimés ou qui vont se fermer en France et en Espagne. Cette situation s'étend à beaucoup d'autres pays comme l'Angleterre, le Brésil, l'Argentine, les États-Unis, seulement pour en mentionner quelques-uns. En dernier lieu, la réorganisation des secteurs de l'acier, automotrice, textile et de la chaussure ont impliqué des licenciements massifs qui ont fait réapparaître et configurer d'une nouvelle manière le phénomène de la pauvreté aux États-Unis. Bien entendu, une partie des postes de travail qui ont été perdus dans la manufacture nord-américaine ont été récupérées dans le secteur tertiaire (des services), mais ces nouveaux postes de travail ont des niveaux de rémunération comparativement plus bas, ce qui renforce, d'un autre côté, la baisse du niveau de vie d'une grande partie de la population.¹⁷⁰

La mondialisation permet donc aux entreprises américaines de délocaliser au Mexique au cas où les taxes et les salaires de leurs employés ne leur conviendraient pas aux Etats-Unis. Dans d'autres cas, cela leur permet de faire du chantage pour que les employés et les syndicats américains acceptent des régressions de leurs droits.

Ce fut le cas avec l'entreprise Caterpillar à Peoria, en Illinois. Après que M. Fites eut décidé qu'il fallait baisser le salaire de 13 000 de ses employés, ces derniers décidèrent de faire grève. Selon M. Fites, il était tout à fait normal que l'écart de salaire entre les ouvriers américains et mexicains se réduise tandis qu'il se voyait versé personnellement de 1989 à

¹⁷⁰ Miguel Ángel Rivera Ríos, *op.cit.*, p.161. Hemos visto sucintamente a nivel internacional la amplitud y el rigor de la reorganización laboral, los millares de puestos de trabajo que han sido cancelados o están por cerrarse en Francia y España. Esta situación es extensiva a muchos otros países como Inglaterra, Brasil, Argentina, Estados Unidos, solo para mencionar algunos. En este ultimo la reorganización de los sectores acerero, automotriz, textil y del calzado han implicado despidos masivos que han hecho reaparecer y configurar de una nueva manera el fenómeno de la pobreza en Estados Unidos. Por supuesto que una parte de los puestos de trabajo que se han perdido en la manufactura norteamericana se han recuperado en el sector terciario (de servicios), pero estos nuevos puestos de trabajo tienen niveles de remuneración comparativamente más bajos, lo que refuerza, en otro plano, el descenso del nivel de vida de grandes sectores de la población. (Traduit par l'auteur).

1991 (...) 2 014 000 dollars¹⁷¹. Le directeur Fites menaçait de remplacer tous les grévistes avec une nouvelle force de travail. Les syndicats étaient habitués à ce qu'il n'y ait pas de travailleurs qualifiés pour les remplacer mais la récession, la rationalisation et les imports peu chers d'outre-mer avaient jetés une armée d'ouvriers qualifiés au chômage. L'automatisation avait aussi réduit le nombre de postes à tâche complexe.

Au Mexique, les compagnies américaines emploient près de 1 million de personnes et les exploitent en les payant très peu, et les dépenses sociales concernant les pensions ou les arrêts maladies sont inexistantes. Le chantage qui consiste à délocaliser une entreprise est ainsi de plus en plus présent dans la mondialisation.

C'est le cas avec les « Big Three », General Motors, Ford et Chrysler. Les pertes économiques qu'elles ont subies récemment leur servent de prétexte pour diminuer les droits et les salaires des travailleurs américains. Les trois entreprises ont négocié avec un syndicat des contrats permettant de changer le statut des employés. Ces contrats ont été vantés par la direction, le syndicat et les médias comme créateurs d'emplois. Mais si l'on regarde de plus près, cela est une propagande médiatique afin de faire accepter par l'opinion publique comme tout à fait normal le système économique et social dans lequel les néoconservateurs veulent les emmener. Dans ce cas, les réalités du terrain sont même oblitérées comme le démontre Dianne Feeley :

En fait, GM a promis 6 200 nouveaux emplois, Ford 5 750 et Chrysler 2 100. Ce seront tous des emplois aux salaires au rabais, diminués de moitié par rapport aux plus anciens. Le total de ces 15 000 nouveaux emplois doit être comparé aux 60 000 emplois perdus depuis 2007, alors que pendant ce temps, les ventes d'automobiles des Big Three augmentaient de 10%.¹⁷²

Cela crée un épuisement physique, pour les employés, provoqué par l'aggravation des conditions de travail. Commencer dans une usine d'assemblage, travailler ensuite dans de meilleures conditions, et acquérir une qualification professionnelle est de moins en moins possible. Ce modèle précédent est remplacé par les méthodes en vigueur dans les maquiladoras implantées au Mexique. La situation des employés est devenue précaire. Les

¹⁷¹ Edward N. Luttwak, *le rêve américain en danger*, éditions Odile Jacob, 1995, p.235.

¹⁷² Dianne Feeley, « USA le syndicat UAW signe la régression salariale. Le contenu de régression sociale des accords signés dans l'industrie automobile américaine par l'UAW », *Spartacus*.
<http://spartacus1918.canalblog.com/archives/2011/12/23/23030186.html> (Consulté le 3 février 2013).

grèves affectant les usines dans les années 1970 se sont terminées par la capitulation des syndicats.

L'exploitation peut aussi prendre d'autres formes que celles qui ont cours dans les maquiladoras mexicaines et les zones de libre-échange du Sud-est asiatique. Il en va de même pour les luttes syndicales, dont le renouveau aux États-Unis, tout particulièrement dans les secteurs les plus emblématiques de la re-marchandisation de la force de travail tels que les travailleurs de l'entretien et du nettoyage, l'industrie du loisir et le commerce, sont passés sous silence dans les médias principaux. Le même travailleur est exploité pendant une décennie. Et pourtant, cette exploitation n'est pas justifiée même si les politiciens et économistes libéraux et néolibéraux, les patrons des multinationales et les financiers expliquent qu'il est indispensable d'instaurer un plan d'austérité avec la crise actuelle parce qu'il n'y a plus assez d'argent en circulation. Cette hypothèse est démentie par Hans-Peter Martin and Harald Schumann :

Dans son ensemble, la société américaine est loin d'être plus pauvre qu'auparavant; en effet, la totalité des revenus et des richesses n'ont jamais été aussi élevés qu'aujourd'hui. Mais la croissance n'a bénéficié qu'à 20 millions de familles, les cinq pour cent des plus riches, et même à l'intérieur de ce groupe, la division des gains n'a pas été très équilibrée. 1 pour cent des familles les plus riches ont doublé leurs revenus depuis 1980, et 500 000 super-riches détiennent maintenant un tiers de toutes les richesses privées. Le changement de direction dans l'économie américaine a manifestement profité aux cadres supérieurs des grosses entreprises. En moyenne, leurs revenus, déjà conséquent, a augmenté de 66 pour cent depuis 1979. Dès 1980, ils gagnaient déjà plus de quarante fois le salaire de leurs employés ordinaires. Maintenant, le rapport est de 120 :1, tandis que les revenus les plus élevés tels qu'Anthony O'Reilly, patron de l'énorme entreprise alimentaire Heinz, gagnent plus de 80 million de dollars par an ou juste environ 40 000 dollars par heure. (...) Au-delà de la frontière mexicaine uniquement, les compagnies américaines emploient près d'un million de personnes touchant un salaire misérable, moins de 5 dollars par jour dans les maquiladoras, où les dépenses sociales telles que les pensions maladies n'existent pas.¹⁷³

¹⁷³ Hans-Peter Martin and Harald Schumann, *op.cit.*, pp.118-119; "Taken as a whole, American society is far from being poorer; indeed, the income and wealth totals have never been as high as they are today. But the statistical growth has all been to the benefit of 20 million households, the top fifth, and even within this group the division of the gains has been extremely uneven. The richest 1 per cent of households has doubled its income since 1980, and the half million super-rich now own third of all private wealth. The sea-change in the U.S. economy as evidently paid off for the top manager of large corporation. On average, their already high net income has risen by 66% since 1979. By 1980, they were already getting some forty time more than their ordinary employee. Now the ratio is 120:1, while the highest earner such as Anthony O'Reilly, boss of the food giant Heinze, make more than 80 million of dollars a year or just short of 40 000 an hour. (...) Over the Mexican border alone, U.S. companies employ nearly a million people at starvation wages of under 5 dollars a day, in the so-called maquiladoras where social expenditures and such things as pensions or sickness benefit is unheard of." (Traduit par l'auteur).

Pendant ce temps, General Motors explique que son coût salarial aux Etats-Unis est trop élevé, environ 215 à 245 millions de dollars.¹⁷⁴ Selon l'agence, Morgan Stanley, cela pourrait réduire les bénéfices de General Motors par véhicule qui passeraient de 7000 à 6500 dollars. Mais si l'on regarde de près les capitaux dont disposent les trois grandes compagnies automobiles américaines, cela peut changer notre perception. Ford possède 33,5 milliards de dollars, et bien que General Motors sorte d'une faillite, elle dispose aujourd'hui de 32,8 milliards de dollars.¹⁷⁵ Chrysler, considéré comme la plus vulnérable des trois, a vu sa valeur estimée, lors de la fusion avec Fiat, à 27 milliards de dollars.¹⁷⁶ Et pourtant, l'entreprise General Motors continue à faire pression sur ses employés notamment dans son usine implantée près du Lac Orion, dans le Michigan. L'organisation capitaliste des mouvements migratoires de la force de travail permet d'effectuer de véritables délocalisations sur place :

Pour permettre à General Motors de construire, de façon rentable, aux États-Unis une voiture "sub-compacte", le syndicat a ainsi accepté que l'usine devienne progressivement, d'ici à 20 ans, à 100% composée d'ouvriers aux salaires plancher de moitié inférieurs au salaire « normal ». Le ratio de 40% est imposé dès maintenant. 400 ouvriers ont été ainsi contraints, soit d'accepter de passer dans la catégorie des salaires réduits de moitié, soit d'être transférés dans des usines General Motors situées à des centaines de kilomètres, soit de quitter volontairement l'entreprise.¹⁷⁷

Il y a une longue liste d'entreprises multinationales américaines qui sont installées au Mexique incluant les 500 entreprises les plus riches qui gèrent des maquiladoras. En 2006, General Electric employait environ 20 700 travailleurs dans trente usines qu'elle possédait. Delphi, qui s'est séparée de General Motors, est restée la principale entreprise de pièces automobiles au Mexique avec environ 66 000 employés et cinquante et une usines.

Aussi, avec la crise économique de 2007-2008 comme prétexte et l'augmentation incessante de la concurrence mondiale, l'idéologie néolibérale avance à grand pas. En fonction des secteurs, plus ou moins touchés par la crise, les entreprises privilégient les avantages qu'elles peuvent trouver dans certains pays en exploitant la main-d'œuvre au maximum. Dans d'autres cas, elles essayent de propager dans les pays développés les conditions de travail qui existent déjà dans les maquiladoras.

¹⁷⁴ Dianne Feeley, *op.cit.*

¹⁷⁵ Dianne Feeley, *Ibid.*

¹⁷⁶ Dianne Feeley, *Ibid.*

¹⁷⁷ Dianne Feeley, *Ibid.*

3.5) Des Sociétés Supranationales Esclavagistes : Un Retour dans le Passé ?

Les grandes sociétés supranationales et les groupes financiers qui dirigent la mondialisation ont pour seul but de maximiser leurs profits. Ceci passe par la diminution des salaires mais aussi par de nombreux autres facteurs qui ont tous pour conséquences des impacts négatifs sur les travailleurs. Les maquiladoras offrent ainsi des emplois qui mettent fin à la solidarité entre les employés. Elles représentent le fruit même de l'aliénation des hommes et des femmes par le travail créé par le capitalisme. Les maquiladoras en sont le symbole, aucune vertu ni valeur, aucune considération humaine n'émanent de ces entreprises vis-à-vis des travailleurs. En introduisant l'inégalité au sein d'occupations variées, cela a créé et renforcé les inégalités sociales. Le travail est divisé pour le profit des plus forts au détriment des plus faibles. Aussi, selon de nombreux témoignages provenant de travailleurs des maquiladoras, ces entreprises semblent provenir d'un autre âge :

Une fois que l'on franchit les portes de la fabrique, on entre dans un monde parallèle, dans lequel l'intense exploitation, le harcèlement sexuel comme manière de discipliner et l'interdiction de se syndiquer se combinent librement pour qu'au nord du Mexique, autour de dix mille femmes assemblent des jeans, des lecteurs de cassettes ou des montres-bracelets. "Cela semble de la fiction, mais non ce n'est pas, c'est la réalité et c'est l'enfer", condamne Martha Ojeda, travailleuse et activiste des fabriques "maquiladoras".¹⁷⁸

Ces entreprises créent des conditions de travail semblables à celles connues par les travailleurs européens au XIX^e siècle. Comme nous l'avons déjà vu, la maximisation des profits prime sur l'être-humain qui est alors considéré comme simple objet. L'aliénation par le travail et la standardisation des marchandises et du monde sont présents partout, et réduisent l'homme à néant.

Comme le disait Karl Marx, contrairement aux artisans, l'ouvrier dans une usine est utilisé par la machine au lieu d'utiliser un outil. Il est lui-même l'outil de production et devient un accessoire de la machine. Le travail en usine fatigue le système nerveux à l'extrême, tout en confisquant la liberté, à la fois des activités physiques et intellectuelles. Le travail monotone et annihilant dans les maquiladoras ne permet pas le développement du potentiel humain car il ne fait pas appel à la créativité. Les compétences requises sont

¹⁷⁸ Martha Ojeda, *Ibid.*

amoindris. Les employés sont souvent non qualifiés. Tout le monde peut ainsi être adapté afin de travailler dans une usine. Le nombre d'individus qui peuvent être employés augmente ainsi que la compétition pour un poste. C'est la création d'une armée industrielle, celle-ci étant contrôlée par les multinationales :

Le contrôle capitaliste des conditions de l'achat-vente de la force de travail prend en effet « la forme d'une relation entre niveau du salaire et niveau de l'emploi, par la formation d'une surpopulation relative » [Brunhoff (1982) 11], d'une « armée de réserve » qui recouvre, nous y reviendrons, tout un spectre de situations, de la gestion du paupérisme à la main d'oeuvre féminine et à l'immigration. Une surpopulation de taille certes variable selon les moments du cycle mais structurellement nécessaire à l'accumulation du capital.¹⁷⁹

Comme nous l'avons dit auparavant, une des caractéristiques regrettables des maquiladoras est que les travailleurs, hommes et femmes, sont cloisonnés dans des emplois à faible salaire requérant peu de compétences. Ils sont considérés comme remplaçables, et leurs attentes ne trouvent que peu d'écho dans les relations sociales et professionnelles. La raison de cette indifférence est que les maquiladoras disposent d'une main-d'œuvre abondante et désireuse d'y travailler afin de pouvoir se nourrir, avec pour conséquence le maintien de bas salaires à la différence des marchés du travail plus tendus, où les employeurs doivent offrir plus pour attirer et conserver les travailleurs. Au Mexique, de nombreux travailleurs sont ainsi touchés par cette stratégie capitaliste.

De plus, les industries installées dans ces zones franches utilisent une technologie relativement bon marché et simple et demandent une main-d'œuvre peu qualifiée. Il leur est donc facile de recruter de nouveaux travailleurs et de les affecter à la production avec une formation rapide. La rotation du personnel est élevée mais cela n'a aucune conséquence sur les employeurs car il est simple de trouver des remplaçants le taux de chômage étant assez élevé. Les industries de transformation à fort coefficient de main-d'œuvre se livrent une concurrence essentiellement au niveau des prix et, comme les coûts salariaux sont un élément important des coûts totaux, elles estiment qu'ils doivent être contenus et ne voient pas dans la main-d'œuvre une ressource à valoriser. L'ouvrier, l'être-humain, est donc considéré comme un outil de travail, un pion qui, s'il n'est plus utile ou est abîmé, doit être jeté.

La quête pour des avantages absolus a fondamentalement altéré les mécanismes de l'économie mondiale. Plus il était facile pour la production et le capitale de traverser les frontières, le plus puissante et incontrôlable devenaient les corporations transnationales qui

¹⁷⁹ Kouvelakis Eustache , *op.cit.*, p. 17-42. DOI : 10.3917/amx.034.0017

aujourd'hui intimident et privent de pouvoir à la fois les gouvernements et les peuples. Lorsque nous prenons en considération l'histoire et l'idéologie des grandes multinationales qui opèrent actuellement au Mexique, nous pouvons voir que le respect des droits humains n'a jamais été leur priorité :

Certaines des sociétés qui participent à cet élitisme et à la privation humaine ne sont pas historiquement étrangères à l'oppression et l'exploitation. L'auteur primé Edwin Black, discute dans son nouveau livre, *La Connexion Nazi*, de la complicité des sociétés américaines comme Ford, General Motors et IBM avec leurs connexions au régime d'Hitler contre les Juifs commençant dans les années 1930. De façon intéressante, ces trois mêmes sociétés ont continué à se trouver du mauvais côté de la morale à travers leurs histoires, comme en témoigne les accusations actuelles dirigées contre eux pour avoir pratiqué l'apartheid en Afrique du Sud et aussi pour les usines maquiladora qu'ils dirigent au Mexique. (...) Ford a maintenu une présence au Mexique depuis 1925. Dans son livre *Quand les Sociétés Dirigent le Monde*, David C. Kortens explique comment en 1987 la société Ford Motor a déchiré son contrat syndical en licenciant 3 400 ouvriers, et a réduit les salaires, déjà très bas, de 45%. Quand les ouvriers de Ford se sont rassemblés autour de responsables syndicaux dissidents, des hommes armés, employés par le syndicat officiel dirigé par le gouvernement, ont tiré sur les ouvriers au hasard.¹⁸⁰

Ces entreprises ont donc de lourds bagages derrière elles et elles ont pu continuer en toute impunité leur expansion à travers le monde. Le phénomène de sous-traitance, comme dans les maquiladoras, a explosé à la frontière des États-Unis, créant des emplois peu qualifiés, sous-payés et caractérisés par des conditions de travail souvent inhumaines et un mépris total de l'environnement.

3.6) Délocalisations : Des Entreprises Destructrices

Alors que la création d'une zone franche et l'installation de maquiladoras dans le nord du pays avaient pour but d'attirer les investissements étrangers, nous pouvons observer

¹⁸⁰ Michael Westfall, *op.cit.* <http://digitalcommons.ilr.cornell.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1007&context=westfall> (Consulté le 23 janvier 2013). "Some of the companies who participate in this elitism and human deprivation are historically not strangers to oppression, and exploitation. Award winning author Edwin Black, in his new book *Nazi Nexus*, discusses the complicity of American companies like Ford, General Motors, and IBM with their connections to Hitler's regime against the Jews beginning in the 1930's. Interestingly these same three companies have continued to find themselves on the wrong side of the moral table throughout their histories, as evidenced with the current accusations being directed against them for practicing apartheid in South Africa and also with the maquiladora factories they each run in Mexico.(...) Ford has maintained a presence in Mexico since 1925. In David C. Kortens book, *When Corporations Rule the World*, he told of how in 1987 Ford Motor Company tore up its Mexican union contract, fired 3,400 workers, and cut the already low wages by 45 percent. When Ford workers rallied around dissident labor leaders, gunmen, hired by the official government-dominated union, shot workers at random."

aujourd'hui que les résultats ne sont pas satisfaisants en termes de création de richesses et d'emplois. Selon le film documentaire *Maquilapolis*, lorsque la première crise frappa en 2001 et que les entreprises délocalisèrent en Asie, en deux ans, environ 350 000 emplois furent supprimés. En 2012, le processus continue avec plus ou moins d'ampleur selon les secteurs. Touchées par la crise financière, de nombreuses maquiladoras délocalisent dans les pays où la main-d'œuvre est encore moins chère. La stratégie du gouvernement mexicain est donc de concurrencer à son tour ces entreprises :

Devant la concurrence vorace des marchés mondiaux, il est fondamental de doter les entreprises mexicaines, au moins, des mêmes conditions qu'offrent nos concurrents principaux, et qui lui permettent de positionner avec succès ses marchandises et services dans l'arène du commerce international.¹⁸¹

Bien entendu, doter les entreprises des mêmes conditions qu'offrent les entreprises concurrentes peut paraître ambigu. En effet, la compréhension de cet extrait de texte peut varier selon les personnes. Au début, les maquiladoras avaient fait beaucoup parler d'elles, surtout à propos du succès de l'accroissement du taux de travail. Par la suite, les conditions de travail et les salaires, ayant un impact très négatif sur les employés, ont été dénoncés. Et pourtant, aujourd'hui encore, certaines institutions d'Etat ou entreprises continuent à expliquer que leurs objectifs généraux sont positifs, leur volonté étant bien différente de la réalité, et que, dans ce sens, ils pourraient être favorables aux travailleurs mexicains à long terme :

“Notre Stratégie est d'attirer les sociétés qui possèdent des technologies sophistiquées, pas des sociétés qui requièrent de la main-d'œuvre bon marché”, explique Sergio Tagliapietra, Secrétaire du Développement Economique de Basse Californie.¹⁸²

La mondialisation a deux fonctions, disposer d'une force de travail à bas coût à l'étranger, mais aussi faire du chantage sur les travailleurs en menaçant de délocaliser les

¹⁸¹ « Industria Manufacturera Maquiladora y de Servicios de Exportación (IMMEX) », Secretaria de Economia. <http://www.economia.gob.mx/comunidad-negocios/industria-y-comercio/instrumentos-de-comercio-exterior/immex> (Consulté le 20 août 2012). “Ante la voraz competencia por los mercados globales, es fundamental dotar a las empresas mexicanas, al menos, de las mismas condiciones que ofrecen nuestros principales competidores, que le permitan posicionar con éxito sus mercancías y servicios en la arena del comercio internacional.” (Traduit par l'auteur).

¹⁸² Geri Smith, “The Decline of the Maquiladora”, Bloomberg Businessweek Magazine. <http://www.businessweek.com/stories/2002-04-28/the-decline-of-the-maquiladora> (Consulté le 23 mars 2013). “Our strategy is to attract companies with more sophisticated technology, not companies that require cheap labor,” says Sergio Tagliapietra, Baja California's Secretary of Economic Development.” (Traduit par l'auteur).

entreprises afin qu'ils acceptent des concessions sur leur propre conditions de travail, et ceci en leur faisant accepter par exemple des régressions concernant leurs droits sociaux. La mobilité ou flexibilité tant encensée par les économistes libéraux et néolibéraux permet donc de faire pression sur les salariés y compris dans les pays où les sièges des multinationales sont installés. Les maquiladoras servent ainsi un objectif principal pour les corporations transnationales : exploiter la main-d'œuvre, les peuples, dans le plus de pays possible afin de s'enrichir considérablement.

Pendant son âge d'or, l'économie mexicaine était devenue la huitième puissance exportatrice au monde et la première en Amérique latine. En 2000, les maquiladoras attiraient 2 983 millions de dollars d'IDE. Mais les maquiladoras ont commencé à connaître des jours difficiles depuis 2001, certains secteurs étant plus touchés que d'autres. Le pays a perdu plus de 457 000 emplois dont plus de la moitié dans le secteur stratégique de l'industrie d'exportation de type maquiladora.¹⁸³ Lorsque la Chine est entrée dans l'OMC en 2001, elle a tout d'abord attirée les entreprises qui étaient au Mexique. Aussi, de nombreuses entreprises ont fui le Mexique pour aller trouver de la main-d'œuvre moins chère en Chine. En effet, 40% des investissements directs étrangers (IDE) auparavant dirigés vers le Mexique avaient été déviés vers d'autres pays de l'Amérique latine, ou vers la Chine.

L'ALENA n'était plus suffisant pour que les Etats-Unis portent un regard sur leur voisin frontalier. La compétitivité faisait que les entreprises américaines étaient devenues moins compétitive que les entreprises européennes ou japonaises. Les investisseurs nord-américains, qui avaient su profiter des avantages des maquiladoras plus que les Européens, avaient commencé à déplacer leurs opérations vers la Chine. Les maquiladoras, qui étaient devenues un élément fondamental de l'économie mexicaine, surtout dans les États limitrophes avec les États-Unis, avaient commencé à fermer depuis le premier janvier 2001.

Dans les années 1990, un processus similaire s'était produit lorsque les maquiladoras apparaissaient massivement au Guatemala, comme dans toute l'Amérique centrale. Après 36 ans de guerre civile, le retour de la paix, la proximité géographique avec les États-Unis, les salaires inférieurs à ceux du Mexique et les avantages fiscaux avaient rendus le pays particulièrement attractif pour la sous-traitance de produits industriels et agroalimentaires. Cependant, le Mexique avait réussi à attirer de nouveau les entreprises et les investisseurs étrangers, concurrençant les pays d'Orient et les autres pays d'Amérique Latine. La Chine est

¹⁸³ Mathieu Arès, *Les Maquiladoras sont-elles toujours le moteur de la croissance au Mexique ?*, Observatoire des Amériques. http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/Chro_Mex1.pdf (Consulté le 1 février 2013).

devenue le pays le plus compétitif au niveau des exports durant ces dernières années. Sa main d'œuvre a attirée de nombreux investisseurs, notamment dans l'industrie du textile et de l'électronique, deux secteurs majeurs dans les maquiladoras. La concurrence avec la Chine se fait toujours ressentir aujourd'hui :

L'optimisme quant à la capacité du secteur maquiladora à créer des emplois a de plus été ombragé par la croissance des exportations chinoises aux États-Unis. En 2002, la Chine a remplacé le Mexique comme le deuxième plus grand exportateur aux États-Unis: Les exportations du Mexique à son puissant voisin du nord ont totalisé 143.23 milliards de dollars entre janvier et novembre 2004, un montant 25 pour cent plus bas que les ventes de la Chine pendant la même période, malgré le fait que la nation asiatique est beaucoup plus loin et n'a aucun accord de libre-échange avec les États-Unis.¹⁸⁴

La récente concurrence chinoise a mis en danger l'économie mexicaine qui a dû ainsi s'adapter pour survivre. Le Mexique avait subi à son tour les délocalisations industrielles qu'il avait attirées. La crise était particulièrement inquiétante dans les maquiladoras. Près d'un million de travailleurs étaient concernés, mais le ralentissement de l'économie aux États-Unis et le déplacement de ces industries de montage vers la Chine avaient déjà provoqué une chute de près 14% des emplois au cours des huit premiers mois de l'année 2002.

L'externalisation permettait aux entreprises de fermer leurs usines à l'étranger si celles-ci ne fonctionnent plus très bien ou si les salariés commençaient à demander des augmentations de salaires ou simplement à se syndiquer. Les maquiladoras mexicaines, après avoir enregistré une croissance rapide et permit de créer de nombreux emplois spécifiques à leurs débuts, ont modernisé plus récemment leurs moyens de production et elles commencent à se lancer dans les activités de production intégrées. Mais cette croissance ne semble pas s'être accompagnée au même degré d'une progression des compétences, des revenus et de l'économie locale. Les maquiladoras ont profité des années de croissance aux États-Unis, puis ont souffert avec le retournement de conjoncture. Le Mexique est donc dépendant économiquement des États-Unis :

La récession aux États-Unis, l'effet 11 septembre et l'arrivée de la Chine sur la scène mondiale ont produit une baisse substantielle de la *maquila* du vêtement de 2000 à 2006 : de moitié quant aux usines dont le nombre passe de 1 089 à 571 et de

¹⁸⁴ Etienne Chouard, Blog du plan C. <http://www.politiquessociales.net/Licenciements-delocalisations,109> – 29/08/2012 (Consulté le 20 février 2013) “Mexico's exports to its powerful northern neighbour totalled 143.23 billion dollars between January and November of 2004, an amount 25 percent lower than China's sales during the same period, despite the fact that the Asian nation is much farther away and has no free trade agreement with the United States.” (Traduit par l'auteur).

quelque 26 % pour l'emploi qui chute de 282 000 à 212 000. Dans certaines localités où s'étaient installés des *clusters* du vêtement comme Torreón et Aguascalientes, la *maquila* a pratiquement disparu.¹⁸⁵

L'industrie textile semble perdue pour le Mexique face aux fabricants chinois car le coût de main-d'œuvre est encore moins élevé et il promet un marché intérieur gigantesque. Cependant, les coûts de transports sont en constante augmentation. Aussi, pour produire en Chine, certaines entreprises restent vigilantes afin de garder des unités de production au Mexique, qui apportent des solutions différentes à celles de la Chine. En effet pour des produits de grandes consommations la proximité avec le client est essentielle. Il est donc ingénieux pour elles de rester au Mexique pour inonder le continent américain. La spécialisation des entreprises installées au Mexique et les facteurs géographiques leur permettent une insertion continue dans la mondialisation :

Celles-ci ont été dans un premier temps invitées à se localiser le long de la frontière avec les États-Unis, avant d'être autorisées à se répandre dans tout le pays. Cependant, les plus importantes concentrations de *maquiladoras* se localisent toujours le long de la frontière américano-mexicaine, autour de villes ayant joué la carte de la spécialisation : Tijuana (électronique), Ciudad Juarez (pièces détachées automobiles), Matamoros (composants électroniques), etc.¹⁸⁶

Cette spécialisation des pays dans les différentes étapes de la production d'un même produit n'est pas forcément positive contrairement à ce que pourraient penser certains économistes et politiciens. En effet, lorsque les entreprises délocalisent, les friches industrielles qu'elles délaissent ont un impact négatif immédiat sur les populations locales et ne sont que rarement remplacées par d'autres.

En 2004, victimes des vacillements de l'économie américaine, de l'ALENA et de la concurrence de pays plus pauvres que le Mexique, plusieurs de ces usines abandonnent aujourd'hui les zones franches, laissant sans emploi des centaines de milliers de travailleurs attirés par la promesse d'une vie meilleure. La migration vers les États-Unis devient donc la seule alternative pour de nombreux mexicains en recherche d'une vie meilleure.

¹⁸⁵ Jorge Carrillo, *op.cit.*, pp.143-152.

¹⁸⁶ François Bost, *LES ZONES FRANCHES, INTERFACES DE LA MONDIALISATION* : Armand Colin | *Annales de géographie*, 2007/6 - n° 658, pages 563 à 585.

Depuis les débuts de la crise financière internationale de 2007-2008, près de 40 % des maquiladoras, environ 500, ont disparu.¹⁸⁷ Cependant, ce processus avait déjà commencé au début du XXIe siècle à cause d'autres facteurs et l'impact sur les travailleurs s'était aussi déjà fait ressentir. Lorsque le prétexte de crise économique est utilisé par les entreprises pour justifier leurs délocalisations rapides, il faut bien avoir en tête que d'autres facteurs sont en jeu. La logique néolibérale fait que le moindre changement de valeur d'une monnaie et sa répercussion sur les salaires peut faire fuir des entreprises. Il n'y a plus de constructions à long terme, ni de projets industriels. Tout tourne autour de la rentabilité de l'entreprise et ce qu'elle vaut à un instant T et non pas sur sa valeur ajoutée dans le temps, l'investissement à long terme étant ignoré. Par ailleurs, la concurrence avec la Chine dans la première décennie de ce nouveau siècle a presque entamé l'attractivité qu'avait acquise le Mexique auprès des multinationales :

La croissance dans la production, qui a fonctionné à doubles chiffres pendant la fin des années 1990, a calé pour plusieurs raisons. Le plus évident est le ralentissement aux États-Unis, qui a ralenti la demande des exportations du Mexique. Ensuite, il y a la forte valeur du peso : Il a apprécié de 25 % contre le dollar dans les trois dernières années, conduisant le travail et d'autres coûts d'exploitation à augmenter. Beaucoup d'exemptions fiscales et tarifaires dont les Maquiladoras avaient jouies pendant des années ont été stoppées. Il n'est pas étonnant que quelques investisseurs étrangers soient à la recherche de climats plus amicaux. Un total de 350 usines maquila ont fermé depuis le début de 2001, laissant 240 000 Mexicains sans travail - presque un cinquième de la totalité de la main-d'œuvre dans l'industrie.

La durée de vie des établissements de sous-traitance industrielle est de plus en plus rapide. Une entreprise installe une usine, pille la main-d'œuvre locale, surtout juvénile et féminine, s'en va au bout de quelques années, laisse des friches industrielles et une société décomposée, et recommence le même processus ailleurs. Les entreprises agissent donc parfois comme des hordes de criquets, dévastant tout sur leurs passages, et ne laissent rien pour ceux qui sont restés derrière, les populations locales :

Ainsi l'industrie textile au Viêt-Nam envisage-t-elle de déplacer ses unités de production du Sud-est du pays vers le centre pour contenir la progression des salaires. L'augmentation du niveau de vie et la hausse du coût de la vie, imputables au développement du pays, mais sans doute aussi en partie aux investissements étrangers étant donnée la concentration dans cette zone, a conduit les entreprises étrangères et locales à recourir dans un premier temps à une main-d'œuvre recrutée

¹⁸⁷ « Les Maquiladoras ne payent plus », *L'Humanité*. <http://www.humanite.fr/monde/les-maquiladoras-ne-payent-plus-499870> (Consulté le 20 janvier 2013)

dans les provinces les plus pauvres du delta du Mékong. Les salaires ne suffisent cependant plus à compenser le coût de la migration et les ouvrières refusent désormais de travailler pour le salaire mensuel de 600 000 dongs proposé (environ 32 euros). Puisque la main d'œuvre ne veut plus aller aux usines, celles-ci se proposent donc d'aller vers la main-d'œuvre, là où elle coûte le moins cher. J. Carrillo [2003], met en évidence pour le Mexique un phénomène d'expansion des zones de maquiladoras de la frontière nord, où elles étaient apparues dans les années soixante vers d'autres zones à plus faible coût salarial dans le reste du pays. Dans ces cas de figure, l'emploi dans le pays ne se modifie pas, mais l'impact sur une région donnée est potentiellement fortement négatif si d'autres emplois ne sont pas créés pour compenser les pertes.¹⁸⁸

Cela peut nous faire penser au processus de migration des entreprises vers l'intérieur des terres aux États-Unis au début du XXe siècle. Ce processus avait pour but de contrôler les mouvements ouvriers et les syndicats. En effet, alignées le long des côtes, les entreprises étaient enclavées entre la mer et les résidences des ouvriers. Ainsi, s'il y avait un mouvement de révolte, celui-ci se propageait à grande vitesse, les entreprises étant concentrées au même endroit. Les patrons des entreprises ne pouvaient pas continuer à ignorer les requêtes de leurs employés qui, pour de justes raisons, demandaient à ne plus être exploités en espérant que leur salaire soit augmenté. Mais cela pouvait nuire à une maximisation des profits qui, comme nous avons pu le voir, est le seul et unique objectif de ces entreprises.

Les entreprises américaines et autres, installées au Mexique, n'ont pas une approche différente de la situation. La maximisation des profits pourrait même être considérée comme un objectif encore plus important à leurs yeux si l'on prend en considération la compétitivité internationale qui a lieu actuellement. La fuite des entreprises à l'étranger sert aussi souvent de prétexte afin de faire du chantage aux employés qui souhaitent garder leur emploi en leur faisant accepter des diminutions de leurs droits sociaux. La compétitivité avec la Chine a créé un accroissement de la productivité globale. Celle-ci aurait dû conduire à une amélioration du bien-être. Mais comme nous l'avons vu, l'essor de la production n'est pas forcément lié à celui du bien-être des peuples.

De plus, la comparaison avec la situation actuelle des NPIA (Nouveaux Pays Industrialisés d'Asie) nous amène à remettre en cause ce modèle libre échangiste néolibérale, qui justifie l'ALENA et l'ouverture totale des frontières sans aucun contrôle étatique. En effet, la politique néoconservatrice américaine a pour but que le monde entier abandonne

¹⁸⁸ Henaff Nolwen, « Introduction » *La migration des emplois vers le Sud*, Autrepart, 2006/1 n° 37, p. 10. DOI : 10.3917/autr.037.0003.

l'autosuffisance afin d'être dépendant des États-Unis. Ce type de marché libre fondamentaliste, même les États-Unis ne l'appliquent pas et ne pourraient pas le faire.

Nous pouvons remarquer que ces pays qui, comme le Mexique, étaient considérés comme des pays émergents dans les années 1970-1980 s'en sortent aujourd'hui globalement mieux. A l'inverse du Mexique, les pays comme la Chine ou encore la Corée du Sud n'ont pas tout de suite consenti à une ouverture multilatérale avec leurs partenaires commerciaux. Ils avaient déjà constitué une industrie nationale solide et une économie plus stable car plus indépendante des États-Unis que celle du Mexique au moment de leur ouverture commerciale. Ce dernier a dû ouvrir ses frontières au sortir de sa crise économique, à un moment où son économie interne était en déclin.

Les effets bénéfiques du développement des échanges ont donc été largement inférieurs, la croissance économique étant surtout le fait d'investissements étrangers réalisés au détriment de l'économie globale du pays visé et ne générant pas les revenus et le développement escomptés. Le succès de leur développement économique remet donc en cause le modèle de développement mexicain fondé sur l'ouverture économique multilatérale avec les États-Unis et le Canada. En effet, le libre-échange ne peut produire une croissance durable que si l'économie nationale a déjà des bases propres et solides, ce qui n'a pas été le cas du Mexique.

Parallèlement, la menace chinoise ne cesse d'enfler. En quelques années, de nombreuses entreprises ont disparu du fait de la concurrence chinoise. Les galeries marchandes du centre de Monterrey sont encombrées de vêtements, de sandales, de jouets et de souvenirs fabriqués en Chine. Un déluge de marchandises chinoises bon marché a envahi le Mexique. Le principal atout du pays demeure son accès privilégié au marché américain, sur lequel repose le succès des maquiladoras et ceci, même avec la Chine :

Des produits de consommation comme le vêtement, le jouet, la chaussure et l'électronique, destinés au marché nord-américain, sont de plus en plus fabriqués dans des pays comme la Chine. Qui plus est, en ce qui concerne des produits comme les ceintures de sécurité et les téléviseurs à écran plat, la taille et le cycle de vie font que les coûts de production perdent relativement en importance et le Mexique, de ce point de vue, se trouve privé de l'un de ses principaux avantages : la proximité géographique. En même temps, cependant, les réactions rapides à un marché changeant et les mesures protectionnistes tendant à renforcer la régionalisation ouvrent des perspectives à l'arrivée d'investissements chinois au Mexique, ce qui a lieu dans certaines *maquiladoras*. Une entreprise chinoise de téléviseurs (TLC) a acquis la division de télévisions de Thompson et c'est actuellement l'entreprise la plus grande du monde au Mexique, avec une forte présence à Juárez. La première fabrique d'automobiles chinoises en Amérique du

Nord est en construction à Tijuana. C'est en ce sens que la proximité géographique va recommencer à compter en termes d'avantages compétitifs.¹⁸⁹

Par ailleurs, actuellement, dans plusieurs pays et régions du monde, les salaires des ouvriers augmentent suite à des protestations. C'est particulièrement le cas dans le sud et l'est de la Chine, où se sont installées la plupart des entreprises. Les salaires des ouvriers et employés chinois a quadruplé de 2000 à 2009, il s'est ensuivi une réduction de travailleurs chinois acceptant de travailler pour un salaire misérable. Pour fuir le problème, les entreprises migrent vers l'intérieur des terres pour maximiser leurs profits mais cela comporte un inconvénient pour elles. En effet, le coût des transports se voit maintenant augmenter. Les entreprises qui avaient déjà délocalisées en provenance du Mexique se sont dirigées soit vers l'intérieur des terres chinoises ou sont de retour dans leur pays d'accueil précédent.

Le Mexique peut ainsi être le prochain pays à bénéficier de l'augmentation de la production et des salaires en Chine. Lorsque le produit arrive à destination chez l'acheteur, les coûts de transports et les taxes sont parmi les plus intéressants au monde pour les entreprises, plus précisément pour celles basées aux États-Unis. Le peso mexicain a dévalué de nouveau par rapport au dollar américain et les salaires n'ont que peu augmentés. Le Mexique peut ainsi rentrer en compétition directe avec la Chine concernant les exports pour les États-Unis. La réduction des tarifs douaniers entre le Mexique et les USA créée en 1994 avec L'ALENA reste donc un avantage à long terme pour l'attractivité industriel du Mexique. Cela ne bénéficiera pas forcément aux travailleurs mexicains et américains qui ne verront pas leur salaire augmenter ni leur condition de vie s'améliorer considérablement. Il ne reste parfois aux Mexicains que des solutions violentes afin de nourrir leur famille.

3.7) Chômage et Pauvreté : L'Expansion des Cartels de la Drogue

Comme nous l'avons vu précédemment, le système économique et la compétitivité mis en place par les Etats-Unis sont en grande partie la cause du chômage de masse qui sévit au Mexique. Des millions de paysans mexicains, après la concurrence déloyale infligée par les sociétés agroalimentaires américaines, ont été obligés de partir dans les villes ou près des maquiladoras afin de trouver un emploi. En outre, les sociétés supranationales ont pu s'installer au Mexique à de nombreuses reprises, exploiter ses ouvriers et repartir quelques années plus tard en laissant des friches industrielles et des milliers de personnes sans emplois.

¹⁸⁹ Jorge Carrillo, *op.cit.*, p. 143-152. DOI : 10.3917/oute.018.0143.

Ainsi l'entreprise Crescent quitta Zacateca en 1983 à la suite d'un conflit avec ses travailleurs pour s'installer à Porto-Rico, et deux ans plus tard, elle quitta Porto-Rico pour s'installer à Taiwan.¹⁹⁰ Ces entreprises ont acquis tellement de pouvoir au cours des dernières années qu'elles n'acceptent plus les compromis dans certains pays et délocalisent quand elles le souhaitent si les conditions ne leurs sont pas favorables. Elles sont donc en partie responsables du chômage de nombreux Mexicains et de l'impact négatif qui s'ensuit sur la société mexicaine :

D'un autre côté, les autorités, les syndicats corporatifs et les patrons ont signé une entente où ils s'engagent tous trois à accepter les mises à pied, à diminuer les horaires de travail des employés, à permettre un chômage technique, à diminuer les prestations d'emploi, à réduire l'horaire de travail à 5 heures au lieu des huit heures réglementaires, même si ces mesures sont contraires à la loi du travail mexicaine. Tout cela implique une diminution drastique des salaires pour ceux qui ont conservé leur emploi, et donc une augmentation de la pauvreté, et avec elle, de la délinquance et de la criminalité. Beaucoup de jeunes étaient déjà au chômage mais il y en a encore plus aujourd'hui. Et le nombre de vols a augmenté à Monterrey. On se rend compte que les personnes qui commettent des vols ne le font pas dans l'intention de dérober de l'argent, mais pour survivre, puisqu'ils volent des aliments. Voilà le portrait de la situation au Mexique en cette période de récession.¹⁹¹

Le problème du chômage et de la baisse des salaires se répercute non seulement sur la criminalité et le nombre de vols commis, mais il alimente en plus le problème déjà alarmant du narcotrafic. Des grands et petits commerces deviennent victimes d'extorsion et de séquestration de la part de la mafia. C'est un problème quotidien, impossible à résoudre parce que le narcotrafic et les organisations de délinquance sont de mèche avec la police.¹⁹²

Bill Clinton avec son homologue Ernesto Zedillo en 1999 et George W. Bush avec Felipe Calderon en 2006, ont chacun renforcé la guerre contre les cartels mexicains. Dans sa proposition de budget pour 1998, Bill Clinton avait demandé plus de 21 millions de dollars pour financer au Mexique des programmes d'entraînement militaire et de lutte contre le trafic de drogue. Washington, officiellement, faisait semblant de ne pas se soucier des affaires intérieures d'un pays dans lequel ses agents agissent pourtant par centaines que ce soit pour

¹⁹⁰ Nayereh Pourdanay, *op.cit.*

¹⁹¹ HIGINIO BARRIOS HERNÁNDEZ, « Mexique 2008 », CISO.
<http://www.ciso.qc.ca/?s=maquiladoras&feed=rss2> (Consulté le 22 janvier 2013).

¹⁹² HIGINIO BARRIOS HERNÁNDEZ, *ibid.*

obtenir des parts de marchés pour ses sociétés supranationales ou au nom de la lutte anti-drogue, et cela depuis de nombreuses années :

Je n'avais aucune idée qu'il y avait des centaines d'hommes et de femmes dispersées à travers le monde entier, travaillant pour des cabinets de conseil et d'autres sociétés privées, des gens qui n'avaient jamais reçu un seul centime en provenance de quelque agence gouvernementale que ce soit et qui servaient cependant les intérêts de l'empire. Je n'aurais pu supposer non plus qu'un nouveau genre de personnes, avec des titres plus euphémiques, se compterait par milliers vers la fin du millénaire et que je jouerais un rôle significatif dans la formation de cette armée croissante.¹⁹³

Ces hommes et ces femmes emploient parfois des pratiques douteuses. L'usage de l'information issue de l'espionnage téléphonique et microphonique est réalisé d'une façon routinière au Mexique par les agences états-uniennes afin de surveiller les défaillances du pouvoir local. Cela reflète la corruption du pouvoir exécutif des Etats-Unis. Jack Blum, ex chef des conseillers du Comité des Relations extérieures du Sénat de la nation nord-américaine, qui a étudié la corruption et le blanchiment d'argent et qui a également dirigé des enquêtes sur le sujet a démontré l'existence de liens entre la CIA, le trafic de drogues et le sous-continent¹⁹⁴ :

« Sous le gouvernement Bush » déclare Blum, « la Maison Blanche était convaincue que si l'opinion publique américaine se rendait compte de l'augmentation du trafic de drogues et de la corruption au Mexique, le TLC n'aurait jamais pu être ratifié... Personne n'aurait pu le dire à voix haute parce que cela allait à contre-courant de la politique officielle ». (...) Citant d'autres sources, la presse mexicaine a annoncé le 21 mai 1995 que « *le trafic de drogue, qui a pénétré l'économie et la politique mexicaines d'une manière jamais égalée lors du mandat de Salinas, a été rendu possible par la complicité du gouvernement républicain états-unien qui cherchait à faire aboutir le Traité de libre-échange (TLC)* ». ¹⁹⁵

¹⁹³ John Perkins, *op.cit.* p.14. "I had no idea that there were hundreds of men and women scattered around the world, working for consulting firms and other private companies, people who never received a penny of salary from any government agency and yet were serving the interests of empire. Nor could I have guessed that a new type, with more euphemistic titles, would number in the thousands by the end of the millennium, and that I would play a significant role in shaping this growing army."

¹⁹⁴ John Saxe-Fernández, « Chantage et libre-échange au Mexique : L'ALENA et le bilatéralisme intensif », RISAL, http://risal.collectifs.net/spip.php?page=imprimer&id_article=876 (Consulté le 6 février 2013).

¹⁹⁵ John Saxe-Fernández, *Ibid.*

Aussi, les intérêts économiques sont bien plus importants que l'augmentation de la violence au Mexique aux yeux du gouvernement américain. Ce dernier ferme les yeux tandis qu'il annonce hypocritiquement se soucier du sort des Mexicains en s'attaquant officiellement aux cartels de la drogue.

Un autre scandale mettant en lumière des opérations américaines au Mexique éclata plus récemment. Celui-ci était lié aux investigations concernant l'Opération Fast and Furious. L'opération fut lancée en 2009 à Phoenix (Arizona) par la branche locale du Bureau américain de l'alcool, du tabac, des armes à feu et des explosifs (ATF), rattaché au ministère de la justice. Elle visait à piéger des membres de cartels de la drogue mexicains en suivant à la trace des ventes d'armes. L'opération faisait partie du projet Gunrunner, un programme plus important de l'ATF visant à enrayer l'arrivée d'armes au sein des groupes criminels mexicains. Le programme, lancé en 2006, avait alors permis de saisir plus de 10 000 armes à feu, dont certaines furent perdues, et d'arrêter 800 suspects. Mais l'initiative n'eut pas les répercussions escomptées :

En moins de deux ans, selon un rapport parlementaire de juillet 2011, sur les 2 000 armes dont l'ATF a perdu la trace, 122 ont été utilisées pour commettre des crimes au Mexique. Deux d'entre elles ont même été retrouvées sur le lieu d'un crime : le meurtre de l'agent américain de contrôle aux frontières Brian Terry, tué le 10 décembre 2010 lors d'un échange de coups de feu avec des migrants clandestins.¹⁹⁶

Le résultat de la lutte contre les cartels mexicains n'a pas été celui attendu. Il y a eu une explosion de la corruption à tous les niveaux de l'Etat comme forme de contre-attaque des cartels puis, à partir de 2008, le basculement dans l'ultra-violence. Plusieurs milliers de personnes ont été enlevées et assassinées par des bandes criminelles. Dans la zone industrielle de Matamoros, le cartel du Golfe et les Zetas se livrent une guerre sans merci pour contrôler un axe commercial stratégique vers les États-Unis.¹⁹⁷ Les Zetas, gang fondé par des déserteurs de l'armée mexicaine, est l'un des plus puissants cartels au Mexique. Ces groupes ne sont guidés que par l'argent et la violence. Le président conservateur Felipe Calderon avait été élu en 2006 sur la promesse de résoudre les problèmes d'insécurité. Mais les violences n'ont fait que s'accroître :

¹⁹⁶ Valentine Pasquesoone, *op.cit.*

¹⁹⁷ « Les Maquiladoras ne payent plus », *L'Humanité, op.cit.*

Les violences liées au trafic de drogue ont fait 60 000 morts au Mexique ces six dernières années, depuis l'envoi de l'armée pour faire tomber les cartels.¹⁹⁸

Les chefs des cartels sont plus sanglants les uns que les autres. Heriberto Lazcano, leader des Zetas, est soupçonné lui-même d'avoir tué une centaine de personnes, notamment le journaliste Francisco Ortiz Franco en 2004, qui enquêtait sur le trafic de drogue. Il était activement recherché par le gouvernement mexicain avant d'être tué le 7 octobre 2012. Les États-Unis étaient aussi impliqués dans sa recherche :

Le gouvernement promettait une récompense de 2,3 millions de dollars (1 771 626 euros) pour toute information qui pourrait conduire à son arrestation, somme à laquelle Washington avait ajouté cinq millions de dollars (3 851 272 euros).¹⁹⁹

Les tueries de masses sont fréquentes. Le 13 mai 2012, à Cadereyta Jiménez, 49 cadavres décapités sont découverts, mains et pieds sectionnés, au bord d'une route à une trentaine de kilomètres à l'est de Monterrey. Quatre jours plus tôt, 18 cadavres avaient été découverts dans deux automobiles abandonnés sur une route proche de Guadalajara, dans l'ouest du pays. Loin d'être contenue aux seuls membres de gangs, cette violence engloutit toutes les parties de la population, femmes et enfants compris, massacrés pour leur résistance, pour les besoins en terrains ou en ressources, ou encore pour donner l'exemple et impressionner les autorités. Encore une fois, les institutions américaines ne sont pas innocentes. Ainsi, la CIA et d'autres institutions américaines ont participé à la création de ces soldats sanguinaires à travers l'Amérique Latine :

L'Institut de l'Hémisphère Occidental pour la Sécurité et la Coopération, situé à Ft. Benning, Géorgie, est une école de formation de combat pour des soldats latino-américains. L'école, jusqu'à récemment connue comme l'École des Amériques (SOA), a trempé dans la controverse pendant presque deux décennies. Pendant ses 54 années d'histoire, la SOA a formé plus de 60,000 soldats latino-américains. Elle continue chaque année à former des centaines de soldats pour des compétences de combat comme les tactiques de commando, la guerre des mines, les services secrets militaires et les opérations psychologiques. En 1996, le Pentagone a été forcé de révéler l'existence de manuels de formation utilisés au SOA. Ces manuels préconisaient les tortures, les exécutions et les chantages et les civils étaient les cibles de ces tactiques. Les manuels ont depuis été retirés; mais la stratégie qu'ils incarnent persiste. Les troupes entraînées de la SOA continuent à rentrer chez elles pour faire la guerre contre leurs propres peuples et cela avec des conséquences

¹⁹⁸ AFP, « Mexique : le corps du chef des Zetas aurait été enlevé par un commando », Le Monde Amériques, http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2012/10/09/le-chef-du-cartel-des-zetas-auroit-ete-tue-par-la-police-mexicaine_1772123_3222.html (Consulté le 15 février 2013).

¹⁹⁹ AFP, *Ibid.*

désastreuses. Des centaines de milliers de latino-américains ont été torturés, violés, assassinés, ont "disparus", ont été massacrés et obligés de fuir dans des camps de réfugiés à cause de ceux formés par "l'École des Assassins."²⁰⁰

Par ailleurs, les forces de police et l'armée déployées pour lutter contre ces gangs se sont rendues coupables de graves violations des droits humains. L'appareil judiciaire et les mécanismes de surveillance souffrent toujours de graves défaillances avec une corruption très développée. L'impunité pour les violations des droits fondamentaux commises étant la norme.

Plusieurs défenseurs des droits humains et journalistes ont été menacés, harcelés ou tués. Les migrants sans papiers, surtout les femmes, sont régulièrement victimes d'enlèvements, de viols et de meurtres. La Cour suprême du Mexique a rendu plusieurs arrêts sans précédent dans des affaires relatives aux droits humains.²⁰¹ La Cour inter-américaine des droits de l'homme a émis des jugements contre le Mexique concernant de graves violations des droits fondamentaux commises par ses forces armées.²⁰²

Officiellement, le gouvernement américain avait débattu avec le gouvernement mexicain des avancées de l'initiative de Merida. Cette dernière était un plan de 1,1 milliard de dollars étalé sur la période 2008-2010 pour combattre le narcotrafic. Les américains présents lors de cette réunion étaient les plus hauts responsables de la sécurité au sein du gouvernement Obama : la secrétaire d'État, Hillary Clinton, la secrétaire à la Sécurité intérieure, Janet Napolitano, le secrétaire à la Défense, Robert Gates, le directeur du renseignement, Dennis Blair, et le chef d'état-major, Michael Mullen.²⁰³ À l'issue de la

²⁰⁰ School of the Americas Watch, "The school of Assassins Update", [Third World Traveller](http://www.thirdworldtraveler.com/SOA/SchoolAssassins_Update.html), http://www.thirdworldtraveler.com/SOA/SchoolAssassins_Update.html (Consulté le 18 février 2013). "The Western Hemisphere Institute for Security Cooperation, located at Ft. Benning, Georgia, is a combat training school for Latin American soldiers. The school, until recently known as the U.S. Army School of the Americas (SOA), has been steeped in controversy for nearly two decades. During its 54 year history, the SOA has trained over 60,000 Latin American soldiers. It continues each year to train hundreds of soldiers in combat skills such as commando tactics, mine warfare, military intelligence, and psychological operations. In 1996, the Pentagon was forced to reveal the existence of training manuals used at the SOA. These manuals advocated torture, execution, and blackmail and targeted civilians for these tactics. The manuals have since been discontinued; but the strategy they embody persists. SOA-trained troops continue to return home to wage war against their own people, with disastrous consequences. Hundreds of thousands of Latin Americans have been tortured, raped, assassinated, "disappeared," massacred, and forced into refugee camps by those trained at the "School of Assassins." (Traduit par l'auteur).

²⁰¹ « Rapport 2011, la Situation des droits humains dans le monde, Le Mexique », [Amnesty International](https://www.amnesty.org/fr/region/mexico/report-2011), <https://www.amnesty.org/fr/region/mexico/report-2011> (Consulté le 7 janvier 2013).

²⁰² Rapport 2011, *ibid.*

²⁰³ Emmanuelle Steels, « Les Mexicains craignent l'ingérence Américaine », [La Presse.CA](http://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201003/25/01-4264071-les-mexicains-craignent-lingerence-americaaine.php), <http://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201003/25/01-4264071-les-mexicains-craignent-lingerence-americaaine.php> (Consulté le 18 janvier 2013).

réunion, Clinton reconnaîtra la coresponsabilité des États-Unis dans la tragédie qui frappe le Mexique²⁰⁴. Selon elle, c'est la demande de drogue et les chargements d'armes des États-Unis qui contribuent à l'indicible violence des affrontements entre gangs de narcotrafiquants :

Il y a longtemps que les drogues sont devenues un désastre national pour les États-Unis. Cela semble aussi être un bon moyen de contrôler la population. Il y a bien dix millions d'Américains qui prennent de la cocaïne quotidiennement, selon des statistiques officielles. Jusqu'à près de 40 millions de personnes prennent de la cocaïne moins fréquemment. Si leurs doses ne leur arrivent pas, le pays plongera dans le chaos.²⁰⁵

Bien entendu, les politiciens américains tiennent les mêmes propos à l'égard de la drogue depuis de nombreuses années. Même s'ils acceptent une certaine responsabilité, rien n'est fait pour arranger la situation. Le gouvernement est loin d'enrayer le trafic d'armes ou de drogue car il y a trop d'intérêts liés au marché de la drogue aux États-Unis :

Il apparaît que Washington ne luttera jamais contre le trafic de drogue parce qu'il déstabilise le système financier des États-Unis. Le système est basé sur des multi-milliards "d'investissements de drogues" en provenance du monde entier. Antonio Maria Costa, le responsable du Bureau de L'ONU sur les Drogues et le Crime, a dit il y a plusieurs années que c'était les cartels de la drogue qui avaient sauvé beaucoup de banques pendant la crise de 1998. Les plus grands cartels de la drogue du monde ont transféré 352 milliards de dollars aux banques pendant la période la plus dure de la crise.²⁰⁶

Nous pouvons observer que la barrière est très fine entre ce qui est illégale et ce qui ne l'est pas, entre les mafias et les institutions financières. Dans tous les cas les résultats sont toujours négatifs pour les peuples. Quelque dizaines de milliers de Mexicains ont été tués en trois ans, mais c'est seulement après l'assassinat de trois personnes liées au consulat américain de Ciudad Juárez, ville frontalière, que Washington a décidé d'envoyer une délégation de

²⁰⁴ Emmanuelle Steels, *ibid.*

²⁰⁵ "Drug cartels have incredible power in Mexico and USA", U.S. Open Borders, <http://usopenborders.com/2011/11/drug-cartels-have-incredible-power-in-mexico-and-usa/> (Consulté le 19 janvier 2013). "Drugs became a national disaster for the United States a long time ago. It also seems to be a good way to control the population. As many as ten million Americans take cocaine on a regular basis (daily), according to official stats. Up to 40 million more people do cocaine less frequently. If their doses are taken away from them, the country will plunge into chaos."

²⁰⁶ U.S. Open Borders, *ibid.* "It appears that Washington will never struggle with the drug business because it destabilizes the financial system of the United States. The system is based on multi-billion "drug investments" from all over the world. Antonio Maria Costa, the head of the UN Office on Drugs and Crime, said several years ago that it was drug cartels that rescued many banks during the crisis of 1998. World's largest drug cartels transferred \$352 billion to banks during the hardest period of the crisis."

hauts responsables.²⁰⁷ Ce sursaut fit craindre aux Mexicains une intervention énergique de la part de leur voisin.

Cette peur de l'ingérence américaine se comprend fortement. Les cartels mexicains ont dans un premier temps été financés par les États-Unis et rapprochés par la CIA et d'autres institutions américaines afin d'avoir plus d'efficacité sur le terrain contre les ennemis momentanés des États-Unis comme les sandinistes au Nicaragua dans les années 1980 :

Les cartels de la drogue gouvernent le Mexique. Ces structures criminelles ressemblent aux sociétés transnationales. Ils produisent et distribuent des drogues au Mexique et jouissent pleinement de leur règne sans partage dans le pays. Le cartel Los Zetas est un phénomène spécial au Mexique. Le cartel a été littéralement créé et développé par des services spéciaux américains. Le groupe criminel unique est à l'origine apparu comme une structure militaire. Le groupe semblait soutenir les activités du Cartel du Golfe. Pendant les années 1990, le Cartel du Golfe séduisait des hommes militaires et les officiers des unités spéciales de la police du pays - GAFE (Grupo Aeromovil de Fuerzas Especiales) et la brigade aéroportée BFP de l'armée mexicaine. Tous les déserteurs, qui ont constitué le noyau de Los Zetas, ont été formés à la base par la C.I.A. américaine et ensuite par la prétendue École des Amériques de l'Institut de l'Hémisphère Occidental pour la Sécurité et la Coopération. L'institut entraîne des élites militaires pour les régimes d'Amérique Latine contrôlés par les États-Unis accentuant la suppression des mouvements de guérilla et de la lutte contre les distributions des drogues.²⁰⁸

Encore aujourd'hui, le peuple mexicain subit la violence de deux pouvoirs qui ne sont pas forcément opposés corps et âmes. D'un côté, nous retrouvons les cartels qui contrôlent le marché de la drogue tandis que de l'autre côté, les multinationales, à l'aide des armées fournies par les États américains et mexicains, empêchent toutes révolutions populaires. Tout mouvement de démocratisation représente une menace pour eux.

A ce propos, certains faits peuvent apparaître sous une nouvelle lumière si l'on s'attache à leur prêter quelque attention. Le 28 mars 2011, à Temixco, à une centaine de

²⁰⁷ Emmanuelle Steels, *op.cit.*

²⁰⁸ U.S. Open Borders, *op.cit.* "Drug cartels rule Mexico. Those criminal structures are like transnational corporations. They produce and distribute drugs in Mexico and enjoy their undivided reign in the country. Los Zetas cartel is a special phenomenon in Mexico. The cartel was literally created and developed by US special services. The unique criminal group originally appeared as a military structure. The group appeared to support the activities of Cartel del Golfo. During the 1990s, Golfo was luring military men and officers of special police units of the country – GAFE (Grupo Aeromovil de Fuerzas Especiales) and BFP airborne brigade of the Mexican army. All the deserters, who made the core of Los Zetas, were trained at the bases of the USA's CIA and then at the so-called School of South America (Escuela de las Americas) of the Western Hemisphere Institute for Security Cooperation. The institute trains military elite for the US-controlled regimes in Latin America, stressing out the suppression of guerrilla movements and the struggle against the distribution of drugs."

kilomètres au sud de Mexico, la police a découvert sept cadavres pieds et poings liés dans une voiture abandonnée en pleine rue. Tous présentaient des signes de torture. Parmi les corps entassés dans le coffre du véhicule, a été retrouvé celui du fils de Javier Sicilia, poète, écrivain, universitaire et collaborateur de *Proceso* ainsi que du quotidien de gauche *La Jornada*.²⁰⁹

Le but ultime du gouvernement américain et des sociétés supranationales qui veillent sur ses prises de décision est le contrôle des ressources importantes du Mexique, principalement le pétrole et les maquiladoras qui permettent de faire des profits grandissants. Quant aux drogues et à l'argent sale, les bénéficiaires, membres des cartels, banquiers et sociétés transnationales, partagent les mêmes centres d'intérêt, l'argent.

3.8) Conclusion

Les maquiladoras ont joué plusieurs rôles dans la stratégie du gouvernement américain. Elles ont permis de limiter l'afflux des migrants tels que les braceros, de fixer les ouvriers mexicains sur place, de dynamiser la région frontalière et ainsi de profiter d'une main-d'œuvre bon marché. Les multinationales ont été créatrices d'emplois, mais ont entraîné des déséquilibres sociaux et territoriaux importants. Le libéralisme économique a apporté des changements à la fois au Mexique et aux États-Unis. C'est un mouvement économique mettant les sociétés et les êtres humains à son service, les rendant esclaves.

Avec la flexibilité et la mobilité internationale, les entreprises peuvent piller un pays puis délocaliser dans un autre si le premier est trop contraignant. Le chômage créé par ces entreprises et d'autres facteurs amènent les salariés américains et mexicains à vivre dans un contexte toujours plus difficile et où leurs droits sont de plus en plus bafoués. L'absence de protections sociales et de syndicats tend à s'étendre. Les principaux bénéficiaires des maquiladoras restent donc les grandes sociétés supranationales, tandis que les effets de celles-ci sur l'emploi et les salaires sont très défavorables aux travailleurs mexicains et américains.

En effet, les sociétés supranationales souhaitent mettre en place une standardisation des conditions de travail et des droits des travailleurs. L'harmonisation décrite par Mathieu Arès et Christian Deblock concerne ainsi plutôt les aspects négatifs. Les crises successives servent souvent de prétexte aux entreprises pour délocaliser ou forcer des diminutions de

²⁰⁹ Courrier International, n°1071, 12 au 18 mai 2011, p.8.

salaires. Les maquiladoras exploitent leurs employés en jouant sur le fait qu'un taux de chômage national réel est très élevé et qu'ils peuvent être remplacés facilement. Il est ainsi plus facile de faire du chantage avec les employés et de les contrôler. Les maquiladoras servent aussi à faire pression sur les salariés américains d'autant plus car elles sont situées sur le palier des Etats-Unis. Aussi, les déclarations du président d'Haïti Joseph Michel Martelly sont très loin de toute réalité. Le modèle des maquiladoras a changé le pays, certes, mais pas de manière durable. Les employés n'ont aucune stabilité ni sécurité vis-à-vis de leur emploi tandis que leur environnement se détériore suite à de trop nombreux rejets de produits chimiques par ces entreprises.

Le Mexique a subi de plein fouet la concurrence pour l'investissement qui s'intensifie dans la mondialisation, notamment avec le marché immense que représente la Chine, ce qui rend difficile le fait d'attirer ou de retenir les investisseurs. La concurrence sur les marchés de produits internationaux s'accroît, ce qui contraint les maquiladoras à être de plus en plus compétitives, le niveau social du pays, les droits et les conditions des travailleurs régressant. Le principal avantage compétitif du Mexique dans le cadre de l'ALENA réside dans le maintien des bas salaires et les conditions de travail précaires ainsi que dans le contrôle des syndicats.

Cependant, les facteurs géographiques du Mexique leur permettent une insertion continue dans la mondialisation. En effet pour des produits de grandes consommations la proximité avec le client est essentielle. Les entreprises américaines comprennent qu'il est important de ne pas abandonner le Mexique comme terre de délocalisation au profit de l'Asie. Elles n'oublient pas les risques inhérents à une production éloignée et elles se spécialisent sur les industries spécifiques afin de pouvoir retirer le meilleur profit des productions sur le territoire mexicain et d'inonder le continent américain.

Même si les entreprises étrangères dont chinoises tendent à réinvestir au Mexique, une autre crise Mexicaine, une surévaluation du peso ou encore un changement de politique donnant plus d'avantages aux ouvriers et aux employés signifierait un nouveau départ vers d'autres horizons pour celles-ci, une nouvelle fuite des capitaux et un impact encore une fois terrible pour les travailleurs mexicains. Les maquiladoras sont un outil de plus pour servir les multinationales en plaçant les profits au-dessus des êtres-humains. Elles sont bien l'expression d'un nouveau modèle d'exploitation.

Les conséquences sont désastreuses pour le Mexique et le peuple mexicain. La misère engendrée par l'interventionnisme américain et les friches industrielles délaissées par les

sociétés supranationales américaines ont favorisé l'augmentation des violences via les cartels de la drogue. Ceux-ci ont été appuyés et formés au début par le gouvernement américain, ses services secrets et ses institutions. Les cartels sont devenus de plus en plus puissants jusqu'à faire partie aujourd'hui du système financier internationale.

Conclusion Générale

En conclusion, Il existe des relations spécifiques entre le Mexique et les États-Unis, rapprochés par leur frontière commune. De l'indépendance mexicaine à nos jours, l'ingérence étasunienne s'est multipliée pendant la révolution mexicaine pour devenir omniprésente au XXe siècle à cause des richesses du pays, plus particulièrement le pétrole, et aussi parce que sa population représente une main-d'œuvre sous-payée dont il est possible de tirer profits. Lorsque le gouvernement mexicain allait à l'encontre des intérêts économiques des multinationales et du gouvernement américains, ces derniers intervenaient politiquement et militairement.

L'ingérence américaine a laissé des traces profondes dans l'histoire du Mexique puisque les deux exigences centrales des révolutionnaires, le contrôle national des ressources du sol et du sous-sol et la reconnaissance du droit par les indiens à la propriété collective de la terre, revendication portée en particulier par Zapata, sont reprises dans la Constitution de 1917 qui fixe jusqu'à aujourd'hui encore les règles du jeu politique.

Ces règles ont été compromises à partir des années 1980, la propagande néolibérale propulsant la politique économique des États-Unis et lui ayant permis d'avoir un meilleur accès et contrôle des ressources mexicaines. Le contrôle, en premier lieu militaire, est devenu politique. En formant les élites mexicaines dans les plus grandes écoles américaines, l'influence est devenue idéologique et économique. En insufflant la pensée unique du système capitaliste libérale et néolibérale dans les gouvernements mexicains successifs, les États-Unis se sont assuré l'alignement du Mexique sur ses idées et ses politiques économiques. La démocratie y a donc sans cesse été combattue et les peuples opprimés. John Mackey est donc loin de la réalité lorsqu'il explique implicitement que le capitalisme est un meilleur débouché pour l'espèce humaine que les systèmes anticapitalistes car n'impliquant nullement le militarisme ni les conflits politiques. Le capitalisme libéral s'est montré intransigeant, le gouvernement étatsunien envoyant l'armée au Mexique jusqu'au début du XXe siècle ou

faisant du chantage économique grâce aux institutions financières. Ceci peut d'ailleurs nous faire penser à Tom Palmer qui décrit le capitalisme comme remplaçant la force par la persuasion.

Ce processus s'est accéléré avec la signature de l'ALENA. Les principaux bénéficiaires de cette stratégie étaient surtout les grandes sociétés supranationales, tandis que les effets sur l'emploi et les salaires devenaient très défavorables aux travailleurs mexicains et américains. En effet, le principal avantage compétitif du Mexique dans le cadre de l'ALENA réside dans le maintien des bas salaires et les conditions de travail précaires ainsi que dans le contrôle des syndicats.

L'ALENA a aussi eu des conséquences désastreuses pour de nombreuses familles mexicaines qui vivaient de l'agriculture. La concurrence déloyale des entreprises américaines a rendu le Mexique dépendant de celui-ci et a engendré la disparition de l'activité agricole qui a poussé des millions de familles à s'installer dans les zones urbaines ou près des maquiladoras, dans des conditions de pauvreté extrême. De plus en plus de mexicains s'accumulent à la frontière des États-Unis pour y immigrer et recherchent un travail en attendant. La question économique mais aussi celles des inégalités sociales et de la pauvreté constituent la base du processus migratoire.

L'augmentation du chômage a permis aux entreprises américaines de disposer d'une armée de chômeurs à la recherche d'emplois qui permettait ainsi de faire pressions sur les employés et de mieux les contrôler. Elles ont pu profiter d'une main-d'œuvre sous-payée au Mexique, maintenir des salaires misérables et supprimer des syndicats indépendants tout en augmentant leurs profits astronomiques. Principalement féminine et rurale, leur main-d'œuvre est une ressource dont personne ne se gêne pour la remplacer dès qu'elle est usée ou trop revendicatrice. Le Mexique a été un laboratoire pour des entreprises employant des ouvriers non qualifiés et facilement remplaçables. Fruit de la propagande néolibérale, l'ALENA peut ainsi bien être interprété comme un instrument condamnable d'une nouvelle domination des États-Unis sur une puissance émergente du Sud, le Mexique.

L'un des autres avantages économique du Mexique est sa proximité géographique avec les États-Unis, un immense marché de consommateurs, qui lui permet d'attirer de nombreux investisseurs en quête de profits. Les maquiladoras, déjà présentes au Mexique dans les années 1960, ont perduré grâce à l'ALENA et ce malgré les différentes crises qui ont touché le pays. Elles ont apporté de nombreux déséquilibres territoriaux et sociaux à la fois dans le pays d'accueil, le Mexique, et aussi avec le pays frontalier, les États-Unis. Les

ouvriers mexicains, sous-payés, ont permis aux entreprises américaines de faire pression sur les ouvriers américains en menaçant de délocaliser leurs usines si ces derniers n'acceptaient pas des baisses de salaires ou de modifier leurs conditions de travail. Les sociétés supranationales américaines ont pu lancer un processus de standardisation des conditions de travail ainsi que des salaires dans le monde entier.

Le libéralisme apporté par les Etats-Unis a changé le Mexique. C'est un mouvement économique mettant les sociétés et les êtres humains à son service, les rendant esclaves. Les maquiladoras ont empêché le Mexique de diversifier ses bases industrielles pour s'assurer un développement économique durable. Le Mexique est aussi toujours dépendant des Etats-Unis, soit de façon directe au travers des interventions du gouvernement américain et du FMI, soit de façon indirecte par les mécanismes du commerce international, de la dette, des flux de capitaux et des IDE.

Les multinationales ont été créatrices d'emplois, mais entraînent des déséquilibres sociaux et territoriaux importants. La rente tirée de la surexploitation de la main-d'œuvre est donc loin d'avoir profité à tous. Les États-Unis souffrent de la délocalisation de leurs industries intensives en main-d'œuvre peu qualifiée, ainsi que de la concurrence accrue entre pays riches eux-mêmes. Les pays les plus riches ont ainsi tendance à peser de tout leur poids sur les relations avec leurs voisins tandis que ces derniers tentent de survivre dans cette jungle où la loi du plus fort est omniprésente.

Enfin, les maquiladoras posent aussi de sérieux problèmes aux pouvoirs publics, souvent incapables de fournir à temps les services de base essentiels pour des migrants de plus en plus nombreux. Le chômage a engendré une augmentation des violences car certains mexicains, souhaitant nourrir leur famille, cherchent à gagner de l'argent par d'autres moyens. Les cartels de la drogue sont donc renforcés dans leurs effectifs. La misère engendrée par l'interventionnisme américain et les friches industrielles délaissées par les sociétés supranationales américaines ont favorisé l'augmentation des violences via les cartels de la drogue. Ces derniers étaient au début des militaires qui avaient été appuyés et formés par le gouvernement américain, ses services secrets et ses institutions. Les cartels sont devenus de plus en plus puissants jusqu'à faire partie aujourd'hui du système financier internationale.

Il existe donc un contraste énorme entre les déclarations des économistes, politiciens, industriels et banquiers libéraux et néolibéraux et ce qui se passe réellement sur le terrain. L'impact du système économique capitaliste, justifié par le néolibéralisme et dirigé aujourd'hui par les financiers, est négatif à la fois sur le Mexique et les États-Unis. Les

principaux thèmes récurrent à la propagande néolibérale, la compétitivité à tout prix et la rentabilité, à travers la mondialisation, les délocalisations et les maquiladoras, sont un outil de plus pour servir les multinationales en plaçant les profits au-dessus des êtres-humains.

Ainsi, lorsque Tom Palmer décrit le capitalisme comme un système de « valeurs culturelles, spirituelles et éthiques » et induisant « l'érosion de systèmes de pouvoir, de domination, et de privilèges ancrés de longue date », la politique étrangère étatsunienne au Mexique tend plutôt à démontrer le contraire. La démocratie n'est pas le propre des institutions capitalistes étatsuniennes. Elle est plutôt un prétexte pour les divers gouvernements, sociétés supranationales et institutions financières afin de faciliter l'instauration rigide du système capitaliste financier étatsunien dans le monde.

Le seul moteur étant l'assouvissement des êtres-humains au profit de l'argent, les richesses à exploiter au Mexique font qu'il est un pays fortement intéressant pour les Etats-Unis. Le Mexique a vu ses ressources pillées et son peuple exploité par des entreprises dont le seul but est d'éviter toute démocratisation du pays afin d'en garder le contrôle des richesses et des travailleurs dont ils s'assureront que leurs salaires restent misérables. Par ailleurs, dans le cas où cette démocratisation du Mexique avait lieu, certaines de ses valeurs s'étendraient aux Etats-Unis et menaceraient ainsi les élites américaines installées au pouvoir et dont le seul but est de maximiser leurs profits. En outre, la standardisation des travailleurs du monde ne pourrait aboutir si tel était le cas.

Ce qui s'est passé et se passe toujours au Mexique peut servir d'avertissement à de nombreux autres pays, développés y compris, lorsque l'état se désengage de ses responsabilités et ne contrôle plus réellement son économie. Les sociétés supranationales et les institutions financières deviennent alors plus puissantes que l'état lui-même et leur idéologie commune, qui s'appuie très fortement sur les idées développées par Ludwig von Mises, Friedrich von Hayek ou encore Milton Friedman, et le Darwinisme sociale, peut prospérer tranquillement grâce aux médias et aux politiciens qu'ils contrôlent et peuvent ainsi prendre le contrôle des ressources de nombreux pays. La propagande qui s'ensuit, promouvant toujours le libéralisme économique comme l'ultime perspective de l'être-humain, l'unique réalité avec laquelle il doit s'associer et travailler, détruit pendant ce temps toutes les protections sociales que des millions de personnes avaient défendues de leur vie au cours des siècles passés.

Bibliographie

Sources Primaires

A. Articles et essais :

CLINTON Bill, “Bill Clinton: Remarks on Signing the North American Free Trade Agreement (1993)”, Milestone Documents. Site internet < <http://www.milestonedocuments.com/documents/view/remarks-on-signing-the-north-american-free-trade-agreement/text> > (Consulté le 14 février 2013)

“IMF Approves US\$17.8 Billion Stand-By Credit for Mexico”, International Monetary Fund, 1er février 1995. Site internet < <http://www.imf.org/external/np/sec/pr/1995/pr9510.htm> > (Consulté le 12 février 2013).

LEPELTIER M. Serge, N° 233, SÉNAT SESSION ORDINAIRE DE 2003-2004, Annexe au procès-verbal de la séance du 3 mars 2004, RAPPORT D'INFORMATION FAIT *au nom de la délégation du Sénat pour la planification* sur la mondialisation et l'environnement. Site internet < <http://www.senat.fr/rap/r03-233/r03-2334.html> > (Consulté le 10 mars 2013).

« Mexique », Trésor Direction Générale, Ministère de l'Economie et des Finances et Ministère du Commerce Extérieur. Site internet < <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/mexique> > (Consulté le 26 février 2013).

« Mexique Documents de Stratégie Pays », Commission Européenne, 2007-2013. Site internet < http://eeas.europa.eu/mexico/csp/07_13_fr.pdf > (Consulté le 19 février 2013).

OJEDA Martha, « Mexique : des femmes dans l'enfer des maquiladoras », Maquiladoras, Projet Emergence, Union méditerranéenne, février 2008. Site internet < http://nopasaran.samizdat.net/article.php?id_article=1563 > (Consulté le 25 février 2013).

PERKINS John, “Confessions of an Economic Hit Man”, p.19. Site internet < http://library.uniteddiversity.coop/Money_and_Economics/confessions_of_an_economic_hit_man.pdf > (Consulté le 27 mars 2013).

TORTOLERO CERVANTES Francisco, « Constitution politique des Etats-Unis Mexicains », Institut d'Investigations Judiciaires et Université de Guanajuato, 20 juin 2005. Site internet < <http://www.juridicas.unam.mx/infjur/leg/constmex/pdf/constfra.pdf> > (Consulté le 15 février 2013).

B. Filmographie :

Maquilapolis, Dir. FUNARI Vicky et DE LA TORRE Sergio, mars 2006.

Fraud, Fraud, Fraud, Protests for electoral fraud in Mexico (Yo soy 132), Youtube, 1^{er} août 2012. Site internet < <http://www.youtube.com/watch?v=oK1vKuYafX8> > (Consulté le 10 février 2013).

“Everyone but China TPP Trade Deal Threatens Sovereignty and Public Ownership”, JAY Paul, The Real News, 9 avril 2013. Site internet < http://therealnews.com/t2/index.php?option=com_content&task=view&id=767&Itemid=74&jumival=9985 > (Consulté le 2 avril 2013).

Yo soy 132, Youtube, 29 mai 2012. Site internet < <http://www.youtube.com/watch?v=t6LgxA-7FiM> > (Consulté le 10 février 2013).

Sources Secondaires

A. Livres :

AGUSTIN José, Tragicomedia Mexicana 1 La vida en México de 1940 a 1970: México, Planeta, 1991.

CHOMSKY Noam, Un monde complètement surréel ; Lux Editeur, Montréal, 2012.

CORIAT Benjamin, COUTROT Thomas, STERDYNIAK Henri, Les économistes atterrés, 20 ans d'aveuglement, l'Europe au bord du gouffre: Les liens qui libèrent, 2011.

CUMMINS Joseph, History's Forgotten Milestones, Spotlights on the past: Pier 9, 2010.

GALEANO Eduardo, Open Veins of Latin America : Five Centuries of the Pillage of a Continent : Serpent's Tail, London, 2009.

GEORGE Susan, Cette fois en finir avec la démocratie. Le rapport Lugano II : 2012, Seuil, Paris.

KATZENBERGER Elaine : First World, Ha Ha Ha ! The Zapatista Challenge : 1995, City Lights San Francisco.

LINCK Thierry, El Campesino Desposeido, México, CEMCA, 1988.

MARTIN Hans-Peter and SCHUMANN Harald, The Global Trap: Globalization and the assault on prosperity and democracy, 1997, Pluto Press Australia.

MORENO Dario, US Foreign Policy in Central America, the endless debate: Florida International University Press 1990.

MUSSET Alain, Le Mexique : Masson, Paris, 1989.

MUSSET Alain, Géopolitique du Mexique : Ed complexe, 1996.

N. LUTTWAK Edward, Le rêve américain en danger, éditions Odile Jacob, 1995.

NIEDERGANG Marc, Les 20 Amériques latines, Tome 3: Seuil, 1969.

RIVERA RIOS Miguel Ángel, Crisis y reorganización del capitalismo mexicano 1960-1985: Era, 1993.

TORRES Blanca, Historia de la revolución mexicana 1940-1952: El Colegio de México, 1996.

B. Articles et essais :

« 1985 – Le groupe de Contadora », Unesco. Site internet < http://portal.unesco.org/culture/fr/ev.php-URL_ID=9374&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html > (Consulté le 5 février 2013).

AKTOUF Omar et OUALI YACINE Mohamed, « *Cuba, Mexique et Québec : Étude de la situation socioéconomique de trois proches voisins des États-Unis* », Cahier de recherche no 04-07 Septembre 2004, HEC Montréal. Site internet < http://www.hec.ca/recherche_publications/direction_recherche/cahiers_recherche/2004/0407.pdf. > (Consulté le 6 janvier 2013).

ANTINOE Bertholle, *Mexique-Etats-Unis : Dix ans après l'ALENA*, IEP Lyon, 2005. Site internet < http://doc.sciencespo-lyon.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/Cyberdocs/MFE2005/bertholle_a/pdf/bertholle_a.pdf. > (Consulté le 5 janvier 2013).

ARES Mathieu, « Les Maquiladoras sont-elles toujours le moteur de la croissance au Mexique ? », Observatoire des Amériques, novembre 2002. Site internet < http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/Chro_Mex1.pdf > (Consulté le 1 février 2013).

ARES Mathieu et DEBLOCK Christian, « L'intégration nord-américaine : l'ALENA dans le rétroviseur », Fédéralisme, Régionalisme. 31 octobre 2011. Site internet <

<http://popups.ulg.ac.be/federalisme/document.php?id=1046#tocto2> > (Consulté le 26 février 2013).

« Atenco 2006 - Briser le silence », 19.08.2008, Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte, AMERIKENLUTTE, 14.06.2006. Site internet < <http://cybersolidaires.typepad.com/ameriques/2008/10/siege-atenco.html> > (Consulté le 4 février 2013).

« Au Mexique, un poète s'est levé », Courrier International, n°1071, 12 au 18 mai 2011, p.8.

AUDEMAR Jean, « Les maitres de la mer, de la houille et du pétrole, l'impérialisme Anglo-saxon », Floch : Paris, p.190. Site internet < <http://fr.scribd.com/doc/106536473/Audemar-Jean-Les-Maitres-de-La-Mer-de-La-Houille-Et-Du-Petrole-L-Imperialisme-Anglo-saxon> > (Consulté le 3 février 2013).

BARBIER Maurice, « La pensée politique de Karl Marx » : L'Harmattan, p.322. < http://books.google.fr/books?id=aI2Hdt1kicwC&pg=PA322&lpg=PA322&dq=De+1846+%C3%A0+1848,+la+guerre+du+Mexique+opposa+directement+les+mexicains+aux+am%C3%A9ricains.&source=bl&ots=mnJy91V42b&sig=19_MILqXPUzgKim3ru8JFi6fYBE&hl=fr&sa=X&ei=G-kkUaemGYaK0AWD9YGYDw&ved=0CDwQ6AEwAg#v=onepage&q=De%201846%20%C3%A0%201848%20la%20guerre%20du%20Mexique%20opposa%20directement%20es%20mexicains%20aux%20am%C3%A9ricains.&f=false >. (consulté le 10 décembre 2012).

BARDON Catherine, « Mexique, Guide de tourisme », Michelin Editions des voyages, 2010. Site internet < <http://books.google.fr/books?id=1hTaltVWZKoC&pg=PA67&lpg=PA67&dq=Le+poids+de+la+dette+ext%C3%A9rieure+le+Mexique+1981&source=bl&ots=zTYrEX47pK&sig=7o9c2gGkluJYftUiLZFcqE45Gxc&hl=fr&sa=X&ei=CGUmUfS7GKnH0QXsnoDYAg&ved=0CD8Q6AEwBA#v=onepage&q=Le%20poids%20de%20la%20dette%20ext%C3%A9rieure%20le%20Mexique%201981&f=false> > (Consulté le 25 septembre 2012).

BARRIOS HERNÁNDEZ Higinio, « Mexique 2008 », CISO, 28 juin 2011. Site internet < <http://www.ciso.qc.ca/?s=maquiladoras&feed=rss2> > (Consulté le 22 janvier 2013).

BARRIOS HERNANDEZ Martin et SANTIAGO HERNANDEZ Rodrigo, *Tehuacan: Blue jeans, blue water and worker rights*, Maquila Solidarity Network (MSN) et Toronto Ontario Canada, février 2003. Site internet < <http://en.maquilasolidarity.org/sites/maquilasolidarity.org/files/MSN-Tehuacan-ENG-2003.pdf?SESS89c5db41a82abcd7da7c9ac60e04ca5f=unvlgteiu> > (Consulté le 23 août 2012).

BOST François, « LES ZONES FRANCHES, INTERFACES DE LA MONDIALISATION » : Armand Colin | *Annales de géographie*, 2007/6 - n° 658, pages 563 à 585.

BOURDIEU Pierre, « CETTE UTOPIE, EN VOIE DE RÉALISATION, D'UNE EXPLOITATION SANS LIMITE L'essence du néolibéralisme », Le Monde Diplomatique,

mars 1998. Site internet < <http://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/10167>> (Consulté le 25 février 2013).

BOYER Jean-François, « Au Mexique, retour de la dictature parfaite ? », Le Monde Diplomatique. Site internet < <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2012-07-04-Mexique> > (Consulté le 18 février 2013).

BRISSET Thomas, « Amérique latine Political Outlook 2010 », Une publication de l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes : *Les Études du CERI* N° 170-171 décembre 2010, p.39. Site internet < <http://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr.opalc/files/LAPO%202010.pdf> > (Consulté le 28 avril 2013).

BRUNELLE Dorval, « L'ALENA cinq ans après : Un bilan critique » Laboris. Site internet < <http://laboris.uqam.ca/babillard/alena5ans.htm> > (Consulté le 14 janvier 2013).

Bouffe et Résistance. Site internet < <http://tao.ca/~kev/images/11x17posterFR.pdf> > (Consulté le 22 février 2013).

CARILLO Jorge, « Les effets géopolitiques de la restructuration productive en Amérique Latine: Le cas des maquiladoras d'exportation au Mexique », *Outre- Terre Revue Française de Géopolitique*, no. 18, Paris, 2008, pp.143-152.

CASTELLANOS Laura citée par Vicente ROMERO, « México armado : 1943-1981 », *México*, Ed Era, 2007 (Traduit en français: « Le Mexique en armes. Guérilla et contre-insurrection 1943-1981 », par Teresa Brisac, 2009). Site internet < <http://alhim.revues.org/index3394.html> > (Consulté le 3 février 2013).

CHEVALIER François, « Ejido et Stabilité au Mexique », *Persée*, 1966. Site internet < http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1966_num_16_4_392950 > (Consulté le 8 février 2013).

CHOUARD Etienne, Blog du plan C. Site internet < [http://www.politiquessociales.net/Licenciements-delocalisations,109 – 29/08/2012](http://www.politiquessociales.net/Licenciements-delocalisations,109-29/08/2012) > (Consulté le 20 février 2013).

CORTES Sébastien, « Mexico 68 : on ne méconnaît pas que le nombre de cadavres », Offensive, 1 mai 2008. Site internet < <http://offensive.samizdat.net/spip.php?article571#nb1> > (Consulté le 8 janvier 2013).

COUFFIGNAL Georges, « LA FIN DE L'EXCEPTION MEXICAINE : LES ELECTIONS DU 6 JUILLET 1997 », Problèmes d'Amérique Latine , n°27, 1997, p.27-45 (Version auteur). Site internet < http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/36/41/04/PDF/elec_Mex_97.pdf . > (Consulté le 2 février 2013).

« De l'Alena à la ZLEA », Alternatives Economiques, n° 209 - décembre 2002. Site internet < http://www.alternatives-economiques.fr/de-l-alena-a-la-zlea_fr_art_164_17665.html > (Consulté le 9 février 2013).

DERREUMAUX Olivia, « Christine Lagarde sans concession avec les Grecs », Le Figaro. Site internet < <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2012/05/26/20002-20120526ARTFIG00522-lagarde-exprime-peu-de-compassion-vis-a-vis-des-grecs.php?cmtpage=25> > (Consulté le 25 janvier 2013).

DIEMER, « Economie Générale, Les moteurs de la croissance », IUFM Auvergne. Site internet < <http://www.oeconomia.net/private/cours/economiegenerale/CAPET/11.echangesexterieurs.pdf> > (Consulté le 7 février 2013).

DOOMS Logan, « La guerre Américano-mexicaine », Word Press, 17 septembre 2012. Site internet < <http://laguerredesecession.wordpress.com/2012/09/17/276/> > (consulté le 15 février 2013).

DORAY Bernard et DE LA GARZA Concepción, « Marche zapatiste : le centre, la marge et le coup de botte », *Sud/Nord*, 2001/2 no 15, p.168.

“Drug cartels have incredible power in Mexico and USA”, U.S. Open Borders, 21 novembre 2011. Site internet < <http://usopenborders.com/2011/11/drug-cartels-have-incredible-power-in-mexico-and-usa/> > (Consulté le 19 janvier 2013).

DURAND Cédric, « L'ALENA, UNE MECANIQUE DE REGRESSION SOCIALE ET DEMOCRATIQUE », RISAL INFO, 22 MAI 2004. SITE INTERNET < <http://risal.collectifs.net/spip.php?article971> > (Consulté le 10 janvier 2013).

FEELEY Dianne, « USA le syndicat UAW signe la régression salariale. Le contenu de régression sociale des accords signés dans l'industrie automobile américaine par l'UAW », Spartacus, 23 décembre 2011. Site internet < <http://spartacus1918.canalblog.com/archives/2011/12/23/23030186.html> > (Consulté le 3 février 2013).

FUCHS Edith, « Qu'est-ce que la démocratie ? », France TV Education, 6 janvier 2012. Site internet < <http://education.francetv.fr/dossier/qu-est-ce-que-la-democratie-o27417> > (Consulté le 6 mars 2013).

GAUTIER Arlette, « Genre, travail et solidarités dans l'ex-zone hénéquénera du Yucatan », *Autrepart* 3/2007 (n° 43),p.73-88. Site internet < http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=AUTR_043_0073&DocId=11855&Index=%2Fcairn2Idx%2Fcairn&TypeID=226&BAL=anQQDjYYjlvYM&HitCount=3&hits=1a3d+bf8+11+0&fileext=html >

GAVIN MARSHALL Andrew, “A Lot of People Believe This Stuff”: Bill Clinton, Barack Obama, and the Politics of Public Relations”, Andrew Gavin Marshall, See the world through a different lense. Site internet < <http://andrewgavinmarshall.com/2012/09/07/a-lot-of-people-believe-this-stuff-bill-clinton-barack-obama-and-the-politics-of-public-relations/> > (Consulté le 12/01/2013).

GODEFROID, Géographie 3èmes générales - 2009/2010. Site internet < <http://www.gotogeo.net/wp-content/uploads/2010/04/3emes1.pdf> > (Consulté le 11 janvier 2013).

GUILLERMO TEUTLI Otero, « Les industries « maquiladoras » : progrès ou régression dans le processus mexicain de développement », In: Tiers-Monde. 1975, tome 16 n°62. pp. 381-406.

GUILLOT Fabien, « Mexique / Etats-Unis : frontière, immigrations et inégalités sociales... », Géographie sociale et politique. Site internet < <http://www.geographie-sociale.org/mexique-usa-frontiere.htm> > (Consulté le 14 décembre 2012).

“Heading South”, China Economic Review. 1er janvier 2012. Site internet < <http://www.chinaeconomicreview.com/content/heading-south> > (Consulté le 15/10/2012)

HENAFF Nolwen, « Introduction » *La migration des emplois vers le Sud*, Autrepart, 2006/1 n° 37, p. 10. DOI : 10.3917/autr.037.0003.

« Industria Manufacturera Maquiladora y de Servicios de Exportación (IMMEX) », Secretaria de Economía. Site internet < <http://www.economia.gob.mx/comunidad-negocios/industria-y-comercio/instrumentos-de-comercio-exterior/immex> > (Consulté le 20 août 2012).

“Investors are falling in love with Mexico while Brazil loses its ‘darling’ status”, MercoPress, 17 octobre 2012. Site internet < <http://en.mercopress.com/2012/10/17/investors-are-falling-in-love-with-mexico-while-brazil-loses-its-darling-status> > (Consulté le 24 janvier 2013)

JALIFE-RAHME Alfredo, « Rosneft devient la première entreprise pétrolière mondiale », Voltaire, 12 novembre 2012. Site internet < <http://www.voltairenet.org/article176539.html> > (Consulté le 25 février 2013).

KAVOUSSI Bonnie , “NAFTA Raised Wages In The U.S., Mexico And Canada, Study Finds”, The Huffington Post, 11 décembre 2012. Site internet < http://www.huffingtonpost.com/2012/11/12/nafta-wages-pay-united-states-mexico-canada_n_2118378.html > (Consulté le 23 février 2013).

KOUVELAKIS Eustache , « La résistible marchandisation de la force de travail » , Actuel Marx, 2003/2 n° 34, p. 17-42. DOI : 10.3917/amx.034.0017

Laonon, “Réformes agraires et révoltes paysannes au Mexique”, Immersion dans une Amérique Latine paysanne, 3 août 2012. Site internet < <http://immersionameriquelatinepaysanne.wordpress.com/2012/08/03/reformes-agraires-et-revoltes-paysannes-au-mexique/> > (Consulté le 8 février 2013).

LAPERCHE Blandine, « L’innovation pour le développement : Enjeux globaux et opportunités locales ». Site internet < http://books.google.fr/books?id=mPJvieYJ4kIC&pg=PA37&lpg=PA37&dq=arguments+pour+les+maquiladoras&source=bl&ots=-4_r7Uq5Jg&sig=UysKPkULGSH3kvCLAQQe1aCWx7I&hl=fr&sa=X&ei=qhOAUbDSH9KChQf_sID4Dg&ved=0CEUQ6AEwAw#v=onepage&q=arguments%20pour%20les%20maquiladoras&f=false >

« Le Mexique sous la pression de Monsanto, le centre historique du maïs menacé de contamination génétique ». Combat Monsanto, 2008. Site internet < <http://www.combat-monsanto.org/spip.php?article176> > (Consulté le 2 avril 2013).

Les Etats-Unis et le monde depuis les « 14 points » du Président Wilson (1918). Site internet < <http://lewebpedagogique.com/histoiregeotruffaut/files/2013/01/Etatsunis-th%C3%A8me-3-hist-term-L-2012-r%C3%A9sum%C3%A9.pdf> > (Consulté le 26 mars 2013).

« Les Maquiladoras ne payent plus », L'Humanité, 29 juin 2012. Site internet < <http://www.humanite.fr/monde/les-maquiladoras-ne-payent-plus-499870> > (Consulté le 20 janvier 2013)

« Les organisations régionales », Reocities. Site internet < <http://www.reocities.com/Paris/music/6400/archive6.htm> > (28 janvier 2013)

« Le temps des conséquences », *Revue de l'OFCE* 2/2009 (n° 109), p. 144-170. Site internet < <http://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2009-2-page-144.htm> >.

POURDANAY Nayereh, *Les maquiladoras et le développement industriel mexicain*, Persée, 1988. Site internet < http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1988_num_29_113_3627 > (Consulté le 9 janvier 2013).

LEVASSEUR Sandrine, *INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER ET STRATÉGIES DES ENTREPRISES MULTINATIONALES*, Département d'études de l'OFCE, 2002. Site internet < <http://spire.sciencespo.fr/hdl:/2441/3381/resources/4-hs.pdf> > (Consulté le 15 janvier 2013).

L'internaute. Site internet < <http://www.linternaute.com/histoire/jour/6/2/a/1/0/1/index.shtml> > (Consulté le 5 février 2013).

« Lutte contre la pauvreté et les inégalités », PolitiquesSociales.Net, décembre 2011. Site internet < <http://www.politiquessociales.net/Lutte-contre-la-pauvrete,107> > (Consulté le 15 décembre 2013).

MACARTHUR John R., « Dans l'Ohio, les emplois volés de Fostoria », Le Monde diplomatique. Juillet 2011. Site internet < <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/07/MACARTHUR/20763> > (Consulté le 21 février 2013).

MALTAIS André, « L'ALÉNA vide les campagnes ! Du maïs états-unien pour le Mexique », N° 220 - juin 2003, l'aut'Journal. Site internet < <http://archives.lautjournal.info/autjourarchives.asp?article=1449&noj=220> > (Consulté le 10 février 2013).

MARTHOZ Jean-Paul, « Le laboratoire de la mondialisation », Enjeux Internationaux. Site internet < http://www.enjeux-internationaux.org/articles/num1/lab_mond.htm > (Consulté le 29 août 2012).

MARTINEZ Claudia, « Les Impacts de la Nouvelle Phase de l'ALENA au Mexique », Presse-toi à gauche, 9 janvier 2008. Site internet < <http://www.pressegauche.org/spip.php?article1354> > (Consulté le 10 février 2013).

MARTIN Daniel, « La démocratie malade des médias, Nous votons sans savoir. », 14 juin 2006. Site internet < <http://www.danielmartin.eu/Livre/meddem.htm> > (Consulté le 15 février 2013).

MATAMOROS PONCE Fernando et LILLO Natacha, « Commerce sur fond de bruit de bottes », Volcans. Site internet < <http://pauillac.inria.fr/~maranget/volcans/02.97/commerce.html> > (Consulté le 10 novembre 2012).

« Marché et société ». Site internet < <http://libertariens.chez-alice.fr/institutionnalisation.htm> > (Consulté le 12 janvier 2013).

Marianne, N°825, du 9 au 15 février 2013, p.28.

MERION Julien, « Le défi haïtien : re-fonder l'Etat à partir de la décentralisation ? », *Pouvoirs dans la Caraïbe* [En ligne], 10 | 1998. Site internet < <http://plc.revues.org/569> ; DOI : 10.4000/plc.569 > (Consulté le 7 février 2013).

MDIDECH Jaouad, « Comment le Mexique a fait fortune avec ses maquiladoras », La Vie Eco, 27 janvier 2006. Site internet < <http://www.lavieeco.com/news/economie/comment-le-mexique-a-fait-fortune-avec-ses-maquiladoras-1653.html> > (Consulté le 8 janvier 2013).

MENAIN Amandine, *Nationalité des entreprises multinationales et mondialisation*, IEP Lyon 2, 2002. Site internet < http://doc.sciencespolyon.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/Cyberdocs/MFE2002/menaina/these_body.html > (Consulté le 22 février 2013).

« Mexique : le corps du chef des Zetas aurait été enlevé par un commando », Le Monde Amériques, 9 octobre 2012. Site internet < http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2012/10/09/le-chef-du-cartel-des-zetas-aurait-ete-tue-par-la-police-mexicaine_1772123_3222.html > (Consulté le 15 février 2013).

« Mexique : Le crime organisé a fait plus de 15 000 morts en 2010 », Le monde Amériques. Site internet < http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2011/01/12/mexique-le-crime-organise-a-fait-plus-de-15-000-morts-en-2010_1464843_3222.html > (Consulté le 10 février 2013).

“ORIGINE, OBJECTIFS ET EFFETS DE L'ALCA”, CETRI. SITE INTERNET < <http://www.cetri.be/spip.php?article195> > (Consulté le 20 septembre 2012).

PARIS Robert, « Emiliano Zapata et la Révolution Mexicaine », Matière et Révolution, 18 mars 2010. Site internet < <http://www.matierevolution.fr/spip.php?article969> > (Consulté le 9 février 2013).

PASQUESOONE Valentine, « "Fast and Furious", de l'opération ratée au scandale politique », Le Monde Amériques, 25 juin 2012. Site internet < http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2012/06/25/fast-and-furious-de-l-operation-ratee-au-scandale-politique_1723342_3222.html > (Consulté le 19 janvier 2013).

PATRIZIO M-A, Extrait de Carta settimanale, « Fiction e reality dans : CARTA Cantieri sociali », numéro 9, 3/9 mars 2005. <http://comaguermarseille.free.fr/cac120.htm> (consulté le 15 janvier 2013).

PEPIN Carl, « La Guerre américano-mexicaine (1846-1848) », Blogue sur l'histoire et les actualités canadiennes et internationales, 6 octobre 2010. Site internet < <http://carlpepin.com/2010/10/06/la-guerre-americano-mexicaine-1846-1848/> > (consulté le 15 février 2013).

PETIT Martin, « Dix ans de l'ALENA, un dossier noir : L'environnement », A bâbord, janvier 2005. Site internet < <http://www.ababord.org/spip.php?article588> > (Consulté le 15 février 2013).

PRESTON Julia, «INTERNATIONAL BUSINESS; Mexican Business Trying to Create Funds to Shield Peso», The New York Times. Site internet < <http://www.nytimes.com/1995/11/08/business/international-business-mexican-business-trying-to-create-funds-to-shield-peso.html> > (Consulté le 7 février 2013).

« Rapport 2011, la Situation des droits humains dans le monde, Le Mexique », Amnesty International, 2011. Site internet < <https://www.amnesty.org/fr/region/mexico/report-2011> > (Consulté le 7 janvier 2013).

RECAPPE Bénédicte, « RAISON, ÉMOTION, INSTITUTION, Comprendre les mobilisations étudiantes face à des régimes autoritaires : Hongrie 1956, Mexique 1968 », Université Montesquieu, Bordeaux IV, IEP. Site internet < http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/34/46/72/PDF/These_B.RECAPPE.pdf > (Consulté le 28 août 2012).

RENARD-GRANDMONTAGNE Colette, *De nouveaux parcs économiques dans le corridor industriel du Bajío (Mexique)*, Territoire en mouvement, 2007. Site internet < <http://tem.revues.org/753> > (Consulté le 16 janvier 2013).

Révolution mexicaine. Site internet < <https://sites.google.com/site/revolutionmexicaine/les-principaux-acteurs> > (Consulté le 20 septembre 2012).

“Ron Paul says U.S. has military personnel in 130 nations and 900 overseas bases”, Tampa Bay Times, 12 septembre 2011. Site internet < <http://www.politifact.com/truth-o-meter/statements/2011/sep/14/ron-paul/ron-paul-says-us-has-military-personnel-130-nation/> > (consulté le 23 janvier 2013).

ROBINET Romain, « Mexique : Transition dictatorial ou révolution démocratique ? », Le Monde Idées. Site internet < http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/07/20/mexique-transition-dictatoriale-ou-revolution-democratique_1735154_3232.html > (Consulté le 10 février 2013).

ROUSSELOT Fabrice, « Ford, GM, Chrysler les phénix de Detroit », Libération, 23 septembre 2012. Site internet < http://www.liberation.fr/economie/2012/09/23/ford-gm-chrysler-les-phenix-de-detroit_848285 > (Consulté le 13 février 2013).

SAINT-VICTOR Alain, « Haïti-Zones franches : Extraversion économique et sous-développement ». À propos du dernier livre de l'économiste Fred Doura. AlterPresse. 24 mars 2012. Site internet < <http://www.alterpresse.org/spip.php?article12588#nb2> > (Consulté le 1^{er} mai 2013)

SANTISO Javier, « Wall Street face à la crise mexicaine. Une analyse temporelle des marchés émergents », *Les Études du CERIN*° 34 - décembre 1997. Site internet < <http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/etude34.pdf> > (Consulté le 22 février 2013).

SAXE-FERNANDEZ John, « Chantage et libre-échange au Mexique : L'ALENA et le bilatéralisme intensif », *RISAL*, 9 mars 2004. Site internet < http://risal.collectifs.net/spip.php?page=imprimer&id_article=876 > (Consulté le 6 février 2013).

“School of the Americas Watch, “The school of Assassins Update”, *Third World Traveller*, hiver 2001. Site internet < http://www.thirdworldtraveler.com/SOA/SchoolAssassins_Update.html > (Consulté le 18 février 2013).

SILAS Cerqueira, « Mouvements agraires, mouvements nationaux et révolution en Amérique latine. In: *Revue française de science politique*, 19e année, n°5, 1969. pp. 1018-1041. Site internet < http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1969_num_19_5_418551 > (Consulté le 6 mars 2013).

SMITH Geri, “The Decline of the Maquiladora”, *Bloomberg Businessweek Magazine*, 28 avril 2002. Site internet < <http://www.businessweek.com/stories/2002-04-28/the-decline-of-the-maquiladora> > (Consulté le 23 mars 2013).

STEELS Emmanuelle, « Les Mexicains craignent l'ingérence Américaine », *La Presse.CA*, 25 mars 2010. Site internet < <http://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201003/25/01-4264071-les-mexicains-craignent-lingerence-americaine.php> > (Consulté le 18 janvier 2013).

STRATAKIS A., « Mondialisation, Finance Internationale et Intégration Européenne ». Site internet < http://socio-eco.fr/IMG/pdf/chapitre3fondementscommercemondial2012-13_stratakis.pdf > (Consulté le 3 septembre 2012).

“The Maquiladora Industry”, *Made in Mexico Inc.* Site internet < <http://www.madeinmexicoinc.com/maquiladora-industry/> > (Consulté le 6 janvier 2013).

THEILLIER Damien, « Le capitalisme est-il moral ? Ce que vos professeurs ne vous diront pas », *Contrepoints*, 12 février 2013. Site internet < <http://www.contrepoints.org/2013/02/12/114533-le-capitalisme-est-il-moral-ce-que-vos-professeurs-ne-vous-diront-pas> > (consulté le 23 février 2013).

TOLOTTI Sandrine, « Peut-on exporter la démocratie? », *Alternatives Internationales* n° 030 - mars 2006. Site internet < http://www.alternatives-internationales.fr/peut-on-exporter-la-democratie_fr_art_289_28499.html > (Consulté le 12/01/2013).

VIGNA Anne, « A Tijuana, la mauvaise fortune des maquiladoras », *Le Monde Diplomatique*, novembre 2011. Site internet < <http://www.monde-diplomatique.fr/2009/11/VIGNA/18379> > (Consulté le 22 février 2012).

WEBER Amandine, « Les Brèves Economiques du Mexique – Mercredi 29 Août 2012 », GJ Le quotidien des francophones du Mexique. Site internet < <http://www.legrandjournal.com.mx/la-une/les-breves-economiques-du-mexique-mercredi-29-aout-2012> > (Consulté le 15 février 2013).

WESTFALL Michael, *Maquiladora Slavery*, Cornell University ILR School, 6 janvier 2009. Site internet < <http://digitalcommons.ilr.cornell.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1007&context=wesfall> > (Consulté le 16 janvier 2013).

« Zones franches et libre-échange », Groupe de travail ATTAC Marseille, ATTAC, 26 octobre 2000. Site internet < <http://local.attac.org/13/documents/zonesfranches.htm> > (Consulté le 13 novembre 2012).

Résumé :

Au XIXe siècle, les Etats-Unis n'étaient qu'un empire parmi d'autres. L'apogée de leur ascension fulgurante en tant que puissance mondiale s'est concrétisée en 1945, à la fin de la seconde guerre mondiale. Cependant, l'expansion des Etats-Unis s'est heurtée à un autre empire désireux de s'étendre durant la Guerre froide, l'URSS. En 1991, lorsque l'URSS et le bloc de l'Est s'effondrent, l'hégémonie étatsunienne s'accélère. Le Mexique, voisin direct des Etats-Unis et son allié plus ou moins forcé durant une grande partie du XXe siècle, a subi tout au long des XIXe et XXe siècles son ingérence. La question centrale de ce travail est de savoir pourquoi le Mexique est d'une si grande importance pour les Etats-Unis. Cette question sera traitée à travers les diverses interventions américaines au Mexique, qu'elles soient militaires, politiques, idéologiques ou encore économiques, avec l'implication des sociétés supranationales et des institutions financières américaines et leurs filiales, les maquiladoras. Cela nous amènera à réfléchir sur les contrastes entre la propagande utilisée par les défenseurs du libéralisme et du néolibéralisme et les résultats concrets de celle-ci, de l'indépendance du Mexique en 1821 à nos jours.

In the 19th century, the United States were simply another empire among others. In 1945, at the end of the Second World War, the peak of their lightning ascent as world power became a reality. However, their expansion came up against another empire willing to extend too during the Cold war, the USSR. In 1991, when the USSR and the east block collapsed, the United States hegemony accelerated. Mexico, being a direct neighbor of the United States and partly its ally during the 20th century, suffered nonetheless the American interventions throughout the 19th and 20th centuries. The central question of this work is to understand why Mexico is so important to the United States by studying military, political, ideological and economic perspectives, notably with the implication of the supranational companies and the American financial institutions and their subsidiaries, the maquiladoras. This will bring us to think about the contrasts between the propaganda used by the defenders of liberalism and neoliberalism and the concrete results caused by it, from the independence of Mexico in 1821 to nowadays.

Mots-clés :

Maquiladoras, libéralisme, néolibéralisme, démocratie, sociétés multinationales.

Maquiladoras, liberalism, neoliberalism, democracy, multinational companies.